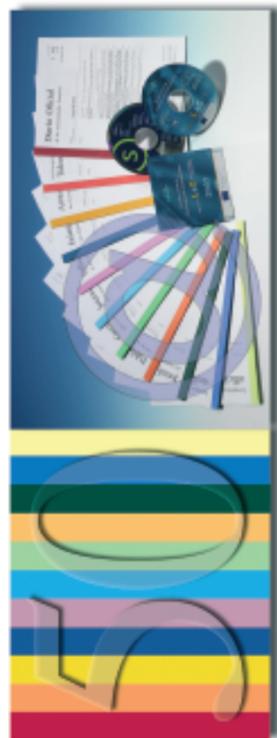




Office des publications
Publications.eu.int



1952-2002

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2002

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2002

1 OA-AA-03-001-FR-C

ISBN 92-78-40133-1
9 789278 401331

Office des publications
Publications.eu.int



OFFICE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2002



Office des publications

Publications.eu.int

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne***

**Un nouveau numéro unique gratuit:
00 800 6 7 8 9 10 11**

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu.int>).

Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 2003

ISBN 92-78-40133-1

© Communautés européennes, 2003
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Luxembourg

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Préface du président | 5 |
| <i>Executive summary</i> | 7 |
| Principaux indicateurs de l'activité de l'Office de 1993 à 2002 | 11 |
| I. Travaux du comité de direction | 13 |
| II. Relations avec les institutions et les services auteurs | 17 |
| 1. Programmes de publication | 19 |
| 1.1. Généralités | 19 |
| 1.2. Commission | 19 |
| 1.3. Autres institutions, agences et organes | 19 |
| 2. Conventions de service | 20 |
| 3. Transparence du processus de production | 20 |
| III. La production | 21 |
| 1. Généralités | 23 |
| 1.1. Section «Ouverture des dossiers» | 23 |
| 2. Journal officiel | 23 |
| 2.1. Production | 24 |
| 3. Consolidation de la législation communautaire | 25 |
| 4. Publications générales | 26 |
| 4.1. Orientations | 26 |
| 4.2. Production | 26 |
| 4.3. Bureau graphique | 27 |
| 4.4. Imprimerie intégrée | 27 |
| 5. Édition électronique | 28 |
| 5.1. Production | 28 |
| 5.2. Service intégré d'accès aux textes juridiques | 29 |
| 5.3. Le libraire de l'Union européenne («EU-Bookshop») | 33 |
| 6. Annuaire, publications documentaires et outils d'édition | 33 |
| 6.1. IDEA — Annuaire interinstitutionnel | 33 |
| 6.2. Publications documentaires (Tables, Répertoire et catalogues) | 33 |
| 6.3. Outils d'indexation et d'édition | 35 |
| IV. La diffusion | 37 |
| 1. Activités de stockage et de diffusion | 39 |
| 2. Politique de vente et résultats obtenus | 40 |
| 2.1. Résultats des ventes | 40 |
| 2.2. Publications | 40 |
| 2.3. Produits hors ligne (CD-ROM) | 43 |
| 2.4. Données électroniques | 43 |
| 2.5. Bilan et perspectives | 44 |

| | |
|---|------------|
| 3. Réseaux de distribution | 45 |
| 3.1. Bureaux de vente | 45 |
| 3.2. Diffusion gratuite | 45 |
| 4. Information du public, promotion et marketing | 46 |
| 4.1. Information du public et support à la clientèle | 46 |
| 4.2. L'Office des publications sur Internet | 47 |
| 4.3. Newsletter | 47 |
| 4.4. Actions de promotion | 47 |
| 4.5. Opérations de marketing | 48 |
| 5. Copyright | 49 |
| 5.1. Licences de reproduction | 49 |
| 5.2. Forum des éditeurs européens | 50 |
| IV. Gestion financière et administrative | 51 |
| 1. Passation des marchés | 53 |
| 2. Gestion budgétaire | 54 |
| 2.1. Exécution budgétaire globale de l'exercice 2002 | 54 |
| 2.2. Gestion du budget pour le compte des institutions | 55 |
| 3. Comptabilité commerciale | 55 |
| 3.1. Résultats d'exploitation | 55 |
| 3.2. Répartition des recettes de vente | 56 |
| 4. Gestion du personnel | 56 |
| 4.1. Effectifs | 56 |
| 4.2. Dialogue social | 57 |
| 4.3. Formation | 58 |
| 4.4. Réforme de la Commission: impact sur l'Office | 58 |
| VI. Infrastructures | 61 |
| VII. Audit interne | 65 |
| 1. Activités | 67 |
| 2. Conseil | 67 |
| 3. Principales conclusions des audits finalisés | 67 |
| 3.1. Voitures de services | 67 |
| 3.2. Passation des marchés | 67 |
| 3.3. Procédures de préparation du bilan de l'Office à la date du 31 décembre 2001 | 68 |
| 3.4. Travaux de consolidation | 68 |
| 4. Suivi des recommandations | 68 |
| Annexe 1 — Organigramme de l'Office des publications au 31 décembre 2002 | 71 |
| Annexe 2 — Comités et sous-comités interinstitutionnels dont le secrétariat est assuré par l'Office des publications | 73 |
| Annexe 3 — Tableaux et graphiques | 79 |
| Annexe 4 — Bilan et comptes des résultats | 143 |
| Annexe 5 — Rapport sur la réalisation du programme ordinaire de publication 2002 de la Commission | 155 |
| Annexe 6 — Conventions de service: niveau des contacts amorcés | 157 |

Préface du Président

Je souhaite souligner, en premier lieu, qu'après la mise en marche de la réorganisation de l'Office des publications au printemps 2001, 2002 a constitué une année de stabilisation pour la plupart des unités de l'Office. C'est ainsi que l'Office a pu constater les premiers résultats opérationnels de ses nouveaux services et de ses nouvelles fonctions.

2002 n'a donc pas connu d'opérations ou d'événements particuliers dans la production de l'Office. C'est plutôt l'adaptation à ses propres innovations ou aux changements causés par la Réforme de la Commission qui a mobilisé plus particulièrement l'attention de la Direction et des services. La direction de l'Office avait arrêté dès l'automne 2000 d'appliquer intégralement le programme de Réforme que la Commission avait adopté pour sa gestion interne. Ces réformes ont cependant nécessité le redéploiement de quelque 7 % des effectifs de l'Office à des tâches de gestion nouvelles pour l'Office.

Je souhaite entamer ce rapide examen de 2002 en parlant de l'**élargissement**. Si l'on compare le processus d'élargissement à un train, force est de constater qu'à l'Office, ce train n'est plus à quai depuis longtemps et qu'il est même lancé à pleine vitesse: en 2002, l'Office a achevé l'appel d'offres pour la publication du droit dérivé dans les nouvelles langues officielles et les contrats respectifs ont été signés en fin d'année; il a recruté près de 100 agents auxiliaires ressortissants des pays candidats, et je tiens à saluer la qualité de l'organisation qui a permis ainsi de réussir ce véritable tour de force. J'en mesure l'impact en termes de charge de travail, en particulier pour l'élaboration des tests, le traitement des dossiers de candidature et l'organisation sur place des sélections. La question épineuse de leur hébergement ayant été résolue en un temps record, l'Office a pu accueillir nos premiers nouveaux collègues en novembre dans son «quatrième site» en attendant le retour des services physiquement «exilés» dans le bâtiment Jean Monnet, dès l'achèvement mi-2003 de la rénovation du bâtiment Mercier. L'accueil et la formation de ces nouveaux collègues représentent un autre défi.

En ce qui concerne les activités liées à la **légalisation communautaire**, l'échéance pour l'achèvement du rattrapage des travaux de consolidation reste fixée à mi-2003. Les efforts de consolidation se poursuivront de manière continue avec des activités de consolidation au jour le jour.

En matière de **politique de vente des publications générales**, le comité de direction avait souhaité, en 2001, pouvoir disposer d'une analyse détaillée de la situation. Après avoir conduit cette étude, l'Office a établi un plan d'action pour la période 2002-2004, approuvé par le comité de direction en juin 2002. Le chiffre d'affaires en termes de ventes facturées est de 15,29 millions d'euros, en augmentation de 22,40 % par rapport à 2001, principalement en raison d'un décalage de la facturation des périodiques souscrits en 2001 sur l'exercice 2002.

Par ailleurs, dans le cadre de sa **politique d'information du grand public**, l'Office a procédé au remaniement complet de son site Internet. Depuis le mois de mai, ce site est mis à jour régulièrement avec un multilinguisme complet. L'Office a également poursuivi son effort en direction des services auteurs des institutions, des agences et des organes. En effet, compte tenu de l'importance qu'il accorde à la gestion et au suivi de ces contacts, après la création en 2000 de la fonction de correspondant auteur, l'Office propose depuis avril 2002, sur IntraComm, un site réservé à l'information des services auteurs.

En matière de **réforme des circuits financiers**, conformément aux orientations de la Commission, l'activité d'audit interne s'est développée, et le suivi des recommandations de l'auditeur s'est amélioré. L'Office a entrepris de documenter ses procédures de travail. Par ailleurs, une attention particulière est apportée à l'établissement à intervalles réguliers

de rapports sectoriels d'activité («reporting»). L'Office a respecté le délai de fin 2002 pour achever sa décentralisation en matière de responsabilité financière et budgétaire en prévision de la mise en œuvre, à partir du 1^{er} janvier 2003, du nouveau Règlement financier de l'Union européenne. L'Office disposera au premier trimestre 2003 d'instances de contrôle appelées à remplacer le Contrôle Financier central et la commission consultative des achats et des marchés (CCAM) supprimés par la Réforme. En ce qui concerne les **crédits budgétaires** dont l'Office est ordonnateur délégué, l'Office a réussi, en 2002, à financer, sur des crédits de 2001 reportés à titre exceptionnel, l'acquisition d'une nouvelle assembleuse/encolleuse et a obtenu une rallonge budgétaire pour assurer la publication des avis de marché, dont le nombre est en augmentation sensible. Enfin, l'avant-projet de budget 2003 a été scindé en deux parties pour isoler les demandes budgétaires liées à la publication du droit dérivé et aux autres travaux préélargissement. Cette dernière partie a nécessité, pour l'Office, un grand effort de préparation, de documentation et de négociation avec les trois institutions concernées (Conseil, Parlement, Commission). Une partie des 29 millions d'euros demandés pour l'exercice 2003 a fait l'objet d'une opération de «frontloading», c'est-à-dire d'un préfinancement à partir de crédits 2002 non utilisés des institutions. Pour mener à bien ce projet, 18,25 millions d'euros seront nécessaires en 2004.

Sur le plan de ses propres **appels d'offres**, les efforts de l'Office en vue d'élargir la participation de firmes aux appels à la concurrence ont été couronnés de succès, induisant cependant un accroissement sensible de la charge de travail.

Je salue l'effort de transparence dans les travaux du comité de direction auquel l'Office a soumis une longue liste de documents nouveaux qui rendent compte des divers niveaux et indicateurs d'activité de l'Office. L'objectif est de disposer, à terme, d'un véritable tableau de bord opérationnel, administratif et budgétaire qui permettra de suivre plus efficacement l'état d'avancement des projets et des programmes ainsi que l'état des ressources qui leur sont consacrées.

En conclusion, je constate avec sérénité que l'Office a réussi une fois de plus en 2002 à accomplir un exercice périlleux d'équilibriste entre la multiplication et la complexité croissante des missions qui lui sont confiées, l'évolution permanente et de plus en plus rapide de son domaine d'activité et les contraintes internes liées à la Réforme administrative et financière de la Commission et aux restrictions budgétaires de plus en plus sévères.

En résumé, c'est avec confiance que je vous invite à parcourir ce rapport de gestion. L'Office des publications est un service commun aux institutions dynamique et en pleine santé, basé sur une gestion rigoureuse et des technologies innovatrices.



David O'Sullivan

*Président du comité de direction
de l'Office des publications officielles
des Communautés européennes*

Executive summary

Durant l'année 2002, les principaux sujets de discussion, de réflexion et, le cas échéant, de décision au sein du comité de direction de l'Office des publications ont été: l'impact sur l'Office de la Réforme de la Commission, notamment en raison du nouveau Règlement financier de l'Union européenne entré en vigueur au 1^{er} janvier 2003, et celui de l'élargissement sur les méthodes de travail, les effectifs, les infrastructures qui ont amené le comité de direction à réfléchir également sur la structure à long terme de l'Office; le mode de facturation des publications; les travaux de préélargissement; un rapport sur la politique de vente des publications générales et un plan d'actions associé; les questions budgétaires générales et spécifiques. Le comité de direction a également mis sur les rails en 2002 un projet d'une envergure considérable dénommé «EU-Bookshop», appelé à devenir la librairie virtuelle de l'Union européenne (I).

En 2002, l'Office des publications a assuré la gestion du programme prévisionnel de publication de la Commission (POP 2002) et la préparation du POP 2003. Ce dernier comprend 1 063 projets pour un montant estimé de quelque 16 millions d'euros. L'état d'exécution du POP 2002 est faible (37,16 %) (II.1.2 et annexe 5). L'action de sensibilisation menée auprès des autres institutions et agences en vue de les encourager à définir une stratégie éditoriale et à élaborer un programme de publication a été poursuivie (II.1.1/3).

Aucune nouvelle convention de service entre les services auteurs et l'Office n'a pu être signée en 2002; plusieurs conventions étaient en cours de négociation (II.2 et annexe 6). Un outil pour assurer le suivi de la production du droit dérivé et plus tard du Journal officiel a été mis en place à la fin de l'année 2002. Cet outil, qui sera étendu à d'autres domaines de production, est accessible aux services auteurs et aux prestataires externes (II.3).

Le volume des travaux liés à la production du Journal officiel (JO) assurée par l'Office a varié selon les séries. Ainsi, le nombre de pages de l'édition papier du JO L a augmenté de 16 %, alors que le volume du JO C n'a augmenté que de 5,7 % (incluant cependant une augmentation notable de quelque 75 % des textes publiés sous forme exclusivement électronique dans la série JO C E). Les publications JO de l'OCVV et de l'OHMI ont connu une diminution en volume de 21,83 %. Les dépenses globales pour les JO L et C et le JO S s'élèvent à 72 427 076 euros en 2002 par rapport à 116 515 651 euros en 1996, soit une diminution de 38 % sur la période 1996-2002 (III.2 et annexe 3, graphique 1).

L'Office a procédé en 2002 à la commercialisation de versions améliorées des CD-ROM JO L & C et JO S et à la mise en ligne d'une version actualisée de la base de données gratuite TED (III.2.1.2/4). La production d'autres CD-ROM de JO spécifiques a été poursuivie (III.1.2.5).

Le nombre d'avis de marché a augmenté de 17,7 %, dépassant pour la première fois le cap de 200 000 (annexe 3, tableau 3). Une croissance significative est observée dans la réception d'avis en format électronique, dont la proportion s'élève à 9,3 % en fin d'année 2002. D'importants travaux sont poursuivis en vue d'optimiser les mécanismes de collecte automatisés (III.2.1.3).

Les travaux en matière de consolidation de la législation communautaire ont connu une forte accélération en 2002, qui n'est pas reflétée dans le taux d'exécution de cette ligne budgétaire. Fin 2002, le volume restant pour terminer le rattrapage du passé représente quelque 820 familles d'actes pour lesquelles les travaux sont en cours. L'objectif de compléter le rattrapage d'ici mi 2003 pour les onze langues officielles est maintenu (III.3).

En 2002, l'Office a préparé 1 810 devis/estimations et établi 1 442 bons de commande pour des publications générales. Le format PDF s'impose comme standard d'échange entre les acteurs de la chaîne graphique et est progressivement utilisé pour les échanges d'épreuves dans ce secteur. Le nombre de fichiers électroniques traités et corrigés est de 5 563. Près de 3 000 pages ont été corrigées dans les langues des pays candidats à l'adhésion. Un projet pilote de télétravail est en cours (III.4.1). Pour les publications générales, on note que le nombre de parutions est stable (6 750 titres) et que le nombre de pages corrigées en langue anglaise augmente de quelque 10 % en raison du recours accru aux prestations de «re-writing» et de «sub-editing» dans cette langue (III.4.2).

Le bureau graphique de l'Office a traité quelque 150 dossiers en 2002, concernant plus particulièrement des produits phares des services auteurs des institutions. Pour faire face à la demande croissante de prestations dans ce domaine, l'Office a lancé un appel à manifestation d'intérêt qui a permis de constituer une liste de sociétés susceptibles de prendre en charge des travaux de création graphique (III.4.3).

Si la production de l'imprimerie en termes de volume a baissé de 20 % en 2002, le nombre de parutions pris en charge a augmenté de façon significative (+ 30 %) et représente 10 % de l'ensemble des titres confiés à l'Office. La production en couleurs représente six fois le volume de la production en noir et blanc. On observe une montée en puissance du dispositif d'impression à la demande (III.4.4).

En matière de publication électronique, la tendance observée en 2002 est celle du choix par les services auteurs de sites Internet de type «portail», dont la réalisation est compliquée en raison du manque de produits du marché qui apportent des solutions aux problèmes techniques de l'implémentation et de la gestion du contenu qui s'ajoute aux difficultés de la coordination éditoriale. L'année 2002 a vu une diminution du nombre de dossiers traités (- 8,1 %) et du budget engagé (- 9,5 %). Neuf projets ont impliqué un volet de création graphique en 2002 (III.5.1.1/2).

Les travaux du grand chantier de l'intégration des bases de données et des archives numériques législatives et juridiques ont conduit à la mise en service d'une version plus intégrée du portail EUR-Lex au cours du premier semestre 2002 avec mise à disposition des actes préparatoires. L'Office a également procédé à l'océrisation de quelque 6 000 pages des textes originaux des traités en vue de leur inclusion dans EUR-Lex. Toujours dans EUR-Lex, des développements ont été menés en 2002 pour permettre la mise à disposition systématique des textes consolidés avec indication de la date de la mise à jour. Une révision de la méthodologie d'analyse documentaire des textes a été lancée et de nouvelles versions des manuels CELEX ont été publiées. L'attrait de CELEX pour les professionnels du droit est indéniable, comme le confirme la croissance continue des indicateurs de fréquentation (en 2002, 25,2 millions de sessions par consultation directe) (III.5.2.1/2; annexe 3, graphiques 3 et 4).

En 2002, l'archive numérique EUDOR a été enrichie de documents en provenance de l'ancien système d'archivage ainsi que de nouvelles collections d'ouvrages scientifiques et d'intérêt général en vue d'alimenter le fonds documentaire qui deviendra accessible via EU-Bookshop. Le système a également été adapté et préparé à recevoir les publications dans les langues des pays candidats à l'adhésion. Un système de contrôle de qualité des fichiers a été mis en place (III.5.2.2.3).

Le projet dénommé «EU-Bookshop» ou «Le libraire de l'Union européenne», qui vise à fédérer les fonds documentaires des institutions et agences et à cataloguer de façon homogène l'ensemble des publications communautaires, a constitué une priorité en 2002. L'Office a collaboré avec les services auteurs pour définir les fonctionnalités du futur portail et développer les possibilités de personnalisation. Un prototype a été soumis pour test aux entités éditrices intéressées. L'Office a procédé à la rédaction du cahier des charges de l'appel d'offres afférent en 2002; ce dernier a été publié début janvier 2003 (III.5.3).

En raison de difficultés techniques, l'Office n'a pas pu respecter l'engagement de permettre en 2002 une gestion décentralisée des données dans la base IDEA. L'édition papier de l'Annuaire interinstitutionnel a été remanié pour tenter d'inverser la tendance à la baisse des ventes de cet ouvrage de référence (III.6.1).

En 2002, l'Office a lancé une réflexion sur les modalités de publication de ses catalogues et du Répertoire de la législation communautaire en vigueur (III.6.2).

La quatrième édition du thésaurus multilingue Eurovoc a été publiée fin novembre 2002 au terme de plus de deux années de travaux préparatoires (III.6.3.1).

Les travaux de catalogage à la source suivant des normes internationales et d'attribution d'identifiants internationaux sont poursuivis de manière systématique. En 2002, l'Office a accédé au statut exclusif d'Agence ISSN pour les publications de l'Union européenne et a entrepris d'étudier les moyens pour devenir également agence officielle du DOI (Digital Object Identifier) pour les publications dématérialisées (III.6.3.2).

Le volume de la diffusion de base a diminué de 17 %, alors que celui des commandes des services auteurs a augmenté de 18 %. Un total de 52 millions d'exemplaires a ainsi été diffusé en 2002 (-13,19 %). Le volume des stocks a augmenté (+ 10 %), même si 11,2 millions d'exemplaires ont été déstockés et/ou détruits sur proposition

de l'Office. Le nombre d'adresses géré par l'Office est en hausse de 14 %. Le nombre d'abonnements aux périodiques en général a baissé de 15 %. Les montants facturés (15,29 millions d'euros) sont en hausse de 22,40 % par rapport à 2001; l'augmentation s'explique par la hausse des montants facturés en 2002 pour les produits du Journal officiel et pour les autres périodiques et, pour ces derniers, par un décalage de la facturation des abonnements souscrits en 2001 sur l'exercice 2002 (IV.1).

En 2002, parmi les 10 périodiques les mieux vendus autres que le JO en termes de nombre d'abonnés, un seul — le Recueil de la jurisprudence — dépasse les 2 000 abonnés. En 2002, seule une monographie s'est vendue à plus de 3 000 exemplaires; elles étaient cinq en 2001. Parmi les 10 meilleures ventes d'ouvrages, cinq sont produits par Eurostat. On note une hausse de 40,76 % des montants facturés pour les produits hors ligne (CD-ROM) (IV.2.3.)

L'impact de la gratuité de l'information sur Internet est indéniable. De plus, en 2002 une seule base de données (CELEX) était encore commercialisée. Les consultations de la base gratuite TED continuent de croître, leur nombre étant passé de 85,7 à 164 millions (+ 91,3 %). Malgré le fait que la consultation de la base TED soit gratuite, le nombre de preneurs de licence reste stable, mais le produit global issu de la vente de licences de bases de données est en diminution de 23,68 % en raison de la résiliation fin 2001 des contrats de licence de bases de données statistiques (IV.2.4.1). Les montants facturés pour les produits en ligne sont en hausse de 6,12 %, incluant une augmentation sensible (+8,52 %) pour la vente d'abonnements à CELEX (IV.2.4.2).

Les ventes facturées se répartissent à hauteur de quelque 53 % pour les produits JO (séries L, C et S) et de 47 % pour les autres produits. Le maintien du chiffre d'affaires de l'Office s'explique par la hausse du prix des abonnements du Journal officiel, en dépit de la diminution constante du nombre même des abonnements constatée. Cette tendance devrait se poursuivre avec la politique d'accès gratuit au droit et une plus grande ubiquité d'Internet (IV.2.5).

Les volets animation des réseaux de distribution, promotion et marketing ont été vigoureusement poursuivis en 2002. Plusieurs études et enquêtes ont été conclues et leurs résultats alimentent la réflexion et les actions de l'Office en matière de politique de vente et service à la clientèle (IV.3/4/5).

La tendance constatée en 2001 concernant l'activité de gestion des droits d'auteur, à savoir qu'elle se transforme peu à peu en une fonction de conseil à l'égard des services auteurs et du public, s'est confirmée en 2002. L'animation du Forum des éditeurs européens s'est poursuivie, sans pour autant que l'offre en manuscrits attractifs pour des éditeurs commerciaux ait pu être élargie (IV.5).

L'Office a présenté 38 dossiers à la commission consultative des achats et des marchés (CCAM). En tant que rapporteur, l'Office a traité 95 dossiers. 127 nouveaux contrats et conventions spécifiques et 67 avenants aux contrats ont été signés en 2002. L'Office a publié pour la première fois deux appels à manifestation d'intérêt (multimédia et services de publications). Les procédures de renouvellement de contrats incluant la définition des cahiers des charges ont été lancées pour la production du Journal officiel, la production du CD-ROM JO S et de la base de données TED, le remplacement du système de gestion commerciale et des listes de diffusion ainsi que celles pour la conclusion du nouveau contrat EU-Bookshop (V.1).

En 2002, l'exécution des crédits dont l'Office est ordonnateur délégué représentait 112 millions d'euros pour les engagements et 107 millions pour les paiements et le total des moyens financiers engagés par l'Office pour le compte des institutions s'élevait à environ 58,8 millions d'euros. En 2002, l'exécution des crédits d'engagement pour lesquels l'Office a reçu une subdélégation s'élevait à 0,65 million d'euros (V.2) (cf. nota bene p. 55).

Les effectifs de l'Office étaient au nombre de 520 en 2002. Certaines transformations de postes ont été réalisées. Dans le cadre des travaux de pré-adhésion, l'Office a procédé à la sélection du personnel appelé à produire le droit dérivé dans les 9 langues des pays candidats. À cet effet, des épreuves de tests d'aptitude ont été réalisées, près de 1 600 candidatures ont été examinées et des tests de sélection organisés dans les neuf capitales des pays en question (V.4.1).

Dans le cadre du dialogue social, des réunions fréquentes ont eu lieu en 2002 avec le CLP, les OSP et l'ensemble du personnel de l'Office. Une série de comités de suivi internes incluant des représentants du personnel ont été mis en place pour des projets particulièrement importants pour l'Office (V.4.2).

En termes de formation, l'Office a fait usage de deux contrats de la Commission et a lancé un appel d'offres pour la formation dans les métiers spécifiques à l'Office (agents de fabrication, éditeurs, etc.) (V.4.3).

La Réforme de la Commission a eu un impact considérable sur l'Office: réponse aux nombreuses consultations interservices, décentralisation de la gestion budgétaire, création d'une fonction de contrôle financier et d'un comité des achats et des marchés internes, remaniement des procédures de paiement des prestations de publication, implémentation des activités liées à la gestion du cycle budgétaire incluant l'élaboration d'une nouvelle nomenclature budgétaire avec introduction d'ABB, d'ABM et d'IRMS (V.4.4).

Au niveau des infrastructures, le début de l'année 2002 a été marquée par le déménagement de près de la moitié des effectifs du siège l'Office en vue de sa complète rénovation et leur délocalisation vers le bâtiment Jean Monnet. L'Office a également procédé à la mise en place et à l'équipement de nouveaux locaux pour le personnel du droit dérivé. Une réflexion globale sur la stratégie immobilière a été initiée pour répondre aux besoins en infrastructures à long terme. 2002 a vu l'implémentation du système de traitement et d'archivage de courrier ADONIS dans tous les services. Le helpdesk a répondu à quelque 7 400 demandes d'assistance (informatique et autres). L'année 2002 a également vu la mise en place des résultats des premières études d'architecture informatique menées en 2001 (VI).

On observe une montée en puissance des activités de l'audit interne, qui ont démarré en décembre 2000. Quatre audits ont été réalisés en 2002 et une procédure de suivi régulier des suites réservées aux recommandations des audits externes et internes a été mise en place. L'audit interne a joué un rôle essentiel de conseil dans l'implémentation des changements induits par la Réforme de la Commission (VII).

Principaux indicateurs de l'activité de l'Office de 1993 à 2002

| Domaine | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | Variation 2001/2002 (en %) | Variation 1993/2002 (¹) (en %) |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|----------------|----------------------------------|--------------------------------------|
| Production | | | | | | | | | | | | |
| <i>Publication traditionnelle</i> | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de pages du JO L | 194 796 | 240 896 | 198 736 | 215 688 | 220 012 | 232 368 | 227 876 | 240 520 | 226 339 | 262 582 | + 16,01 | + 34,80 |
| Nombre de pages du JO C | 151 652 | 189 216 | 152 120 | 246 996 | 247 000 | 285 586 | 230 811 | 225 602 | 313 406 | 331 336 | + 5,72 | + 118,48 |
| dont Nombre de pages JO C E | — | — | — | — | — | — | 2 500 | 38 258 | 94 941 | 166 947 | + 75,84 | + 6 577,88 |
| Nombre de pages OCVV/OHMI | — | — | — | 2 288 | 14 783 | 61 330 | 67 646 | 72 558 | 88 964 | 69 544 | - 21,83 | + 2 938,51 |
| Nombre de pages | | | | | | | | | | | | |
| Autres documents budgétaires | 31 761 | 32 706 | 35 478 | 37 664 | 35 574 | 36 212 | 37 620 | 40 634 | 41 261 | 41 800 | + 1,31 | + 31,61 |
| Nombre de parutions | 4 170 | 4 604 | 4 802 | 7 017 | 8 483 | 7 290 | 7 066 | 6 920 | 6 724 | 6 750 | + 0,39 | + 61,87 |
| <i>Publication multimédia</i> | | | | | | | | | | | | |
| Multimédia — Nombre de projets clôturés | — | — | — | — | 23 | 55 | 76 | 146 | 100 | 141 | + 41,00 | + 513,04 |
| CELEX — Nombre de documents visualisés | (²) | (²) | (²) | 5 153 136 | 7 856 822 | 13 980 997 | 15 395 174 | 19 988 609 | 23 735 816 | 30 181 673 | + 27,16 | + 485,70 |
| EUR-Lex — Nombre de JO/pages sommaires consultés par jour (moyenne) | — | — | — | — | — | 50 000 | 100 000 | 150 000 | 450 000 | 450 000 | — | + 800,00 |
| Nombre d'avis publiés au JO S | 67 192 | 96 340 | 127 770 | 140 576 | 155 186 | 163 395 | 162 951 | 161 221 | 172 194 | 202 683 | + 17,71 | + 201,65 |
| Diffusion | | | | | | | | | | | | |
| Ventes facturées (écus/euros) | 15 700 943 | 19 829 781 | 20 559 426 | 22 891 125 | 22 217 383 | 21 928 454 | 17 015 754 | 15 694 763 | 12 489 216 | 15 286 234 | + 22,40 | - 2,64 |
| Nombre d'abonnements payants | 61 758 | 67 370 | 67 458 | 60 987 | 58 134 | 50 452 | 46 463 | 40 874 | 36 424 | 30 642 | - 15,87 | - 50,38 |
| Nombre d'exemplaires diffusés (millions) | 44,6 | 56,8 | 48,9 | 63,3 | 86,7 | 65,4 | 53,2 | 55,3 | 59,9 | 52,0 | - 13,19 | + 16,59 |
| Nombre d'adresses gérées | — | 393 503 | 601 628 | 769 376 | 881 714 | 988 073 | 1 020 919 | 1 025 469 | 1 113 994 | 1 270 190 | + 14,02 | + 222,79 |
| Coûts de fonctionnement et opérationnels | | | | | | | | | | | | |
| Budget de fonctionnement de l'Office (A-342) | 42 279 005 | 43 905 401 | 52 446 281 | 53 044 454 | 54 086 680 | 53 863 229 | 54 947 546 | 55 882 256 | 56 421 682 | 71 873 460 | + 27,79 | + 70,00 |
| Budgets opérationnels de l'Office: | | | | | | | | | | | | |
| * Consolidation (A-343) | — | — | — | — | — | — | 4 997 239 | 4 996 720 | 4 999 100 | 8 500 000 | + 70,03 | + 70,09 |
| * JO S (Marchés publics) (B5-304) | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 30 759 591 | — | — |
| * Divers (ADMIN + IDA + ESTAT) | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 647 917 | — | — |
| Autres coûts de production (écus/euros) (³) | 106 584 969 | 117 417 566 | 127 710 566 | 151 395 557 | 139 043 264 | 123 082 802 | 107 822 632 | 95 592 820 | 105 889 923 | 58 783 191 (⁴) | - 44,49 (⁴) | - 44,85 |
| Effectifs | 463 | 465 | 525 | 525 | 525 | 525 | 525 | 522 | 522 | 520 | - 0,38 | + 12,31 |

(¹) La période de référence diverge en fonction de la date de début des valeurs.

(²) Coûts de production de publications gérés pour le compte des institutions (JO L & C — JO S jusqu'à 2001 — autres publications).

(³) Utilisation calculée en heures de connexion jusqu'en 1995.

(⁴) Voir explications au point V.2.2 (p. 55).

I. Travaux du comité de direction

L'Office des publications est un organisme interinstitutionnel régi par un comité de direction composé des secrétaires généraux des institutions et du greffier de la Cour de justice. L'Office a pour mission de réaliser l'ensemble des opérations éditoriales qui permettent aux institutions et organes de l'Union européenne de remplir leurs obligations en matière de publication.

Le comité de direction a eu, au cours de l'exercice 2002, la composition suivante:

- M. Julian Priestley, secrétaire général du Parlement;
- MM. Javier Solana Madariaga, secrétaire général du Conseil, haut représentant, et Pierre de Boissieu, secrétaire général adjoint;
- M. David O'Sullivan, secrétaire général de la Commission et président en exercice du comité de direction;
- M. Roger Grass, greffier de la Cour de justice;
- M. Michel Hervé, secrétaire général de la Cour des comptes;
- M. Patrick Venturini, secrétaire général du Comité économique et social;
- M. Vincenzo Falcone, secrétaire général du Comité des régions.

Pour des questions liées à la gestion du personnel, le président peut inviter le directeur général du personnel et de l'administration de la Commission à participer aux travaux du comité. En 2002, ce poste était occupé par M. Horst Reichenbach.

Le comité de direction s'est réuni le 25 juin 2002 (titulaires), les 18 février, 18 mars, 14 juin et 29 novembre 2002 (suppléants). En outre, 19 dossiers ont été soumis en 2002 au comité de direction par la voie de la procédure écrite.

En 2002, l'Office a poursuivi sa politique d'information régulière des membres du comité de direction sous forme de «reporting» trimestriel des indicateurs d'activités de l'Office, qui permet aux membres d'apprécier la charge de travail, les résultats obtenus dans les divers domaines de production du ressort de l'Office ainsi que les éléments clés de sa gestion administrative propre. Les indicateurs sont continuellement affinés pour refléter au plus près le niveau d'activités de l'Office, en évolution constante, et l'effet de ses actions.

En termes d'information et de documentation transmises aux membres du comité de direction, 2002 a été l'année de nombre d'innovations. Ainsi les membres ont reçu:

- une première actualisation («progress report») des lignes directrices pour les activités de l'Office des publications pour les années 2001-2006, qui décrit l'évolution sur une année;
- un premier état des lieux de la mise en œuvre du plan de travail 2002;
- la première version du rapport annuel d'activité couvrant l'année 2001, accompagné de la déclaration d'assurance du directeur général, prévus dans le cadre de la Réforme de la Commission;
- une présentation du budget 2003 selon la nomenclature ABB («activity based budgeting»);
- la première version du plan de gestion 2003 dans un format compatible avec la structure ABM («activity based management»);
- un premier bilan de l'activité de l'audit interne;
- un bilan chiffré de la consommation des crédits du Journal officiel (séries L, C et S) par institution sur une période de cinq ans (1997-2001);
- un rapport sur la politique de vente des publications générales avec un plan d'actions couvrant les années 2002 à 2004;
- un bilan de la réunion annuelle des bureaux de vente et des analyses de marché réalisées sur les publications communautaires;
- un bilan de la réunion annuelle avec les agences communautaires.

Plusieurs documents sur la structure à long terme de l'Office des publications ont également été soumis au comité de direction au cours de l'année 2002 pour alimenter la réflexion sur les changements à apporter à cette structure afin de permettre à l'Office de pouvoir faire face à l'augmentation de sa charge de travail, de maîtriser la multiplication de sa palette de services, de suivre au plus près l'évolution des technologies de l'édition, de s'approprier les changements en termes de culture de gestion administrative et financière induits par la Réforme de la Commission et d'intégrer de manière optimale l'accroissement notable de ses effectifs sous forme d'agents auxiliaires en période de pré-élargissement et de fonctionnaires suite aux adhésions des nouveaux États membres à partir du 1^{er} mai 2004. Les réflexions sur la structure de l'Office ont été complétées par l'analyse d'aspects corollaires, telles les questions immobilières pour assurer l'hébergement du personnel et des infrastructures de production et de diffusion ou encore les exigences en matière de qualité et de procédures de recrutement.

En 2002, un autre thème récurrent de discussion au sein du comité de direction a été le mode de facturation des publications. Plusieurs possibilités de nouveau mécanisme de paiement des dépenses de publications autres que le Journal officiel ont été soumises à l'appréciation des membres du comité de direction. Ce tour d'horizon a permis de constater que les contraintes des institutions divergent et que, le cas échéant, celles-ci devront agir en adaptant leur pratique en fonction de leurs obligations et du nouveau Règlement financier qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Les travaux de pré-élargissement et les questions budgétaires générales et spécifiques à certains domaines ont également été discutés à de nombreuses reprises. Le comité de direction a en outre approuvé une révision à la baisse du montant du fonds de roulement du Journal officiel en deux temps (réduction de 3,3 millions d'euros le 1^{er} octobre 2002 et de 8,5 millions d'euros le 1^{er} janvier 2005) et une modification de la clé de répartition entre institutions des frais encourus qui interviendra en 2003.

Le comité de direction a poursuivi ses efforts visant à encourager les institutions et agences à publier davantage sous forme électronique, notamment les documents relatifs à la législation communautaire en préparation. Cette démarche a été complétée par la mise au point du prototype du projet intitulé «EU-Bookshop» ou «Le libraire de l'Union européenne», destiné à devenir le fonds documentaire de toutes les publications communautaires. «EU-Bookshop» a fait l'objet de tests par un cercle d'utilisateurs privilégiés, membres du comité *ad hoc* mis en place par l'Office en février 2002. «EU-Bookshop» constituera à terme pour les services auteurs un puissant outil de diffusion à fonctionnalités multiples, sur lequel se grefferont d'autres services récemment développés par l'Office, tels que l'impression à la demande («print-on-demand» (POD)) et la commande en ligne.

En vue du renouvellement des contrats pour la publication du Journal officiel à l'échéance du 1^{er} avril 2004, l'Office des publications a invité les membres du comité de direction à nommer un représentant de leur institution au comité *ad hoc* d'évaluation et de suivi créé à cet effet et dont les travaux ont démarré dès mai 2002.

II. Relations avec les institutions et les services auteurs

- 1. Programmes de publication**
- 2. Conventions de service**
- 3. Transparence du processus de production**

1. Programmes de publication

1.1. Généralités

Pendant l'année 2002, les contacts intensifs avec les services de publications des institutions, organes et agences ont permis une coopération plus étroite dans l'élaboration de leurs stratégies éditoriales et la planification de leurs programmes de publications.

1.2. Commission

L'Office a répété les actions de formation dans le cadre de l'utilisation de la base de données PubDB ⁽¹⁾ afin de faciliter l'élaboration du programme ordinaire de publications (POP) 2003 par les directions générales.

La consultation interservices sur le POP 2003, lancée le 6 décembre 2002, a reçu un niveau de réponses important et, après la prise en compte des observations des services auteurs, le POP 2003 comporte 1 063 projets de publications pour un montant estimé à quelque 16 millions d'euros.

L'état d'exécution du POP 2002 est de 37,16 % (voir détail en annexe 5) par rapport à 33,89 % en 2001.

1.3. Autres institutions, agences et organes

Les démarches ont été faites fin 2002 afin de permettre l'extension de l'application PubDB aux publications du Parlement et du Conseil dès le premier trimestre de 2003. Cela devrait permettre à ces institutions de disposer d'un outil convivial d'élaboration et de suivi de leurs programmes de publications.

Les institutions et agences ci-après ont également communiqué leurs prévisions avant fin 2002:

- Cour de justice,
- Agence européenne pour l'environnement,
- Agence européenne pour l'évaluation des médicaments,
- Observatoire européen des drogues et des toxicomanies,
- Institut universitaire européen de Florence,
- Office communautaire des variétés végétales,
- Agence européenne pour la reconstruction.

La deuxième réunion annuelle des agences a eu lieu les 26 et 27 septembre 2002 à l'Office des publications. Cette réunion donne l'occasion aux agences d'avoir des contacts étroits avec le personnel clé des divers services de l'Office et crée un forum qui leur permet de se rencontrer entre eux.

Parmi les points présentés par l'Office figurait la politique de vente des publications générales et le plan d'actions y relatif adopté par le comité de direction le 25 juin 2002 et la présentation du projet «EU-Bookshop» qui a suscité un vif intérêt.

⁽¹⁾ Outil de planification et de suivi des publications développé à l'origine par le Secrétariat général de la Commission.

2. Conventions de service

Dès 2000, l'Office a commencé à mettre en place des conventions de service entre l'Office et les services auteurs, et, bien que plusieurs contacts aient eu lieu et que certains projets de convention soient en cours de négociation, aucune nouvelle convention n'a pu être signée en 2002. Trois conventions seront signées au cours du premier semestre 2003.

Le tableau en annexe 6 reflète les contacts de service entre les différents services auteurs et l'Office.

3. Transparence du processus de production

Après avoir testé le concept au premier semestre 2002, l'Office a lancé un appel d'offres pour se doter d'un outil de suivi du processus de production qui sera utilisé en premier lieu pour le «droit dérivé» et ultérieurement pour le Journal officiel (projet «Plan-JO»).

Le développement et la mise en place de ce service ont eu lieu fin 2002 en coordination avec les services juridiques du Conseil et de la Commission, fournisseurs des textes dans les nouvelles langues.

L'utilisation de cet outil de travail accessible aux services auteurs et aux prestataires externes sera étendue au JO séries L puis C courant 2003 ainsi qu'aux autres publications.

III. La production

- 1. Généralités**
- 2. Journal officiel**
- 3. Consolidation de la législation communautaire**
- 4. Publications générales**
- 5. Édition électronique**
- 6. Annuaire, publications documentaires et outils d'édition**

1. Généralités

1.1. Section «Ouverture des dossiers»

Les demandes de prestations éditoriales réceptionnées au cours de l'année 2002 ont entraîné l'ouverture de 1 551 dossiers (soit un nombre équivalent à celui de l'année 2001). Ces derniers se répartissent comme suit:

a) par type de publication:

- «livres» (y inclus brochures, plaquettes, magazines et fichiers uniquement pdf): 1 003 (66 %),
- dépliants, affiches, cartes géographiques, newsletters, etc.: 318 (21 %),
- «papeterie» (agendas, calendriers, cartes d'invitation, etc.): 98 (6 %),
- production multimédia (CD-ROM, sites web, etc.): 84 (5 %),
- domaines divers (chartes graphiques, reliure, mise en page, etc.): 22 (1 %),
- production de gadgets (porte-clefs, sacs, sous-main, etc.): 6 (0,4 %);

b) par institution/agence auteur:

- directions générales de la Commission: 1 141, dont 399 de la DG RTD et 183 d'Eurostat,
- autres institutions: 121, dont 58 du Parlement,
- agences: 215, dont 47 du Cedefop (Thessalonique), 43 de l'Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail (Bilbao) et 41 de l'Agence européenne pour l'environnement (Copenhague),
- autres: 54, dont Office des publications 39, Banque européenne d'investissement et Médiateur européen 9, Écoles européennes et Institut universitaire européen (Florence) 6.

2. Journal officiel

L'exercice 2002 a été caractérisé par un niveau d'activité très élevé sur tous les plans:

- la production du Journal officiel a augmenté de 5,26 %, après les 16 % enregistrés en 2001;
- la consolidation s'est poursuivie à un rythme très soutenu qui correspond à la production de près de 3 000 pages par jour;
- enfin, des efforts non négligeables ont été consacrés dans tout l'Office à l'organisation et au recrutement de l'équipe qui a la tâche de publier le droit dérivé avant le futur élargissement.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des dépenses de l'ensemble des institutions par rapport à une base 100 en 1996:

| | En euros (2002) | 2002 | 2001 | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 |
|--------------------------|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| <i>Dépenses globales</i> | | | | | | | | |
| JO L et C | 41 667 485 | 58 | 78 | 66 | 81 | 84 | 87 | 100 |
| JO S | 30 759 591 | 65 | 63 | 56 | 58 | 73 | 95 | 100 |
| Total | 72 427 076 | 61 | 72 | 62 | 71 | 80 | 90 | 100 |
| <i>Dépense unitaire</i> | | | | | | | | |
| Par page JO L et C | 70,16 | 39 | 58 | 57 | 72 | 75 | 86 | 100 |
| Par avis JO S | 151,76 | 45 | 51 | 49 | 50 | 63 | 86 | 100 |

NB: Ces indications reflètent les coûts des travaux des prestataires externes.

2.1. Production

2.1.1. Journal officiel L et C

a) JO L et C

Le Journal officiel série L s'est accru de 36 000 pages (+ 16 %). La série C progresse un peu moins (+ 5,7 % ou 18 000 pages) avec un transfert du C papier vers le C électronique (Procès-verbaux et textes adoptés du Parlement européen et Positions communes du Conseil).

b) Autres documents budgétaires

Le nombre de pages de l'avant-projet de budget (en format traditionnel) et du projet de budget (en format traditionnel) s'élève respectivement à 23 342 (2 122 pages par langue) et à 18 458 (1 678 pages par langue). L'avant-projet de budget a également été publié en format ABB en langues allemande, anglaise et française (1 324 pages par langue).

c) Organismes décentralisés

75 525 marques ont été publiées dans le Bulletin officiel de l'OHMI, soit une baisse de 20,67 % par rapport à 2001.

Le nombre de pages publiées au Journal de l'OHMI est également en baisse par rapport à l'année passée (- 14,52 %), tandis que le nombre de pages publiées dans le Bulletin de l'OCVV est en augmentation de 35,23%.

2.1.2. CD-ROM JO L & C

Une version améliorée du CD-ROM du JO L & C a été développée entre novembre 2001 et juin 2002. La première distribution commerciale a eu lieu en juillet 2002.

La nouvelle version du CD-ROM reste un produit dérivé du service EUR-Lex, mais offre des possibilités de recherche accrues (en texte intégral, par date, par numéro de document) et des affichages plus étendus (par liste chronologique, par numéro de JO, par édition du JO ou selon la classification du Répertoire de la législation communautaire en vigueur, par descripteur Eurovoc). La présentation graphique a été totalement remaniée.

La nouvelle édition continue de présenter le sommaire du JO, ainsi que les documents. Elle offre aussi l'accès aux textes des documents du JO C E (édition électronique). Il s'agit d'une édition mensuelle, monolingue et cumulant un maximum de six mois de JO L & C, paraissant dans chacune des 11 langues officielles. La première collection annuelle selon la nouvelle formule paraîtra en février 2003.

2.1.3. JO S et marchés publics

La forte augmentation du nombre d'avis publiés s'est confirmée et même encore renforcée en 2002. La progression du volume global est voisine de 18 % comparée à la croissance de 7 % observée en 2001.

En 2002, le nombre total d'avis publiés au JO S a dépassé pour la première fois le cap de 200 000 (voir annexe 3, tableau 3).

Les actions entreprises en 2002 vis-à-vis d'entités adjudicatrices importantes dans les États membres ou de services en charge de la collecte et de la publication au niveau national ont abouti à une croissance significative du volume des avis reçus en format électronique structuré (XML) qui passe de 3,3 % à 7,5 % du volume total des avis publiés pour toute l'année 2002. Cette évolution s'accroît progressivement pour atteindre près de 9,3 % au mois de décembre 2002. Le partenariat avec les États membres sera renforcé à l'avenir.

2.1.3.1. Nouveaux formulaires

Suite à l'entrée en vigueur des nouveaux formulaires pour la collecte et la publication des avis de marché (cf. directive 2001/78/CE), l'Office a dû revoir l'ensemble des systèmes d'information utilisés dans les phases de collecte, de production et de diffusion des avis. La saisie en ligne des avis de marché dans le site SIMAP a également dû être adapté en conséquence.

L'entrée en vigueur de ces nouveaux formulaires avait été fixée par les directives au 1^{er} mai 2002; cependant, moins de 33,6 % des avis reçus sont conformes. Les différents composants du système de production gérés par l'Office seront entièrement compatibles avec ces nouveaux formulaires début 2003. Des actions seront alors entreprises auprès des entités adjudicatrices pour garantir le respect des directives, la direction générale Marché intérieur de la Commission sera étroitement associée à cette opération.

2.1.3.2. eProcurement et nouvelles techniques de collecte

L'Office anime un groupe de travail technique où plus de 20 partenaires potentiels dans les États membres (OJ S eSenders) participent régulièrement à la définition du format électronique utilisé (XML) et des accords de service. Les pays nordiques et le Royaume-Uni sont pour l'instant les plus opérationnels.

L'Office a été chargé de mettre en place les services liés aux phases de eTendering précédant celles de eProcuring. Les premières études financées par le programme IDA (Interchange of Data between Administrations) ont été lancées pour permettre aux entités adjudicatrices de

- saisir en ligne leurs avis de marchés,
- charger les cahiers des charges correspondants,
- répondre aux questions posées par les soumissionnaires potentiels, etc.

Cette plate-forme de services sera développée en utilisant, autant que possible, des logiciels du domaine public (open source) de façon à pouvoir la mettre à disposition des administrations nationales.

2.1.4. TED et CD-ROM JO S

En mai 2002, les nouvelles versions du CD-ROM du JO S et de la base de données TED (Tenders Electronic Daily) ont été mises en production. Ces nouvelles versions apportent une amélioration de leur convivialité. L'enquête de satisfaction lancée en 2002 par l'Office auprès des usagers confirme cette bonne perception de ces deux nouveaux produits.

Le graphique 2 en annexe 3 reprend le nombre de documents de la base TED visualisés par mois.

2.1.5. Autres CD-ROM JO

La publication hebdomadaire et trimestrielle (CD-ROM cumulatifs) du Bulletin des marques (OHMI) sur CD-ROM s'est poursuivie sans changement.

3. Consolidation de la législation communautaire

Les travaux de consolidation ont connu une accélération importante en 2002. Cet effort, qui doit être poursuivi, permet de maintenir l'objectif de terminer le rattrapage de la consolidation du droit en vigueur en juin 2003. Cela représente encore 820 familles qui sont toutes en cours de consolidation.

| | 31 décembre 1999 | 31 décembre 2000 | 31 décembre 2001 | 31 décembre 2002 |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Familles consolidées à jour | 315 | 831 | 1 097 | 1 568 |

La décision de codifier l'ensemble du droit en vigueur (prise en 2001) et l'accord interinstitutionnel sur la refonte ont apporté des travaux additionnels dans la mesure où l'Office fournit les fichiers «Legiswrite» qui constituent le point de départ de la codification ou de la refonte.

Sur les quelque 900 familles consolidées devant être codifiées ou faire l'objet d'une refonte, 397 ont été introduites dans le processus technique préalable à la procédure législative, où elles se trouvent à des stades divers.

4. Publications générales

4.1. Orientations

La décentralisation des circuits financiers en application de la Réforme de la Commission et l'entrée en vigueur du nouveau Règlement financier, qui impose des délais de paiement plus contraignants (< 45 jours), ont entraîné une réorganisation des procédures de gestion des factures liées aux comptes auteurs au sein de l'Office des publications. Désormais, l'ensemble des travaux de validation des factures se déroule à l'intérieur de l'unité Publications, avec comme objectif une plus grande efficacité et une rapidité accrue, dans l'intérêt des prestataires et des services auteurs. À la demande des services auteurs, l'unité Publications a préparé en 2002 un total de 1 810 devis/estimations et de 1 442 bons de commande.

Par ailleurs, au cours de l'année 2002, l'unité a commencé à exploiter de nouveaux contrats qui permettent un meilleur contrôle de la charge réelle de travail chez les prestataires et offre également un système plus efficace pour l'application de pénalités de retard. Ces nouveaux contrats intègrent aussi la dimension multi-supports, le produit final étant à la fois l'imprimé et le fichier électronique élaboré. Ce dernier contribue à la création d'un archivage électronique complet des publications.

Le format PDF ayant été confirmé pour l'échange de fichiers entre les différents acteurs de la chaîne graphique (internes, externes), ce format a aussi été utilisé progressivement pour les échanges d'épreuves, portant ainsi le nombre total de fichiers électroniques traités et corrigés en 2002 à 5 563.

Le site Internet du *Code de rédaction interinstitutionnel* a été complètement adapté au nouveau site de l'Office pour les services auteurs.

Depuis fin 2001, l'unité Publications assurait déjà la correction dans les langues des pays candidats par le recours à des correcteurs externes. Près de 3 000 pages ont été corrigées dans ces langues en 2002. À partir du mois de septembre 2002, l'unité Publications a bénéficié de la compétence des correcteurs du droit dérivé de l'unité Journal officiel, qui désormais assurent également la lecture des publications générales dans la majorité des nouvelles langues.

Un projet pilote de télétravail a été initié dans le cadre des activités de correction. Un premier bilan de cette expérience sera tiré au premier semestre 2003 et, en fonction des conclusions, le projet pilote pourrait être étendu à d'autres correcteurs et à d'autres fonctions.

L'année 2002 a été caractérisée par des investissements considérables, visant à renouveler les équipements de l'imprimerie intégrée. Ces investissements ont notamment porté sur l'installation d'une nouvelle chaîne de finition (assembleuse-colleuse) et l'acquisition de deux imprimantes numériques (noir et blanc, Xerox 6180) et d'une DocuColor.

4.2. Production

Bien que la production soit restée stable en 2002 en ce qui concerne les parutions (c.-à-d. les titres dans une version linguistique), dont le chiffre total a atteint 6 750 (annexe 3, tableau 4), les auteurs ont sollicité d'une façon croissante les services de la correction (+ 15 % — annexe 3, tableau 6) et du bureau graphique (+ 10 % de dossiers traités).

On constate une nouvelle augmentation du nombre total des pages corrigées en langue anglaise (+ 10 %), qui est en partie due au fait que le recours aux prestations de «re-writing» et de «sub-editing» dans cette langue a doublé par rapport à l'année 2001 (3 500 pages contre 1 600). Le principal client de ces services est l'Agence européenne de l'environnement.

Parmi les publications les plus importantes — que ce soit du point de vue des délais, des moyens mis en œuvre, de l'importance politique ou du volume de diffusion — on peut citer notamment:

- le livre d'art *Les œuvres d'art à la Cour de justice*, conçu par le Bureau graphique, publié dans toutes les langues officielles (4 600 exemplaires toutes langues confondues);
- le *Livre commémoratif 50 ans de la CECA* pour le Secrétariat général, ouvrage multilingue qui a mis à contribution toutes les sections de l'unité (6 730 exemplaires);
- la bande dessinée *Les eaux blessées* pour le Parlement européen (1 250 000 exemplaires en 11 langues);
- les affiches «Fièvre aphteuse» produites pour la DG SANCO en 35 versions linguistiques, parmi lesquelles 22 ont été corrigées par des correcteurs au service de l'Office (25 700 exemplaires);
- la carte postale «10 ans de marché unique» pour la DG MARKT, produite par l'imprimerie intégrée (2 000 000 exemplaires en 11 langues);
- l'affiche «Happy Birthday Euro» produite pour la DG ECFIN (500 000 exemplaires);
- les livres scolaires «Intermath» produits pour l'École européenne (6 200 exemplaires en 11 langues — 2 volumes);
- le Rapport général 2001 produit pour le Secrétariat général de la Commission dans des délais encore plus contraignants et, pour la première fois, sans déplacement de fonctionnaires de l'Office auprès des prestataires;
- une quarantaine de publications variées qui ont été produites simultanément pour la DG RTD en préparation d'une conférence au mois de novembre 2002.

4.3. Bureau graphique

Le bureau graphique a été mis à contribution dans plus de 150 dossiers en 2002, et plus particulièrement dans la conception de produits phares. Outre leur participation dans la majorité des publications citées ci-dessus, les graphistes de l'Office ont finalisé la charte graphique d'ECHO et une série d'ouvrages pour les DG RELEX, AIDCO et ENV ainsi que pour EUROPOL et l'OLAF.

Afin de faire face à la demande croissante de conception graphique, l'unité Publications a créé des listes de sociétés suite à un appel à manifestation d'intérêt dans ce domaine. Bien que ce type de contrat n'ait pas encore été exploité en 2002, il fournira à partir de 2003 une contribution significative pour répondre aux sollicitations de nouveaux clients et assurer un meilleur respect des délais des travaux de création graphique.

4.4. Imprimerie intégrée

Le nombre de parutions prises en charge par l'imprimerie a augmenté de façon significative ($\pm 30\%$) et a atteint $\pm 10\%$ de l'ensemble des parutions confiées à l'Office (contre 4 % auparavant). Cette charge croissante orientée «auteurs» se traduit par plus de complexité et de diversité des produits. Si la production exprimée en équivalent format A4 présente une baisse de 20 % en 2002, cela est essentiellement dû à la suppression de la réalisation des éditions papier des différents catalogues de l'Office. Ceux-ci représentaient, jusqu'en 2001, une partie très importante des publications réalisées par l'imprimerie, surtout en production noir et blanc.

Un autre fait marquant est que la production en couleurs (127 097 000 équivalents A4) a désormais définitivement pris le dessus sur la production en noir et blanc (20 518 320 équivalents A4) et constitue donc un des principaux facteurs de toute évolution future. Cela est souligné par le taux d'occupation de l'unique presse 5 couleurs ($\pm 77\%$) par rapport aux quatre autres presses. La production sur cette presse couleurs a même nécessité périodiquement le travail en continu.

Depuis l'installation des deux imprimantes numériques et l'abandon des photocopieurs, la vocation du secteur «Light Press on Demand» a changé. Les dossiers qui lui ont été confiés ont nécessité un temps de mise en œuvre important (scannage, préparation, etc.) pour, le plus souvent, un tirage très faible. De plus, certaines prévisions annoncées par les différents auteurs dans le cadre de la procédure «Print on Demand» ne se sont pas encore concrétisées. Par conséquent, le secteur n'a pas été mis à contribution comme planifié.

5. Édition électronique

5.1. Production

5.1.1. Orientations générales

2002 aura été une année de transition marquée par les faits suivants:

- Les services auteurs souhaitent mettre en place de plus en plus des sites Internet de type «portail» intégrant des services à valeur ajoutée (p. ex. eServices) conformément aux orientations du marché et aux recommandations de l'action Europa 2^e génération (E2G).
- L'implémentation confiée à l'Office de sites précurseurs en matière d'approche portail, comme eEurope, JAI, Citizens, a connu d'importants retards et contretemps techniques. Ce constat n'est pas spécifique aux projets confiés à l'Office, mais il s'applique généralement à tous les projets de cette nature par manque de solutions techniques du marché («off-the-shelf»). Ces projets de type «portail» ont mis en évidence les difficultés de la coordination éditoriale entre les entités éditrices qui contribuent à leur alimentation. Par contre, l'implémentation de sites plus classiques a donné des résultats très satisfaisants, tel celui de la Cour de justice.
- De nombreux services ont différé leur projet de réalisation de sites «portail» en attendant la disponibilité du logiciel de Web Content Management qui fait l'objet d'une consultation de marché dont les résultats seront connus fin mars 2003.

L'Office participe activement aux différentes structures de pilotage de Europa 2 qui ont été mises en place (comité directeur, comité éditorial, comité technique infrastructure et services). L'Office participe également à la coordination des initiatives eEurope et eCommission.

Le travail sur l'adaptation du cadre contractuel et l'organisation de la sous-traitance se poursuit; un appel à manifestation d'intérêt a été lancé pour s'adjoindre des compétences dans des secteurs très pointus de la publication multimédia (publication XML, livres électroniques, infographie, jeux, publications pour les handicapés, etc.). Certains lots ont été utilisés avec succès.

5.1.2. Volume et moyens de production

5.1.2.1. Analyse de la production

Le nombre de dossiers traités est en légère régression (– 8,1 %) comme le budget engagé (– 9,5 %). Le client principal de l'Office demeure la Commission, en particulier Eurostat. La Cour de justice et la Cour des comptes ont confié à l'Office la rénovation de leurs sites Internet.

Pour ce qui concerne les CD-ROM ou les DVD-ROM, on constate que de nombreux services auteurs de la Commission réalisent la conception et l'implémentation de ceux-ci par leurs propres moyens contractuels. Ils s'adressent à l'Office uniquement pour la duplication et la diffusion.

Le nombre de créations graphiques pour des publications multimédias s'élève à 19 en 2002, alors qu'il était de zéro en 2001.

5.1.2.2. Outils, services et méthodes

Système éditorial pour la publication multimédia

Les travaux visant la mise en place d'outils et de services (conseil, formation, outils, support, sous-traitance) pour publier plus efficacement sur Internet (cf. web-publishing, web content management) ont été poursuivis, vu l'intérêt rencontré auprès des auteurs. Une coopération très positive est en place avec la Direction Informatique de la Commission, en particulier pour la mise en place des outils de web content management.

Dans le cadre du programme IDA, l'Office a également mis en place une première expérience utilisant les technologies des logiciels libres (open source software) pour le projet IDA — Collaborating Portal ToolKit. L'Office encouragera la tendance vers l'utilisation des solutions «open source».

Outils pour la production optimale de fichiers PDF

L'outil d'optimisation et d'enrichissement des fichiers PDF est en cours de développement. Il permet de diffuser des fichiers de qualité maximale, d'améliorer le résultat des outils de recherche et sera intégré dans les chaînes de production d'EUR-Lex.

Moteurs de recherche pour les publications multimédias

D'une part, l'Office a mis en place un accord permettant aux institutions la réalisation de publications hors ligne (CD-ROM, DVD-ROM) incluant un moteur de recherche sans coût additionnel en 2003.

D'autre part, en collaboration avec la Direction Informatique de la Commission et différents services des institutions, l'Office a lancé les travaux préparatoires pour un appel d'offres visant la sélection de logiciels de recherche pour les sites en ligne (sites Internet, extranet et intranet) et les publications hors ligne (CD-ROM, DVD-ROM).

«eServices» – services pour la publication multimédia

Open forum

Ce eService permet la mise en place de forums de discussion ouverts au public. Il est utilisé dans IntraComm et sur le serveur Europa; il peut être fourni par l'Office aux institutions.

Cet outil, développé par l'Office, est un premier exemple de eService utilisé à grande échelle pour aider les institutions à publier plus efficacement. Les forums de discussion sur l'Avenir de l'Europe (voir site Futurum <http://europa.eu.int/futurum>) sont basés sur cet outil.

CIRCA — Communication and Information Resource Centre Administrator

CIRCA est un outil de travail collaboratif fondé sur les technologies Internet (projet IDA géré par Eurostat, la Direction Informatique, la direction générale Entreprise et l'Office, qui est piloté par un comité directeur et géré par un comité technique). Une nouvelle version de CIRCA a été mise en production en 2002.

Plusieurs forums CIRCA sont utilisés pour coordonner certains projets techniques entre les services auteurs, l'Office et les prestataires.

5.2. Service intégré d'accès aux textes juridiques

5.2.1. Le portail d'accès aux textes juridiques

5.2.1.1. Le programme de travail 2002

Après l'ouverture du portail comme point d'accès unique à EUR-Lex, CELEX et CURIA en 2001, l'année 2002 a vu la mise en service d'une version plus intégrée du portail au cours du premier semestre 2002. Les travaux

consistant à améliorer l'accès aux textes juridiques et judiciaires ont essentiellement porté sur la mise à disposition des actes préparatoires. À cet égard, il s'est avéré que la seule approche Web était insuffisante pour fournir une information utile au citoyen. La réflexion s'est orientée vers une adaptation des accès simples de CELEX Menu dans EUR-Lex pour l'accès aux actes préparatoires, pleinement dans la ligne d'une plus grande intégration des deux services EUR-Lex et CELEX.

5.2.1.2. Perspectives pour 2003

En 2003, il est prévu de mettre en œuvre l'intégration des services EUR-Lex et CELEX Menu en ce qui concerne les actes préparatoires. Il est également prévu d'adapter les bases en vue de l'élargissement et notamment de traduire les textes des interfaces et explicatifs dans les langues des pays qui deviendront membres de l'Union européenne en 2004.

5.2.2. Fonds documentaires électroniques

5.2.2.1. CELEX

Le programme de travail 2002

Les travaux 2002 ont poursuivi l'objectif d'amélioration de la base CELEX.

La méthodologie d'analyse documentaire des textes a fait l'objet de travaux de fond. Une première étape a permis de rassembler et de structurer toutes les informations méthodologiques disponibles. Elles ont déjà été complétées, mais doivent faire l'objet d'une révision et d'une mise à jour plus approfondie pour constituer un véritable manuel de procédure. Ce travail de méthodologie s'inscrit dans le cadre d'un plan qualité visant à traiter systématiquement les anomalies et à mettre en place les mesures permettant de parfaire les conditions de l'analyse documentaire.

Une nouvelle version des manuels CELEX (manuel de référence et «quick guide»), ainsi que du manuel pour les détenteurs de licence a été publiée. Une version de démonstration a été mise en ligne.

Les indicateurs

(en millions)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|--------------------------------|------|------|------|-------|
| Nombre de documents visualisés | 15 | 20 | 24 | 30 |
| Volume des consultations | 2,25 | 4,10 | 7,50 | 25,20 |

Unités documentaires chargées dans CELEX en 2000, 2001 et 2002

| Secteur | 2000 | 2001 | 2002 | Cumulatif au 31 décembre 2002 |
|--|--------------|-------------------|---------------|----------------------------------|
| Traités | 0 | 48 ⁽³⁾ | 7 | 4 358 |
| Droit dérivé | 4 196 | 3 958 | 3 797 | 80 952 |
| Droit complémentaire | 148 | 43 | 19 | 1 239 |
| Accords internationaux | 293 | 505 | 551 | 5 416 |
| Travaux préparatoires de la Commission | 1 033 | 1 624 | 1 984 | 23 892 |
| Travaux préparatoires du Conseil | 67 | 785 | 120 | 2 846 |
| Travaux préparatoires du Parlement | 7 | 9 | 815 | 13 653 |
| Comité économique et social | 131 | 522 | 178 | 768 |
| Comité des régions | 53 | 22 | 6 | 370 |
| Cour de justice | 736 | 669 | 801 | 13 808 |
| Cour des comptes | 1 | 92 | 38 | 274 |
| Mesures nationales d'exécution | 25 | 100 | 110 | 2 695 |
| Questions parlementaires | 2 023 | 5 762 | 4 647 | 103 167 |
| AELE ⁽¹⁾ | — | 360 | 50 | 410 |
| Informations JO C ⁽²⁾ | — | 21 901 | 3 444 | 25 345 |
| Rectificatifs, etc. | 291 | 358 | 397 | 8 968 |
| Total | 9 004 | 36 758 | 16 964 | 288 161 |

⁽¹⁾ Documents Association européenne de libre-échange (AELE), publiés au Journal officiel en relation avec l'Espace économique européen (années 1955-2001).

⁽²⁾ Informations/documents non juridiques, publiés au Journal officiel série C (années 1995-2001).

⁽³⁾ Traité de Nice (JO C 80, 10.3.2001).

5.2.2.2. EUR-Lex

Le programme de travail 2002

Parmi les demandes les plus urgentes du comité de direction et du GIL figuraient la mise à disposition des actes préparatoires et la révision de la page «Traités» dans EUR-Lex. En ce qui concerne les actes préparatoires, il s'est avéré que l'approche EUR-Lex de constituer de nouvelles pages pour chacun des types d'actes était beaucoup trop coûteuse et ne fournirait pas l'information souhaitée du citoyen. Les actes préparatoires sont donc à présent traités dans le cadre d'un premier volet d'intégration de EUR-Lex et CELEX avec les possibilités de recherche qu'offre CELEX Menu.

Après avoir rassemblé tous les textes originaux des Traités — dont l'essentiel n'était disponible que sur papier —, l'Office a entamé le scanning et l'océrisation des quelque 6 000 pages que représentent les textes en question. La page «Traités» dans EUR-Lex a été complètement re-conçue et ouverte au public le 28 février 2003.

La mise à disposition systématique des textes consolidés et la révision des indications complémentaires fournies (date de la mise à jour) ont fait l'objet de développements dans divers environnements (système traitant la consolidation, archives électroniques des textes consolidés et EUR-Lex). Ces développements sont en phase de test à la fin de l'année 2002 et pourront être mis en production au cours du premier trimestre 2003.

Les travaux relatifs à des textes explicatifs dans EUR-Lex, destinés à donner au citoyen les moyens de comprendre et de suivre l'évolution du droit communautaire, commencent à porter leurs fruits. Un certain nombre de documents et de liens pourront être mis en ligne au cours du premier semestre 2003.

Les indicateurs

EUR-Lex figure parmi les sites des institutions les plus consultés, même si le taux de fréquentation n'a pas beaucoup augmenté en 2002 et continue de se situer entre 30 000 et 35 000 utilisateurs par jour. Le nombre de pages du Journal officiel consultées n'a guère varié non plus (entre 400 000 et 500 000). Toutefois, la gratuité de

EUR-Lex introduite au 1^{er} janvier 2002 a eu un effet sur la consultation d'autres documents, disponibles dans CELEX via les modes de recherche EUR-Lex. Ce type de consultation est comptabilisé sous CELEX dont les chiffres statistiques ont fortement augmenté (voir tableau à la page 30). Le taux de disponibilité des documents JO le jour même de leur parution se maintient aux alentours de 100 %. Les tableaux en annexe 3 du présent rapport fournissent des informations chiffrées plus détaillées.

Perspectives pour 2003

L'adaptation du site pour la consultation par les malvoyants, prévue en 2003 (Année européenne des handicapés), fait actuellement l'objet de développements.

Dès le premier semestre 2003, les textes de l'acquis législatif traduit et authentifié dans les nouvelles langues seront ajoutés dans EUR-Lex/CELEX. Ils seront ainsi disponibles sous une forme provisoire sans attendre leur publication officielle dans l'Édition spéciale du Journal officiel.

5.2.2.3. Archive numérique EUDOR

EUDOR (*European Union Document Repository*) est le service d'archivage électronique (sur disques optiques) des institutions européennes. L'archive est divisée en collections qui contiennent les publications dans les formats TIFF et PDF. Il s'agit principalement des Journaux officiels L et C quotidiens, des documents COM, des textes consolidés, du droit dérivé, etc.

Le programme de travail 2002

L'année 2002 a permis de continuer et de finaliser le chargement des documents (essentiellement Jurisprudence) en provenance de l'ancien système d'archivage et de commencer le chargement des nouvelles collections EUR (rapports scientifiques de la DG Recherche) et PUB (toutes sortes de publications d'intérêt général) en vue de permettre leur commande via le futur service EU-Bookshop. Une série TRAITÉS, offrant l'accès aux traités fondateurs de l'Union européenne, a également été constituée et chargée.

Aux niveaux fonctionnel et technique, le système EUDOR a été adapté et préparé pour pouvoir archiver et livrer les documents rédigés dans les langues des futurs États membres admis dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne.

Afin de compléter les services mis à disposition des utilisateurs, un système de contrôle qualité des fichiers TIFF livrés par les ateliers de numérisation, appelé EUDOR-SQC, a également été mis en place (www.eudor.net).

De nouveaux besoins concernant les fonctionnalités d'archivage et de dissémination ont également été identifiés et les spécifications correspondantes ont été préparées et transmises au fournisseur pour implémentation.

Des dispositifs techniques sont en cours d'élaboration pour augmenter les capacités de dissémination et réduire les délais de livraison de façon significative.

Perspectives pour 2003

L'objectif pour l'année 2003 est de continuer les travaux en cours. Il s'agit principalement de terminer la procédure d'activation du site secondaire, d'implémenter les services d'archivage et de dissémination complémentaires et d'intégrer un module d'océrisation capable de convertir «à la volée» les images (TIFF, PDF) en textes, ainsi que de continuer le chargement des publications destinées à pouvoir être commandées via EU-Bookshop.

L'amélioration des procédures et des canaux d'archivage internes, l'augmentation de la capacité d'archivage du système pour stocker les données supplémentaires liées à l'élargissement font également partie des objectifs fixés pour 2003.

5.3. Le libraire de l'Union européenne («EU-Bookshop»)

Dans le cadre du projet stratégique «Le libraire de l'Union européenne — EU-Bookshop», l'Office a intensifié les actions préparatoires auprès des entités éditrices pour définir ensemble les fonctionnalités du portail futur qui donnera accès au fonds documentaire de l'ensemble des publications communautaires et identifier quelques services pilotes souhaitant s'associer au projet dès son lancement (Parlement, Conseil, Eurostat, DG PRESS, DG RTD, DG ECFIN, etc.).

Un prototype a été développé pour démontrer les fonctionnalités, en particulier les possibilités de personnalisation pour présenter les publications d'une entité éditrice en reprenant l'image de marque de son site («corporate EU-Bookshop»). Les aspects fonctionnels ont été discutés dans le groupe d'accompagnement interinstitutionnel. Suite à ces démonstrations et aux commentaires reçus, l'Office a préparé le cahier des charges de l'appel d'offres visant à faire développer le système EU-Bookshop. Cet appel d'offres a été publié le 4 janvier 2003.

L'Office met en place d'ores et déjà l'organisation nécessaire pour assurer l'alimentation du fonds documentaire pour toutes les publications produites par son intermédiaire, de façon à disposer d'un maximum de publications récentes dès l'ouverture en 2003. Une action sera également menée auprès des entités éditrices pour collecter les publications antérieures, tout comme celles produites indépendamment de l'Office, pour assurer une couverture la plus large possible du fonds documentaire.

6. Annuaire, publications documentaires et outils d'édition

6.1. IDEA — Annuaire interinstitutionnel

Les travaux visant à permettre une gestion décentralisée du contenu de l'annuaire par les institutions ont buté sur des difficultés techniques qui ont empêché de respecter l'engagement pris envers les institutions d'une disponibilité en 2002.

Le site de diffusion en ligne IDEA donne lieu à environ 350 000 consultations mensuelles, émanant principalement des milieux universitaires et industriels.

La publication de la brochure papier a donné lieu à une révision de la présentation et à un changement de la date de publication. L'impact attendu était de permettre une relance des ventes et fera l'objet d'une analyse détaillée. L'édition 2002 a été produite de façon à être disponible pour la Foire du livre de Francfort en octobre 2002.

Face à la baisse des ventes constatée, l'Office a lancé des réflexions visant à compléter l'édition papier d'une version de type «livre électronique» qui pourrait être consulté sur ordinateur et sur un «personal digital assistant» (PDA). Un premier prototype a été réalisé et présenté aux institutions et aux réseaux de vente. L'accueil a été très positif même si les incertitudes du marché sont encore grandes. L'Office étudie avec d'autres services les possibilités de réalisation de projets complémentaires utilisant ces mêmes technologies (communiqués de presse, statistiques, vient de paraître, etc.).

6.2. Publications documentaires (Tables, Répertoire et catalogues)

L'Office est en train d'examiner l'opportunité de supprimer l'édition régulière et complète sur support papier des tables du JO. Pour le catalogue général des publications, cette édition a déjà été supprimée. Le catalogue en version électronique sera reconsidéré dans le cadre du projet «EU-Bookshop».

Le *Répertoire de la législation communautaire en vigueur* est un outil de référence pour l'ensemble des actes en vigueur à la date de référence. La sélection des actes s'effectue à partir des données CELEX. Le Répertoire comporte traditionnellement deux volumes, le Répertoire analytique (volume I) et les index chronologique et alphabétique (volume II).

En 2002, l'Office a publié les onze versions linguistiques des 38^e et 39^e éditions du Répertoire (dates de référence: 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 2002) dans les délais habituels. Les différentes versions linguistiques de la 39^e édition ont été rendues disponibles entre le 9 et le 20 octobre 2002. La version allemande était disponible à la Foire du livre de Francfort (octobre 2002).

Les volumes traités pour les 38^e et 39^e éditions sont les suivants:

| | 38 ^e édition | 39 ^e édition | Total 2002 |
|--|-------------------------|-------------------------|--------------|
| Par version linguistique | 1 655 pages | 1 708 pages | 3 363 pages |
| Toutes versions linguistiques confondues | 18 205 pages | 18 788 pages | 36 993 pages |

Pour la 39^e édition, les tirages ont été fortement réduits puisque le Répertoire n'est plus distribué automatiquement aux abonnés au Journal officiel, mais uniquement à ceux d'entre eux qui en font spécifiquement la demande. Les tirages pour les 38^e et 39^e éditions ont été les suivants:

| | Tirages | |
|--------------|-------------------------|-------------------------|
| | 38 ^e édition | 39 ^e édition |
| ES | 1 525 | 500 |
| DA | 500 | 200 |
| DE | 2 100 | 750 |
| EL | 400 | 125 |
| EN | 2 475 | 1 250 |
| FR | 2 925 | 1 000 |
| IT | 1 800 | 500 |
| NL | 950 | 300 |
| PT | 675 | 175 |
| FI | 350 | 125 |
| SV | 425 | 175 |
| Total | 14 125 | 5 100 |

La 40^e édition, qui rend compte de l'état du droit communautaire au 1^{er} janvier 2003, sera traitée dans les mêmes conditions que la 39^e édition. La parution des différentes versions linguistiques est prévue entre le 5 et le 19 mai 2003.

Le mode de production actuel du Répertoire est assez lourd puisque les extractions de CELEX doivent faire l'objet de conversions en vue de la livraison à l'imprimeur et exigent en conséquence des contrôles et des corrections sur des volumes importants dans chacune des versions linguistiques. De plus, pour l'édition ayant le 1^{er} janvier comme date de référence, ces extractions ne peuvent débuter que vers mi-janvier lorsque tous les documents de l'année précédente sont disponibles avec leur analyse dans CELEX. Or, le nombre important de textes publiés en fin d'année occasionne toujours un certain retard d'analyse. Le processus d'impression, hors couvertures, pages liminaires et introduction, prend un mois.

Le Répertoire reste très utilisé par les juristes. Il a actuellement une valeur accrue dans le cadre de l'élargissement et de la détermination de l'acquis communautaire, ainsi que dans le cadre de l'action de simplification du droit communautaire [voir Communications de la Commission COM(2002) 275 et COM(2003) 71].

Des travaux importants seront entamés en 2003:

- L'action de simplification du droit communautaire aura vraisemblablement un impact sur cette publication, puisqu'il est envisagé que la task-force interinstitutionnelle proposée par la Commission améliore le contenu, la présentation et la convivialité d'instruments de référence. Une des solutions envisageable est de ne plus faire figurer au Répertoire que les directives, les règlements, ainsi que les décisions adressées à tous les États membres. Les décisions adressées à un ou plusieurs États membres ou à des particuliers pourraient faire l'objet d'un répertoire séparé, publié uniquement en format électronique. L'Office devrait être impliqué dans l'étude de faisabilité de diverses solutions, avant d'assumer la mise en œuvre des décisions qui seront prises.
- Dans la perspective de l'élargissement, toute la chaîne de production du Répertoire doit être revue d'ici 2004. La modernisation devrait permettre de raccourcir les délais de traitement actuels. Ces travaux ne seront cependant pas entamés avant que les décisions pertinentes ne soient prises en ce qui concerne le contenu de la publication.

Le Répertoire sera inclus dans le lot 9 de l'appel d'offres «Journal officiel L & C».

6.3. Outils d'indexation et d'édition

6.3.1. Thésaurus EUROVOC

La quatrième édition du thésaurus EUROVOC a été publiée le 26 novembre 2002 au terme de plus de deux années de travail. La mise en place des structures nécessaires et le développement d'outils informatiques permettra une mise à jour semestrielle tenant compte des propositions des utilisateurs.

Pendant cet exercice, 11 licences de publication/traduction ont été accordées ou modifiées.

6.3.2. Base des références ProCat et identifiants

6.3.2.1. ProCat (catalogue de production des notices documentaires, bibliographiques et juridiques)

ProCat: production 2002

| | Nombre de notices traitées |
|----------------------------|----------------------------|
| Notices JO | 11 824 |
| Notices COM | 790 |
| Notices de publications | 7 067 |
| Notices d'autres documents | 13 073 |
| Total | 32 754 |

Le système de catalogage ProCat, en place depuis fin 2000, intègre les bases de production des notices relatives au Journal officiel, aux documents COM ainsi que celles relatives aux publications. Le catalogue ProCat est un des éléments constitutifs du catalogue de diffusion en ligne. Il est fondé sur des technologies XML.

Les travaux de catalogage selon les normes internationales (MARC21, ISBD) avec le système ProCat ont commencé avec les publications produites depuis janvier 2001. En 2002, un rattrapage et la migration des références historiques étaient en cours d'analyse.

Pour rappel, avec le système ProCat, l'Office a lancé le «catalogage à la source», qui permettra également l'exportation des données dans les systèmes de bibliothèques des institutions et agences européennes ainsi que l'exportation vers d'autres professionnels de l'information et de la documentation. Ce système était vivement

souhaité par les bibliothèques des institutions réunies au sein du groupe Eurolib. L'exportation des données de catalogage est maintenant en phase de test et sera opérationnelle en 2003, comme module distinct du dispositif EU-Bookshop.

6.3.2.2. Identifiants

L'attribution des identifiants internationaux (ISBN, ISSN) implique la réception ou la collecte de toute publication identifiée, quel qu'en soit le format et, le cas échéant, l'archivage électronique desdites publications.

En juillet 2001, l'Agence internationale de l'ISBN et l'Office des publications ont conclu un contrat conférant à l'Office des publications le statut exclusif d'Agence ISBN pour les publications de l'Union européenne. Un accord similaire a été conclu le 13 juin 2002 avec l'Agence internationale de l'ISSN, pour les périodiques. Depuis septembre 2002, l'Office attribue directement les ISSN.

Par ailleurs, au cours de l'année 2002, l'Office a entrepris d'étudier les moyens les plus efficaces pour devenir également agence officielle du DOI (Digital Object Identifier) afin d'étendre aux publications dématérialisées les services qu'il rend déjà aux institutions et agences en matière d'identification des publications. Divers contacts ont été pris et l'Office est membre du comité de pilotage du projet (M)EDRA (Multilingual European DOI Registration Agency). L'Office espère voir aboutir ces démarches en 2003.

Le nombre d'identifiants attribués en 2002 est détaillé dans le tableau 13 en annexe 3.

IV. La diffusion

- 1. Activités de stockage et de diffusion**
- 2. Politique de vente et résultats obtenus**
- 3. Réseaux de distribution**
- 4. Information du public, promotion et marketing**
- 5. Copyright**

1. Activités de stockage et de diffusion

Le nombre total de publications payantes et gratuites diffusées a diminué de 17 %. Les chiffres sont repris dans le tableau figurant ci-après, ventilés par catégorie de produits.

La diminution du nombre de JO L et C papier diffusés s'est accentuée (- 19 %).

Le nombre d'exemplaires diffusés des autres publications a également diminué très sensiblement (- 17 %).

Volume de diffusion par catégorie de produits

| | Nombre d'exemplaires diffusés | | | | Évolution 2001/2002 (en %) |
|------------------------------|-------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------|
| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | |
| JO papier | 13 023 516 | 10 761 306 | 9 798 180 | 7 927 817 | - 19 |
| JO sur CD-ROM | 1 464 912 | 1 357 339 | 1 214 910 | 1 142 782 | - 6 |
| Documents COM, avis CES, CdR | 1 324 341 | 1 561 436 | 1 646 218 | 1 467 927 | - 11 |
| Autres publications papier | 34 075 093 | 34 171 987 | 39 000 772 | 32 234 217 | - 17 |
| Autres publications CD-ROM | 268 197 | 174 446 | 189 309 | 158 160 | - 16 |
| Total | 50 156 059 | 48 026 514 | 51 849 389 | 42 930 903 | - 17 |

Alors que le volume de la diffusion de base (42,9 millions d'exemplaires) a diminué de 17 %, le nombre d'exemplaires diffusés suite aux commandes par les services auteurs (9,1 millions d'exemplaires) a augmenté de 18 % (voir tableau ci-dessous). Cette tendance démontre une volonté des services auteurs de mieux cibler la diffusion.

Au 31 décembre 2002, le volume des publications en stock a atteint 40,6 millions d'exemplaires, soit une augmentation de 10 % par rapport à 2001.

L'activité de déstockage volontaire (pour destruction) a augmenté de 49 % sans pour autant empêcher l'augmentation globale du stock.

En 2003, l'Office devra poursuivre et accentuer ses efforts pour réduire le volume du stock permanent: programme de déstockage des anciennes publications, sensibilisation accrue des services auteurs en vue de les encourager à déstocker. Par ailleurs, le développement de la numérisation et l'impression à la demande devraient constituer une alternative valable au stockage physique.

L'évolution des volumes diffusés et du stock sur la période 1993-2002 est donnée au tableau 14 (en annexe 3).

État et mouvements des stocks en millions d'exemplaires

| | 2000 | 2001 | 2002 | Évolution 2001/2002 (en %) |
|--|------|------|------|----------------------------------|
| Stock au 1 ^{er} janvier | 29,5 | 32,9 | 37,0 | + 12 |
| Entrées en stock | 65,4 | 71,1 | 66,8 | - 6 |
| Sorties diffusion initiale | 48,0 | 51,8 | 42,9 | - 17 |
| Sorties commandes | 7,3 | 7,7 | 9,1 | + 18 |
| Sorties déstockage sur proposition de l'Office | 6,7 | 7,5 | 11,2 | + 49 |
| Stock au 31 décembre | 32,9 | 37,0 | 40,6 | + 10 |

Le nombre d'adresses de diffusion postale gérées par l'Office s'établit à 1 270 190 (+ 14 %) en tenant compte des nouvelles adresses créées et du nettoyage de la base.

L'évolution des activités de gestion des adresses et des listes d'adresses est présentée à l'annexe 3 (tableau 15).

Au niveau de la gestion des mailing listes, l'existence d'une base centrale gérée par l'Office répond aux besoins des services auteurs. Un très grand nombre d'adresses est supprimé chaque année (nettoyage) et remplacé par des nouvelles adresses encore plus nombreuses. Il y a une demande croissante pour gérer les adresses e-mail en vue d'opérations de publipostage électroniques. Cette attente devrait être satisfaite en 2004 par remplacement de l'application informatique de gestion des adresses (SAGAP).

2. Politique de vente et résultats obtenus

2.1. Résultats des ventes

Pour l'ensemble des produits du JO L et C et du JO S, le nombre d'abonnés payants est en diminution.

Pour mémoire, les prix de ces abonnements ont été augmentés respectivement:

| | |
|----------------------------|--------------------|
| — pour le JO L et C papier | de 840 € à 1 000 € |
| — pour le CD-ROM JO L&C | de 144 € à 350 € |
| — pour le JO CA Concours | de 30 € à 50 € |

Évolution du nombre d'abonnés au JO

| | Nombre d'abonnements payants | | Évolution 2001/2002 (en %) |
|------------------|------------------------------|-------|-------------------------------|
| | 2001 | 2002 | |
| JO L et C papier | 8 602 | 7 310 | - 15 |
| CD-ROM JO L & C | 2 663 | 2 269 | - 15 |
| JO CA concours | 3 688 | 2 976 | - 19 |
| CD-ROM JO S 2 x | 6 538 | 5 642 | - 14 |
| CD-ROM JO S 5 x | 850 | 652 | - 23 |

En 2002, la facturation a atteint 15 286 234 euros, ce qui constitue une hausse de 22,40 % par rapport à 2001. Cette augmentation des montants facturés s'explique par l'augmentation du montant facturé en 2002 pour les produits du Journal officiel et pour les autres périodiques. En ce qui concerne cette dernière catégorie de produits, l'augmentation du montant facturé ne résulte pas d'une hausse des ventes mais s'explique par un décalage de la facturation d'une partie importante des abonnements souscrits en 2001 sur l'exercice 2002.

Le nombre total de factures et de notes de crédits établies en 2002 est de 5 351 (4 963 factures et 388 notes de crédit) pour 5 735 en 2001, soit une diminution de 6,7 %.

2.2. Publications

2.2.1. Périodiques

On enregistre une diminution du nombre d'abonnés payants de 15 %, tous abonnements confondus.

La diminution est plus prononcée pour les abonnements aux documents (COM, avis du CES et du CDR): elle se chiffre à 31 %. Ceci est lié à leur mise à disposition gratuite sur Internet.

Évolution des abonnements

| Publication | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | Évolution 2001/2002 (en %) |
|--------------------------------|---------------|-------------------|-------------------|---------------|----------------------------------|
| Journal officiel: | | | | | |
| — séries L et C (papier) | 11 801 | 10 059 | 8 602 | 7 310 | - 15 |
| — séries L et C (CD-ROM) | 1 052 | 2 342 | 2 663 | 2 269 | - 15 |
| — série CA (concours) | 5 703 | 4 197 | 3 688 | 2 976 | - 19 |
| — série S (CD-ROM) | 9 377 | 8 491 | 7 388 | 6 294 | - 15 |
| Périodiques autres que le JO | 16 703 | 15 219 (1) | 13 331 | 11 405 | - 14 |
| Documents COM, avis CES et CDR | 929 | 733 | 762 (1) | 525 | - 31 |
| Total | 46 463 | 41 041 (1) | 36 424 (1) | 30 642 | - 16 |

(1) Chiffres rectifiés.

a) Journal officiel

On observe une diminution identique de 15 % du nombre des abonnés payants pour chacun des grands produits du Journal officiel: séries L et C (papier), séries L et C (CD-ROM) et série S (CD-ROM).

S'agissant du CD-ROM JO S, la diminution du nombre des abonnés est encore plus marquée (- 21 %) pour l'abonnement «5 éditions par semaine». Fin 2002, il reste seulement 652 abonnés pour cette version (contre 5 642 abonnés pour la version «2 éditions par semaine»). Le maintien de cette formule d'abonnement devra être examiné courant 2003.

Le lecteur trouvera le détail de l'évolution par langue des abonnements aux séries L et C du Journal officiel (papier et CD-ROM) et de celle au CD-ROM JO S dans les tableaux 16 et 17 de l'annexe 3.

b) Autres publications

L'évolution des abonnements aux divers périodiques autres que le Journal officiel est présentée en annexe 3 (tableaux 18 et 19).

Les 10 périodiques (autres que les JO) les plus vendus en nombre d'abonnés

| Classement | Titre | Nombre d'abonnés | | |
|------------|--|------------------|-------|-------------------------------|
| | | 2001 | 2002 | Évolution 2001/2002 (en %) |
| 1 | Recueil de la jurisprudence | 2 231 | 2 046 | - 8 |
| 2 | Bulletin des CE | 2 125 | 1 995 | - 6 |
| 3 | Cedefop — Formation professionnelle | 1 661 | 1 495 | - 10 |
| 4 | Journal officiel de l'OHMI | 1 263 | 1 132 | - 10 |
| 5 | Économie européenne et suppléments A, B et C | 1 970 | 975 | - 50 |
| 6 | Eurostatistiques | 727 | 678 | - 6 |
| 7 | Statistiques en bref | 614 | 426 | - 30 |
| 8 | Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales | 423 | 396 | - 6 |
| 9 | Bulletin OHMI (papier) | 352 | 309 | - 12 |
| 10 | Énergie — Statistiques mensuelles | 289 | 244 | - 15 |

Les périodiques les mieux vendus enregistrent un recul moins important que l'ensemble des périodiques et que les différents JO. Dans le cas du périodique «Économie européenne», la forte diminution du nombre des abonnés (- 50 %) est liée à la décision de ne plus produire que la version EN (FR et DE abandonnés).

2.2.2. Nouveaux produits et meilleures ventes

Le nombre de nouveaux titres ajoutés au catalogue pendant l'année 2002 a été de 1 388, soit une légère diminution (inférieure à 1 %) par rapport à 2001 (voir annexe 3, tableau 20).

En 2002, le nombre de titres de périodiques autres que le Journal officiel était de 359, contre 319 en 2001 (voir annexe 3, tableau 21).

Les 10 titres sur support papier les mieux vendus en 2002 par chiffre d'affaires net et par nombre d'exemplaires sont repris ci-après.

Les publications sur support papier les mieux vendues par chiffre d'affaires net

| Classement | Titre | Quantité ⁽¹⁾ | Montant net (en euros) ⁽²⁾ |
|------------|---|-------------------------|---------------------------------------|
| 1 | <i>Eurostat Yearbook 2002</i> | 3 820 | 61 168,00 |
| 2 | <i>Who's who in the European Union — 2002/03 Edition</i> | 2 425 | 49 475,00 |
| 3 | Rapport général sur l'activité de l'Union européenne — 2001 | 2 487 | 37 825,20 |
| 4 | <i>Eurostat Yearbook 2002 (papier + CD-ROM)</i> | 1 259 | 25 175,00 |
| 5 | <i>European business — Facts and figures — Data 1990-2000</i> | 1 038 | 20 760,00 |
| 6 | <i>Regions: Statistical Yearbook 2002 (brochure + CD-ROM)</i> | 650 | 15 600,00 |
| 7 | Recueil historique de la jurisprudence (1954-1994) — finnois et suédois | 28 | 21 000,00 |
| 8 | <i>Regions: Statistical Yearbook 2001 (brochure + CD-ROM)</i> | 564 | 13 572,00 |
| 9 | Répertoire de la législation communautaire en vigueur — 39 ^e édition | 266 | 13 300,00 |
| 10 | XXX ^e Rapport sur la politique de concurrence — 2000 | 1 808 | 13 028,40 |

⁽¹⁾ Le cas échéant, toutes versions linguistiques publiées confondues.

⁽²⁾ Montant net = remises déduites.

Pour les trois meilleures ventes, le nombre d'exemplaires vendus en 2002 est en recul par rapport à 2001:

| | |
|---------------------------|----------|
| — Eurostat Yearbook | — 2,4 % |
| — Rapport général de l'UE | — 22,0 % |
| — Who's who in the EU | — 40,0 % |

En 2002, seul 1 titre s'est vendu à plus de 3 000 exemplaires toutes versions linguistiques confondues; ils étaient 5 en 2001.

On notera que, parmi les dix meilleures ventes, Eurostat est le service auteur de cinq de ces titres. Cela corrobore les analyses présentées dans le rapport sur la politique de vente soumis au Comité de direction en juin 2002, à savoir que l'activité de vente doit se concentrer sur des publications contenant des informations présentant une valeur pour un marché de professionnels.

2.2.3. Coédition

Deux nouveaux contrats de coédition ont été signés en 2002 pour la production de 2 publications papier et 3 contrats sont en cours de négociation.

Au cours de l'année 2002, 11 ouvrages au total étaient publiés en coédition dont 9 publications en version papier et 2 CD-ROM (EINECS-Plus). Les services auteurs sont la Fondation européenne de Dublin, la DG Presse et communication, le Service commun interprétation — conférences et la DG Affaires économiques et financières. Ces ouvrages ont été coédités avec SilverPlatter, Didier Érudition, Edward Elgar, Manz Verlag et Sweet & Maxwell.

2.3. Produits hors ligne (CD-ROM)

Globalement, on enregistre une hausse de 40,76 % du montant facturé pour ces produits par rapport à 2001 (annexe 3, tableau 22).

Ce constat doit être nuancé selon qu'il s'agit de périodiques ou de produits isolés.

2.3.1. Périodiques

Pour la plupart des périodiques sur CD-ROM, on enregistre une hausse très sensible des montants facturés:

| | | |
|--------|---------------|----------|
| CD-ROM | JO S | + 23,0 % |
| CD-ROM | JO L & C | + 47,0 % |
| CD-ROM | Bulletin OHMI | + 23,0 % |
| CD-ROM | COMEXT | + 51,5 % |

Dans le cas du CD-ROM JO L & C, l'augmentation est liée à celle du prix de l'abonnement. Pour les autres périodiques, il s'agit d'un rattrapage de facturation correspondant à des abonnements de 2001.

2.3.2. Publications isolées sur CD-ROM

Les dix titres sur CD-ROM les mieux vendus en 2002, en nombre d'exemplaires et en chiffre d'affaires net, sont repris ci-dessous.

Les publications hors ligne les mieux vendues par nombre d'exemplaires

| Classement | Titre | Quantité ⁽¹⁾ | Montant (en euros) ⁽²⁾ |
|------------|---|-------------------------|-----------------------------------|
| 1 | <i>Eurostat Yearbook 2002</i> | 558 | 14 954,40 |
| 2 | JO L & C sur CD-ROM n° 12/2001 | 158 | 15 243,84 |
| 3 | <i>Environment Statistics — Yearbook 2001</i> | 88 | 10 612,80 |
| 4 | EUR 19559 — IUCLID CD-ROM 2000 — <i>Public Data on High Volume Chemicals</i> | 74 | 7 585,50 |
| 5 | JO L & C sur CD-ROM n° 12/2000 | 71 | 6 850,08 |
| 6 | <i>Intra and extra EU Trade (monthly data — combined nomenclature) (8/2002)</i> | 68 | 31 948,00 |
| 7 | <i>Eurostat Yearbook 2001</i> | 62 | 1 661,60 |
| 8 | Nomenclature combinée (Journal officiel L 279/2001) | 61 | 2 043,50 |
| 9 | <i>European Customs Inventory of Chemical Substances (ECICS)</i> | 58 | 7 804,00 |
| 10 | JO L & C sur CD-ROM n° 12-13/1999 | 58 | 5 595,84 |

⁽¹⁾ Le cas échéant, toutes versions linguistiques publiées confondues.

⁽²⁾ Montant net = remises déduites.

On observe un recul des ventes pour la plupart des publications isolées sur CD-ROM.

2.4. Données électroniques

2.4.1. Développements et évolution de la clientèle

En 2002, une seule base de données (CELEX) était encore commercialisée par abonnement payant, les autres bases de données étant en consultation gratuite.

Le succès de la base de données gratuite TED (marchés publics) s'est confirmé et même renforcé en 2002: le nombre total de consultations est passé de 85,7 millions à 164 millions, ce qui représente une progression

de 91,3 %. Malgré le fait que la consultation de TED soit gratuite, le nombre de preneurs de licences payantes reste stable avec 94 détenteurs de licences en 2002, par rapport à 96 en 2001. La vente de licences TED a rapporté 284 725 euros en 2002.

En 2002, l'Office gérait directement 1 859 contrats d'accès aux bases de données (1 805 en 2001) (voir annexe 3, tableau 23).

Le produit de vente de licences de «bases de données» s'élevait à 741 538 euros contre 971 587 euros en 2001, soit une diminution de 23,68 % (voir annexe 3, tableau 24a). Cette diminution est due à la résiliation des contrats de licence des bases de données statistiques (COMEXT et New CRONOS), lesquels rapportaient encore 221 181 euros en 2001.

Il est remarquable qu'en dépit de l'accès gratuit — via Internet — aux bases de données TED et EUR-Lex, il existe un marché stable de professionnels intéressés à l'acquisition de licences pour les bases TED et CELEX. De même, des demandes sont régulièrement exprimées pour l'acquisition de licences concernant le domaine EUR-Lex.

2.4.2. Facturation des produits en ligne

En annexe 3, le tableau 25 reprend, pour chaque produit en ligne, le détail de la facturation «directe» (par l'Office aux clients) et des *gateways* (par l'Office aux *gateways*) pour la consommation de leurs clients.

Une augmentation globale de 6,12 % a été constatée; celle-ci est inférieure à celle de l'année précédente, ce qui est principalement dû à la baisse des recettes de la part des *gateways*.

Suite à l'abandon du système de «document delivery EUDOR» en juin 2001, on observe une facturation résiduelle minimale pour ce service en 2002.

En revanche, on constate une augmentation sensible (+ 8,52 %) des montants facturés pour la vente d'abonnements à CELEX (618 983 euros contre 570 408 euros en 2001). Cette augmentation globale doit être nuancée: forte augmentation des abonnements forfaitaires annuels (+ 24,33 %) et nette diminution des recettes des *gateways* (- 22,74 %).

2.5. Bilan et perspectives

En 2002, la facturation des différents produits du Journal officiel (séries L et C et série S) représente 52,74 % du total des ventes facturées, proportion qui reste stable par rapport à 2001 (53 %).

Ce maintien du chiffre d'affaires des produits du Journal officiel est due à l'augmentation du prix des abonnements décidée par le comité de direction en octobre 2001. Elle compense la diminution constante du nombre des abonnés liée à la mise à disposition gratuite des différents JO sur Internet depuis 1998. Cette tendance continue devrait se poursuivre au cours des prochaines années avec la politique d'accès au droit et la généralisation de l'Internet dans le monde professionnel et chez les citoyens.

S'agissant des publications générales (autres que les JO et les publications obligatoires), on continue d'observer une diminution des ventes en nombre d'exemplaires et en recette, y compris pour les publications qui demeurent les «meilleures ventes».

En juin 2002, le comité de direction a adopté le rapport et le plan d'action (2002-2004) sur la politique de vente des publications générales. Ce plan est guidé par trois lignes directrices: conseiller les auteurs et mieux sélectionner les publications susceptibles de se vendre, appliquer une politique de vente cohérente (prix, tirage, limitation de la diffusion gratuite des produits en vente), rationaliser le réseau de vente et les relations commerciales avec ce dernier.

Les enquêtes conduites auprès des services auteurs montrent que, à de rares exceptions près, ceux-ci ne sont pas réellement intéressés par la vente de publications, préférant une diffusion gratuite (plus large, plus visible et plus simple).

Toutefois, les enquêtes menées auprès du réseau de vente et de la clientèle professionnelle montrent qu'il existe une demande des milieux professionnels pour des publications payantes.

La mise en œuvre du projet EU-Bookshop, qui devrait démarrer au cours du second semestre de l'année 2003, devrait également avoir une incidence sur le résultat des ventes, encore difficile à apprécier.

3. Réseaux de distribution

3.1. Bureaux de vente

Au 31 décembre 2002, les réseaux d'agents officiels dans le monde (incluant 75 agents en Europe, dont 58 dans l'Union européenne) étaient composés de:

- 45 agents «traditionnels» qui commercialisent l'ensemble des produits;
- 43 agents *offline* qui commercialisent principalement des CD-ROM, ainsi que les produits du JO;
- 14 *gateways* qui ne commercialisent que des abonnements à CELEX;
- 26 agents spécialisés en *document delivery* (un de moins qu'en 2001).

NB: Comme indiqué dans le rapport sur la politique de vente soumis au comité de direction en juin 2002, il est prévu de rationaliser l'ensemble de ces réseaux en 2003.

En outre, il existe un réseau d'informations statistiques composé de:

- 16 datashops (réseau organisé par Eurostat) spécialisés dans la vente de données et de services statistiques.

3.2. Diffusion gratuite

3.2.1. Diffusion aux relais d'information

Ces relais d'information sont des structures créées ou reconnues ou/et soutenues par la Commission (en particulier par la DG Presse et la DG Entreprises).

À la fin de 2002, le nombre de relais desservis par l'Office se répartissait comme suit (entre parenthèses, l'évolution par rapport à 2001):

| | |
|--|------------|
| 1. Relais recevant journallement des publications: | |
| — centres de documentation complets | 339 (+ 13) |
| — centres de documentation spécialisés | 193 (- 1) |
| — Info-Point Europe | 155 (+ 4) |
| — bibliothèques dépositaires | 95 (- 3) |
| — bibliothèques dépositaires réduites | 11 (=) |
| — carrefours d'initiatives rurales | 133 (+ 1) |
| — euro-info-centres | 293 (- 3) |

2. Relais ne recevant qu'une sélection des publications:

— centres de référence européenne 155 (=)

NB: Ces centres sont appelés à disparaître, à l'instar des centres d'initiatives urbaines (CIUL) et des membres du réseau Epicor, tous deux supprimés en 2001 sur ordre des services parains.

— bibliothèques publiques:

- Danemark: 25 (=)
- Espagne: 39 (=)
- Suède: 270 (- 2)
- Royaume-Uni: 226 (=)

NB: Les bibliothèques publiques créées en Russie courant 2001 ont été transformées en centres de documentation européenne (CDE) courant 2002.

Certaines incertitudes persistent en ce qui concerne le rôle des différents relais d'information dans les États membres. En 2002, la DG Presse et Communication de la Commission a entrepris un examen de la situation de ces différents relais en vue d'établir des lignes directrices sur leur rôle respectif et leur avenir.

En outre, sur instruction des différents services auteurs, l'Office diffuse de nombreuses publications à l'ensemble des bureaux de représentation de la Commission et du Parlement dans les États membres, ainsi qu'aux délégations de la Commission dans le monde entier.

3.2.2. Commandes des fonctionnaires des institutions

Le nombre de commandes traitées par le service «Commandes Fonctionnaires» s'élevait à 4 777 pour l'année 2002, ce qui correspond à 19,6 par jour (+ 30,5 % par rapport à 2001). À cela s'ajoutent 2 602 réponses (10,7 par jour) aux demandes qui n'ont pas donné lieu à une commande dans un premier temps.

3.2.3. Diffusion gratuite du Journal officiel

La diffusion du Journal officiel vers les divers services des institutions s'est stabilisée en 2002:

- JO L & C papier 2 030 exemplaires pour 791 abonnés, dont la moitié à la Commission
- CD-ROM JO L & C 2 141 exemplaires pour 919 abonnés, dont une grande part sont des parlementaires européens
- CD-ROM JO S 2x 380 abonnés gratuits au sein des institutions.

4. Information du public, promotion et marketing

4.1. Information du public et support à la clientèle

4.1.1. Helpdesk d'information du public et d'assistance aux clients

L'information du public et des clients sur les publications officielles et l'assistance aux utilisateurs des produits électroniques diffusés par l'Office est réalisée par un Helpdesk en ligne externalisé, dont le nouveau contrat a démarré le 1^{er} octobre 2001.

En liaison avec la publicité faite à ce sujet (sur le site Internet et sur les sites des produits), l'activité du Helpdesk s'est considérablement développée en 2002, avec 26 799 interventions contre 14 060 en 2001 (+ 90 %).

En 2002, les appels et demandes d'information se sont répartis entre les grands domaines suivants:

| | |
|--|---------|
| — recherche d'information sur des publications | 36,81 % |
| — assistance TED et CD-ROM JO S | 29,11 % |
| — assistance Celex, EUR-Lex, CD-ROM JO L & C | 18,45 % |
| — assistance aux commandes de documents en ligne | 15,00 % |
| — CD-ROM OHMI et autres CD-ROM | 0,62 % |

Le tableau 30 (annexe 3) donne la répartition des demandes/appels par domaine et par trimestre.

Au tableau 31, on trouvera la liste des types de questions le plus souvent posées en 2002.

Le Helpdesk peut être interrogé par e-mail (77 % des appels), par téléphone (14 %), via courrier (6 %) ou télécopie (3 %) (voir tableau 32).

4.1.2. Info-Point Europe

L'Office assure la gestion d'un Info-Point Europe situé dans le hall du bâtiment Mercier. En 2002, ce point d'information ouvert au public a traité 5 926 demandes (visiteurs et appels téléphoniques confondus). Le nombre de demandes traitées est en nette augmentation en 2002 (+ 83 %) suite à la fermeture de l'Info-Point situé à la place d'Armes le 31 décembre 2001.

L'Info-Point Mercier a diffusé directement environ 15 000 exemplaires de publications gratuites et près de 24 000 exemplaires de JO Concours.

4.2. L'Office des publications sur Internet

Le site Internet de l'Office des publications (www.publications.eu.int) a été complètement remodelé et réouvert dans les onze versions linguistiques au grand public le 30 avril 2002.

Les informations mises à disposition par l'Office sur Internet rencontrent un succès certain: depuis sa réouverture, le nombre moyen de demandes de pages par jour s'est élevé à 19 000 connections. Une nette augmentation des abonnements aux catalogues a été constatée (Catalogue des publications clés, Répertoire des bases de données et Newsletter).

L'amélioration principale pour 2003 sera l'ouverture du site dans les neuf nouvelles langues des pays candidats à l'adhésion. D'autres changements relatifs aux liens, point d'entrée, qualité de l'image, etc. sont également prévus.

4.3. Newsletter

En 2002, «EUR-OP News» est devenu «Newsletter» et a incorporé le nouveau logo de l'Office.

Une enquête auprès des lecteurs de la *Newsletter* de l'Office a été initiée en 2002 et les résultats sont prévus pour février 2003.

Les principales méthodes de diffusion de la *Newsletter* à large échelle restent les abonnements, l'envoi de grandes quantités aux bureaux de vente et aux bureaux de représentation de la Commission et du Parlement européen et les livraisons pour des foires du livre et autres événements où l'Office est représenté.

4.4. Actions de promotion

En 2002, l'Office a participé à 5 manifestations, foires ou expositions, soit directement soit en étant représenté par des tiers (voir annexe 3, tableaux 29 et 33).

En particulier, l'Office était présent avec un stand:

- à la Foire du Livre de Francfort (9-14 octobre 2002);
- au salon Online de Londres (3-5 décembre 2002), en association avec plusieurs directions générales de la Commission.

En 2002, l'Office a diffusé un total de 146 010 catalogues de plusieurs types (voir annexe 3, tableau 34):

- Catalogue général (édition 2001) (l'édition papier a été suspendue en 2002),
- Publications clés,
- Catalogues Eurostat,
- Catalogue du Cedefop,
- Brochure des bureaux de vente,
- Répertoire des bases de données.

Le catalogue «Publications clés» a été édité en cinq langues en 2002 (ES, DE, EN, FR, NL).

En 2002, 7 dépliants, ainsi que 3 différentes cartes postales promotionnelles ont été produits par l'Office. 287 350 exemplaires des dépliants ont ainsi été diffusés sur demandes ponctuelles et à partir de mailing listes, à environ 58 000 abonnés (bureaux de vente et particuliers). L'Office a également diffusé 2 dépliants d'Eurostat, soit 15 509 exemplaires, aux bureaux de vente.

Des campagnes de promotion ont débuté en 2002 et s'achèveront au cours de la première partie de 2003. Elles concernent:

- la publication «Annuaire des institutions de l'Union européenne» («Who's who in the EU»),
- le Journal officiel L & C et S,
- les différents services en ligne offerts par l'Office,
- la publication «Rapport général sur l'activité de l'Union européenne»,
- la série des publications «European Economy».

Dans le cadre de l'assistance financière aux bureaux de vente, l'Office a soutenu 3 actions promotionnelles entreprises à leur initiative avec leurs propres moyens (techniques, supports, ressources humaines).

4.5. Opérations de marketing

Au cours de l'année 2002, plusieurs actions de marketing mises en place en 2001 ont été clôturées, dont les résultats sont résumés ci-dessous.

4.5.1. Opérations clôturées en 2002

Étude et évaluation des utilisateurs du Journal officiel L & C

Un questionnaire a été adressé à 8 200 abonnés à l'édition papier et à 2 700 abonnés à l'édition sur CD-ROM. Le taux de réponse était élevé (19,19 %) avec 95 % de réponses provenant des États membres de l'Union européenne.

Les abonnés sont pour la plupart des administrations, des petites et moyennes entreprises, et sont abonnés, pour 83 % d'entre eux, depuis plus de cinq ans.

Étude et évaluation des utilisateurs du Journal officiel S

Un questionnaire a été adressé à 7 956 abonnés à l'édition sur CD-ROM du JO S. Le taux de réponse était élevé (19,39 %) avec 98,11 % de réponses provenant des États membres.

86,8 % sont abonnés au CD-ROM JO S publié deux fois par semaine. 47,3 % ont un abonnement depuis plus de cinq ans. Les abonnés sont pour la plupart des petites et moyennes entreprises du secteur des services.

Cette clientèle considère que le produit correspond à ses attentes et préfère l'édition hors-ligne payante au service Internet gratuit TED (Tenders Electronic Daily).

Étude des réseaux de vente de l'Office (en collaboration avec Eurostat)

Pour cette opération conjointe, l'Office a choisi 32 bureaux de vente dans les États membres et les pays candidats à l'adhésion. Ils étaient invités à répondre à un questionnaire en ligne composé de 35 questions.

20 bureaux de vente sur 32 (62,5 %) ont répondu. Ils ont confirmé qu'ils sont spécialisés dans la diffusion de publications «institutionnelles» et que l'offre des titres de l'Union européenne est importante pour leur chiffre d'affaires. Toutefois, les bureaux de vente consultés sont d'avis que la potentialité du marché des titres de l'UE est limitée.

Leurs clients sont surtout des administrations, des universités et des librairies. Seul un pourcentage limité de bureaux de vente a indiqué que les entreprises représentent une cible importante pour eux.

Analyse du programme ordinaire de publication (POP) 2002 de la Commission

Le but de cet exercice était de valider l'aspect «demande du marché» des publications de la Commission prévues pour la vente (catégorie 3 du POP).

Sur 110 titres prévus dans cette catégorie par sept directions générales, 71 provenaient d'Eurostat. Suite à l'entretien avec chaque service auteur, on a constaté que la définition de «demande du marché» n'était pas toujours claire et, par conséquent, le nombre de titres dans la catégorie 3 a été réduit à 76.

Par ailleurs, les entretiens ont confirmé que les services auteurs sont demandeurs des services offerts par l'Office en matière de production, de diffusion, de promotion et d'évaluation de leurs programmes de publication.

4.5.2. Opérations lancées en 2002

Les actions d'étude et d'analyse marketing initialisées en 2002 et en cours de réalisation en 2003 sont:

- étude et évaluation des réseaux d'information de l'UE,
- étude et évaluation de la série des publications «European Economy»,
- étude et évaluation des lecteurs de la Newsletter de l'Office,
- étude et évaluation des utilisateurs des différents services en ligne offerts par l'Office,
- étude et évaluation des lecteurs de «Publications clés».

5. Copyright

5.1. Licences de reproduction

Au cours de l'année 2002, les tendances déjà remarquées en 2001 se sont confirmées.

Le nombre de demandes touchant différents aspects du copyright des publications communautaires est resté sensiblement le même en 2002 qu'en 2001: 594 demandes en 2002, contre 580 en 2001.

Les deux faits marquants de l'exercice sont:

- 1) depuis le début de l'année 2002, une augmentation accrue du travail en amont effectué vers les services auteurs et les unités Publications et Multimédia, relatif aux conseils en droit d'auteur;
- 2) de plus en plus d'agences et d'offices font appel à la section copyright pour être conseillés avant d'entreprendre une nouvelle publication, afin d'éviter d'éventuels problèmes judiciaires par la suite.

Il se confirme une évolution de la politique générale en matière de copyright, qui accorderait à l'Office des publications la capacité de gérer d'une manière plus autonome les droits des différents services auteurs et pourrait rendre plus efficace cette gestion et permettre une réponse rapide aux demandes des «clients».

Le nombre de licences signées en 2002 a été de 36, dont 24 licences de traduction (29 et 19 en 2001, respectivement).

Facturation des royalties en 2002: 45 879,06 euros.

5.2. Forum des éditeurs européens

Par l'intermédiaire du Forum des éditeurs l'Office s'attache à développer davantage le partenariat avec des éditeurs privés et à en améliorer les résultats.

Au 31 décembre 2002, le Forum comptait 330 membres «Full Members» (dont 23 des pays candidats) et 27 «invités» (éditeurs de pays non candidats).

Pendant l'année 2002, deux réunions du Forum ont été organisées:

- 1) le 10 juin 2002, 13^e réunion du Forum à Bruxelles (présentations: DG REGIO, le Journal officiel, le Conseil, les bases de données juridiques et «Ejure, Virtual Knowledge Centre for ICT and Law»);
- 2) le 10 octobre 2002, 14^e réunion du Forum à l'occasion de la Foire du livre à Francfort (présentations: Agence européenne pour la santé et la sécurité du travail de Bilbao, Eurostat, le Conseil et les Éditions Luc Pire).

Un catalogue reprenant une sélection de publications des éditeurs membres du Forum a été présenté à la Foire du livre à Francfort.

L'offre en manuscrits attractifs pour les éditeurs privés demeure toujours le point à améliorer dans l'ensemble du dispositif «Forum». Les auteurs dans les institutions et agences européennes seront sensibilisés au rôle original que le Forum peut jouer dans le cadre de la politique de diffusion de l'information publique.

La création d'une nouvelle base de données «Forum» est en cours. Elle contient des informations plus précises sur les éditeurs (champs d'activité, pays, type et nature de publications). Elle permettra de mieux cibler les contacts avec eux et s'étendra par ailleurs aux éditeurs des pays candidats.

V. Gestion financière et administrative

- 1. Passation des marchés**
- 2. Gestion budgétaire**
- 3. Comptabilité commerciale**
- 4. Gestion du personnel**

1. Passation des marchés

En 2002, l'Office a présenté 38 dossiers à la commission consultative des achats et des marchés (CCAM). En outre, l'Office a assumé la fonction de rapporteur pour 95 dossiers en sa qualité de membre de la CCAM.

Parmi les nouveaux contrats que l'Office a conclus en 2002, il faut relever l'établissement ou le renouvellement des contrats suivants:

- contrat pour le traitement des avis de marchés publics publiés au Supplément au Journal officiel (JO S), pour un montant de 80 millions d'euros et une durée maximale de 5 ans;
- contrats cadre de réalisation de prestations informatiques, pour un montant de 30 millions d'euros et une durée maximale de 5 ans;
- contrats pour les travaux de prépresse, impression et finition conclus pour une durée initiale de deux ans, reconductibles trois fois pour une période de un an, et d'un montant global estimé de 38,5 millions d'euros sur 5 ans;
- contrat pour la composition et l'impression de l'Édition spéciale du Journal officiel (droit dérivé) dans les langues des pays candidats, pour un montant estimé à plus de 52 millions d'euros;
- contrat pour la création d'un système de suivi de la production du droit dérivé;
- plusieurs contrats concernant la location et les divers aménagements d'un bâtiment permettant de loger les équipes chargées de la production du droit dérivé;
- contrat pour les publications de la direction générale Politique régionale de la Commission.

Au cours de l'année 2002, l'Office a publié, pour la première fois, deux appels à manifestation d'intérêt, un dans le domaine de l'édition multimédia et l'autre pour la prestation de divers services de publications. Ceci a permis d'établir des listes de candidats valides pour une période de trois ans et d'élargir le nombre de soumissionnaires potentiels.

L'Office a procédé en 2002 à la signature de 69 nouveaux contrats, 58 conventions spécifiques, 67 avenants aux contrats et 46 révisions de prix.

Parmi les chantiers qui ont été lancés et qui auront des résultats courant 2003, il faut mentionner notamment le renouvellement des contrats pour la production du Journal officiel, du contrat pour la production du CD-ROM JO S et de la base de données TED, le contrat permettant le remplacement du système de gestion commerciale et des listes de distribution (Gescom/Sagap) et le nouveau contrat EU-Bookshop.

Activité relative à la passation des marchés et à la gestion des contrats

| | 2001 | 2002 |
|---|-------|--------------------|
| <i>Appels d'offres</i> | | |
| Nombre d'avis de marché publiés au JO S | 22 | 24 |
| Nombre d'offres remises | 88 | 202 |
| <i>CCAM</i> | | |
| Nombre de rapports d'appel d'offres soumis | 14 | 29 |
| Nombre d'avenants | 8 | 9 |
| <i>Consultations</i> | | |
| Nombre de consultations | 21 | 36 |
| Nombre de sociétés consultées | 83 | 229 |
| <i>Contrats</i> | | |
| Nombre de nouveaux contrats et de conventions spécifiques | 50 | 127 |
| <i>Exécution des contrats</i> | | |
| Nombre de bons de commande | 3 782 | 2 778 |
| Nombre de factures | 8 392 | 8 671 |
| Nombre de notes de crédit | 248 | 214 |
| Nombre d'ordres de recouvrement | 206 | 432 |
| Nombre d'attestations d'exonération TVA | 936 | 847 ⁽¹⁾ |

(¹) Chiffre provisoire. Le chiffre définitif ne sera connu que lorsque toutes les factures émises datées de 2002 auront été payées.

Les tableaux détaillés sur les coûts des prestations facturées à l'Office et la répartition des pages produites par institution pour le Journal officiel sont repris à l'annexe 3 (tableaux 42 et 43).

2. Gestion budgétaire

2.1. Exécution budgétaire globale de l'exercice 2002

| Référence budgétaire (section III — Commission) | Intitulé | Crédits d'engagement | | Crédits de paiement | |
|--|---|----------------------|---------------|---------------------|---------------|
| | | Montant exécuté | % d'exécution | Montant exécuté | % d'exécution |
| A — 240 | Affranchissement de la correspondance | 1 000 | 100,00 | 948 | 94,82 |
| | | <i>1 000</i> | <i>100,00</i> | <i>948</i> | <i>94,82</i> |
| A — 342 | Office des publications | 71 873 | 94,74 | 67 137 | 77,95 |
| | | <i>59 996</i> | <i>98,79</i> | <i>53 496</i> | <i>88,09</i> |
| A — 343 | Consolidation et codification du droit communautaire | 8 500 | 100,00 | 6 279 | 51,56 |
| | | <i>8 500</i> | <i>100,00</i> | <i>2 872</i> | <i>33,79</i> |
| B5 — 304 | Procédures de passation et de publication des marchés publics | 30 760 | 100,00 | 32 535 | 99,07 |
| | | <i>27 700</i> | <i>100,00</i> | <i>29 779</i> | <i>100,00</i> |
| Total | | 112 133 | 96,56 | 106 899 | 80,89 |
| | | <i>97 196</i> | <i>99,79</i> | <i>87 095</i> | <i>87,09</i> |

NB:

- Ces informations sont issues du système comptable de la Commission. Les chiffres sur l'exécution budgétaire peuvent subir quelques modifications.
- Les chiffres en italique représentent l'exécution des crédits votés et modifiés au budget 2002.
- Les autres chiffres prennent également en compte l'exécution des crédits reportés de l'exercice 2001 et des crédits de réemploi.

Les tableaux 35 à 40 en annexe 3 détaillent l'exécution des crédits d'engagement et des crédits de paiement ainsi que les crédits restant à liquider de l'exercice 2002. Le tableau 41 reprend la comptabilité analytique.

2.2. Gestion du budget pour le compte des institutions

Outre les moyens propres de l'Office et les crédits dont il est ordonnateur délégué et dont l'exécution budgétaire est reprise au point 2.1 ci-avant, l'Office des publications a fait appel aux moyens financiers des institutions pour un montant de 59,44 millions d'euros au cours de l'exercice 2002 détaillé ci-dessous:

(en millions d'euros)

Crédits dont l'Office est ordonnateur subdélégué

| | |
|--------------------------------------|---------------------|
| — ligne B5-6000 d'Eurostat | 0,15 ⁽¹⁾ |
| — ligne B5-7260 de la DG Entreprises | 0,50 ⁽¹⁾ |

Gestion du budget pour le compte des institutions

| | |
|--|-------------------------------------|
| — fonds de roulement du Journal officiel | 41,67 ⁽²⁾ ⁽³⁾ |
| — par les institutions pour des publications pour lesquelles l'Office a assuré le contrôle technique et a donné le «bon à payer» | <u>17,12 ⁽³⁾</u> |

Total 59,44

NB:

1) Les dépenses effectuées sur base du fonds de roulement du Journal officiel sont passées de 85,85 millions d'euros en 2001 à 41,67 millions d'euros en 2002. Deux raisons justifient cette évolution:

- L'Office étant devenu ordonnateur délégué de la ligne B5-304 qui prend en charge les dépenses du JO S, ces dépenses ne sont plus prises en charge par ce fonds de roulement. Le montant des crédits engagés sur la ligne B5-304 en 2002 a été de 30,76 millions d'euros.
- À partir de l'exercice 2001, la comptabilité du fonds de roulement du Journal officiel inclut pour la première fois une provision destinée à couvrir les frais de l'année pas encore facturés à la date de clôture de l'exercice. L'augmentation des dépenses de l'exercice 2001 à la suite de la création de cette provision a été de 13,25 millions d'euros.

2) Autres frais:

| | |
|---|----------------------|
| — Montant des ordres de recouvrement de frais établis | 11,99 ⁽³⁾ |
|---|----------------------|

Ces ordres de recouvrement concernent des frais pris en charge pour le compte de tiers, notamment pour les frais de stockage et de diffusion de publications des institutions. Les sommes recouvrées vont se retrouver en tant que crédits de réemploi des lignes budgétaires correspondantes (voir détail par poste budgétaire au tableau 46, page 133).

3. Comptabilité commerciale

3.1. Résultats d'exploitation

Les tableaux 47 et 48 de l'annexe 3 reprennent le détail du bilan de l'activité commerciale au 31 décembre 2002 et du compte d'exploitation pour l'exercice 2002.

⁽¹⁾ Montant des crédits engagés en 2002.

⁽²⁾ Total des dépenses prises en charge au cours de l'exercice 2002, dont 3,64 millions d'euros relatifs à l'exercice 2001.

⁽³⁾ Ces montants sont détaillés à l'annexe 3.

Certains points doivent être soulignés:

- on note une augmentation des recettes facturées nettes de remises de 22,40 %;
- le montant de la provision pour créances douteuses, créée en 2001, a été renforcé de 305 391 euros en 2002 et est de 597 815,97 euros au 31 décembre 2002.

3.2. Répartition des recettes de vente

Les recettes de vente nettes encaissées pour le compte des institutions en 2002 s'élèvent à 11 046 830,69 euros, contre 12 355 690,90 euros en 2001, soit une diminution de 10,6 %.

Pour la répartition détaillée des recettes de vente, voir annexe 3, tableau 26.

Le détail des montants nets de la facturation commerciale et des recettes commerciales encaissées en 2000, en 2001 et en 2002 est repris en annexe 3, tableaux 27 et 28.

Le bilan détaillé de l'Office figure en annexe 4.

4. Gestion du personnel

4.1. Effectifs

4.1.1. Fonctionnaires

Au titre du budget 2002, l'Office des publications a obtenu une série d'adaptations de son tableau des effectifs, notamment:

- la transformation de quatre postes A4 en quatre postes A3,
- la transformation de quatre postes B en quatre postes A et
- la transformation de quatre postes D en deux postes A.

Par conséquent, le nombre total de postes inscrits au tableau des effectifs a été réduit de deux postes, mais, en échange, le nombre total de postes de catégorie A a augmenté de 45 à 51 (voir annexe 3, tableau 49).

En 2002, 39 fonctionnaires sont arrivés à l'Office par voie de recrutement, de mutation ou de transfert individuel. Pour les détails de ces mouvements ainsi que des autres procédures administratives (départs, promotions, mobilité interne, etc.), voir annexe 3, tableau 50.

4.1.2. Agents temporaires

Pour couvrir certaines langues pour lesquelles les listes de réserve se sont avérées insuffisantes, 41 contrats d'agents temporaires, dont 3 en catégorie A, ont été octroyés ou reconduits au cours de l'année.

4.1.3. Agents auxiliaires

Pour couvrir des besoins ponctuels dans le domaine de la correction dans les langues officielles et des absences de durée moyenne parmi le personnel des catégories C et D (par exemple, les congés de maternité), l'Office a octroyé un total de 20 nouveaux contrats d'agents auxiliaires au cours de l'exercice.

À la fin de l'année 2002, il restait 32 agents auxiliaires dont 22 de catégorie B pour la préparation de la publication du droit dérivé, 6 de la catégorie B dans d'autres domaines d'activité et 4 de la catégorie C.

4.1.4. Correcteurs d'appoint et correcteurs freelance

L'Office des publications a recours à des contrats d'intérimaires et d'auxiliaires pour du personnel d'appoint *intra muros* ainsi qu'à des correcteurs *freelance extra muros* pour renforcer ses équipes de fabrication et de correction.

La consommation totale des crédits dépensés pour renforcer les équipes de correction et de fabrication de l'Office s'est élevée à 1 850 821 euros, dont 1 370 000 euros (ligne 1174) pour les correcteurs intérimaires et correcteurs freelance et 480 821 euros (ligne 1110) pour les correcteurs auxiliaires.

Pendant l'année 2002, l'Office a examiné 189 candidatures dans les langues officielles de l'Union; 99 candidats ont participé aux tests de correcteurs d'appoint et 17 ont réussi. Le taux de réussite s'élève donc à 17,17 %.

En application du code de bonne conduite «Recours aux correcteurs d'appoint et correcteurs freelance à l'Office des publications», le groupe paritaire de suivi, ainsi que les membres du Comité du personnel ont été régulièrement informés des mouvements de personnel.

Pendant l'année 2002, l'Office a eu recours à un total de 372,5 hommes/mois (intérimaires et auxiliaires).

Pendant cette même période de référence, les travaux effectués pour la Cour de justice se sont élevés à 10 hommes/mois, toutes langues confondues, en plus des travaux de correction «à la page».

Travaux de sélection de correcteurs dans le cadre des travaux de pré-adhésion

Par ailleurs, dans le cadre des travaux de pré-adhésion (production d'une édition spéciale du droit dérivé en vigueur dans l'UE), l'Office a fait réaliser des épreuves de tests d'aptitude dans les neuf nouvelles langues (estonien, hongrois, letton, lituanien, maltais, polonais, slovaque, slovène et tchèque). Des tests de sélection ont été organisés à Luxembourg et dans les neuf capitales concernées.

L'Office a examiné près de 1 600 candidatures, toutes langues confondues; 516 candidats ont participé aux tests de correcteurs et 172 ont réussi. Le taux de réussite s'élève donc à 33 %.

4.2. Dialogue social

Durant les six premiers mois de l'année, le directeur de l'Office des publications a tenu de nombreuses réunions d'information et d'échange avec tout le personnel des unités de l'Office pour expliciter les raisons de la réorganisation opérée au sein des services. Ces réunions ont permis au directeur de l'Office de présenter aux services sa vision des objectifs stratégiques de l'Office à moyen et à long terme, de recueillir l'avis du personnel quant aux changements opérés et de prendre acte de leurs soucis et doléances à ce propos.

Le dialogue social s'est également poursuivi en 2002 par des rencontres régulières avec une délégation du Comité Local du Personnel (CLP). Des réunions *ad hoc*, entre autres sur les effets de la réorganisation de l'Office, ont également eu lieu avec les élus de l'Office au CLP, les membres du bureau du CLP et les représentants d'organisations syndicales et professionnelles (OSP) qui en ont fait la demande.

Les élus de l'Office au CLP ont eu la possibilité de présenter leur point de vue en ouverture de la réunion du comité de direction du 18 mars 2002. Les points abordés découlaient de la présentation du Rapport de gestion 2001 et de l'État budgétaire prévisionnel 2003 qui figuraient à l'ordre du jour; il s'agissait plus particulièrement des aspects préélargissement, gestion du personnel (recrutement, effectif, formation, dégageant), imprimerie de l'Office, crédits sociaux et information du personnel. Le directeur de l'Office a donné suite aux demandes formulées par les représentants du CLP de renforcer les demandes en crédits sociaux et de prévoir davantage de transformations de postes en prévision de futurs concours de passage de catégories.

Une réunion de concertation technique entre les représentants des OSP et le directeur de l'Office a eu lieu le 5 juin 2002 avec pour sujet les «Lignes directrices pour les activités de l'Office des publications pour les années 2001-2006 — Révision». Une réunion de concertation politique avec la participation de M. D. O'Sullivan,

président du Comité de direction de l'Office des publications, a été tenue le 11 juin 2002. Cette consultation a été suivie par une nouvelle rencontre entre le président du Comité de direction et les OSP le 25 septembre 2002. Cet entretien a permis de faire le point sur l'état des questions évoquées en réunion de concertation le 11 juin 2002.

Par ailleurs, une réunion avec les représentants du CLP relative au projet de schéma de communication interne à l'Office des publications a eu lieu le 15 juillet 2002.

Suite à tous ces contacts, le directeur de l'Office a mis en place un nombre de comités de suivi d'aspects importants de la vie de l'Office et s'est engagé à mettre en œuvre un plan de communication interne avant fin 2003. Les comités de suivi ont tenu leurs premières réunions à la fin de l'année 2002.

4.3. Formation

4.3.1. Plan de formation

La mise en œuvre des formations répondant aux besoins spécifiques de l'Office des publications a nécessité l'utilisation de deux contrats cadres de la Commission et le lancement d'un appel d'offres pour la formation des agents de fabrication, des éditeurs et autres personnes impliquées dans le processus éditorial. Un contrat devrait pouvoir être signé au premier trimestre 2003.

4.3.2. Participation aux formations en 2002

En 2002, la participation de 1 671 personnes à 402 actions de formation a représenté un temps total investi dans la formation de 2 733,75 jours. La moyenne par personne dépasse cinq jours par personne par an.

Les formations les plus fréquentées étaient les formations du domaine général. Cela s'explique par la préparation à la mise en œuvre du nouveau système de notation qui a nécessité l'organisation de formations offertes à l'ensemble du personnel (par exemple, 398 personnes ont suivi le module 1 et 223 personnes ont suivi le module 4).

Dans le cadre des programmes de cours de langue interinstitutionnels, 3 cours de langue bihebdomadaires ont pu être financés et organisés par l'Office des publications. De plus, un cours de «survie» en langue française a été organisé pour faciliter l'intégration des premiers auxiliaires des pays en voie d'adhésion.

Sur base de crédits de son propre budget, l'Office a organisé une centaine d'actions de formation répondant spécifiquement à ses besoins avec la participation de 1 039 personnes.

L'Office a engagé pour ces actions sur son budget un montant de 96 000 €.

4.4. Réforme de la Commission: impact sur l'Office

Comme l'année précédente, l'Office a été appelé à répondre à un nombre important de consultations interservices, lancées principalement par les directions générales «Budget» et «Personnel et Administration», concernant les différents volets de la Réforme. Ceci a mobilisé des ressources importantes au niveau de l'encadrement de l'Office.

L'Office a terminé la décentralisation de la responsabilité financière et budgétaire: chaque chef d'unité est ordonnateur subdélégué pour les lignes pour lesquelles il est responsable (à l'unité Ressources, c'est le chef de la section Ressources humaines qui est ordonnateur subdélégué).

En vue de la mise en œuvre du nouveau Règlement financier au 1er janvier 2003, l'Office a créé une fonction de contrôle financier et un comité des achats et des marchés (CAM). Dans ce contexte, il a participé à l'exercice de «Readiness self-assessment» organisé par la direction générale «Budget». Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2003, l'Office est en mesure d'assumer les responsabilités financières en conformité avec le Règlement financier.

La Réforme a eu aussi un impact sur les relations entre l'Office et ses clients: une proposition permettant de mieux intégrer les responsabilités de chacun relatives à la procédure de paiement des prestations de publication a été élaborée avec le Secrétariat général de la Commission. Une fois adoptée, cette procédure pourrait être mise en œuvre par tous les clients qui le souhaitent.

L'Office s'est beaucoup investi dans l'implémentation des activités liées à la gestion du cycle budgétaire, et particulièrement dans l'élaboration d'une nouvelle nomenclature pour son budget de fonctionnement afin de se conformer avec la gestion du budget par activité («activity-based budgeting» (ABB) et «activity-based management» (ABM)) et l'utilisation du système IRMS.

En ce qui concerne le volet «gestion du personnel», la préparation et la prise en charge de la nouvelle méthode d'évaluation de ses fonctionnaires (CDR) a demandé un effort considérable aussi bien au niveau de la formation organisée par la direction générale «Personnel et Administration» (482 homme/jour) qu'au niveau des réunions internes de coordination, d'information et de sensibilisation.

L'Office a constaté que ces réformes très nécessaires pourraient s'avérer inadaptées dans le détail et, à la lumière des expériences des premiers exercices ABB et CDR, il pourrait être amené à proposer des modifications de procédures afin d'assurer la fiabilité et la pérennité des systèmes retenus.

VI. Infrastructures

1. Du point de vue de l'immobilier, l'année a commencé par l'évacuation temporaire d'une partie du bâtiment Mercier aux fins de rénovation et la délocalisation conséquente d'environ 300 collègues vers le bâtiment Jean Monnet.

L'infrastructure nécessaire à la mise à disposition d'autant de postes de travail s'est faite sans problème majeur. La rénovation du bâtiment Mercier se poursuit dans le respect des délais et devrait permettre la réintégration d'un bâtiment remis à neuf au mois de juin 2003.

En parallèle à cette opération, et dans le contexte de la publication du droit dérivé en vue de l'élargissement, la recherche de nouveaux locaux a abouti à la mise en place temporaire d'un ensemble de locaux modulaires sur un site proche du siège de l'Office des publications. La phase I du projet a permis l'hébergement d'une trentaine de collègues dès novembre 2002 et la phase II, prévue pour début 2003, permettra d'amener le nombre de nouveaux collègues hébergés sur ce site à quelque 150.

L'élargissement devant accroître fortement les effectifs de l'Office, il a été demandé de mener une réflexion globale sur la stratégie immobilière à long terme et des contacts en vue d'une solution visant à regrouper les différents sites de l'Office ont eu lieu.

2. L'application de gestion et d'archivage de courrier ADONIS a été enrichie d'un plan de classement et adaptée aux besoins spécifiques de l'Office. ADONIS a ainsi pu être mis en place, et la généralisation de son utilisation à l'Office a été un grand succès. Le bureau du courrier traite ainsi de façon électronique un nombre croissant de documents.
3. Assistance:
 - Le télétravail, projet pilote lié à l'infrastructure informatique, a été également activement développé: des postes de travail délocalisés ont été installés, un en Allemagne, un autre en Belgique et le troisième au Luxembourg.
 - Le Help Desk a traité près de 7 390 demandes d'assistance (informatiques et autres).
4. L'année 2002 a également vu la mise en place des résultats des premières études d'architecture informatique menées en 2001.
 - Les grands axes en sont l'homogénéisation et la modernisation des plates-formes des systèmes informatiques, la mise en place d'une structure unifiée d'accès aux données (Storage Network Area — SAN) et le renforcement des outils de sauvegarde des données. Les conséquences directes de ces aménagements se mesureront par la diminution des coûts de maintenance, celle-ci étant plus faible sur les appareils les plus récents.
 - La volonté d'abandonner rapidement l'infrastructure BS2000 a amené à négocier avec la Direction Informatique de la Commission le transfert vers son Data Centre des applications BS2000. Cette opération s'est déroulée avec succès et les implications, attendues dès l'année 2003, sont une diminution des coûts et la création d'un site de secours pour les applications BS2000 partagé avec la Direction Informatique et situé au bâtiment BECH.
 - Pour assurer la production du droit dérivé dans le cadre de l'élargissement de l'Union, la mise en place d'une nouvelle chaîne de production est nécessaire. Les travaux ont démarré; le premier prototype opérationnel sera installé début janvier 2003.
 - Pour améliorer la qualité de la validation automatique des documents électroniques et réduire l'effort de validation manuelle de ces documents, un nouveau module permettant la comparaison des parties textuelles des documents PDF et SGML a été mis en service. Les premiers résultats sont encourageants; l'amélioration progressive de l'outil est en cours.
 - Le développement d'une nouvelle application de facturation aux institutions des prestations de l'Office (PRESTOP) est terminé; la mise en production aura lieu début 2003.
 - Le projet de remplacement de l'application COMPTA a été lancé.

Il est à noter que le remplacement des prestations en régie au profit de prestations au forfait a été largement mis en œuvre et que les nouveaux contrats informatiques ont été souscrits dans le respect de cette orientation.

Une contribution active au renforcement de la sécurité des infrastructures informatiques et de réseau a pu être constatée. En dehors des tâches de fond, consistant en la surveillance du trafic sur le réseau de télécommunication et la gestion des accès aux applications, la rédaction d'un plan de contingence orienté vers les applications informatiques stratégiques est poursuivie.

VII. Audit interne

1. Activités

Au cours de l'exercice 2002 les activités de l'audit interne se sont concentrées sur des missions d'audit et de conseil.

Quatre rapports d'audit ont été établis:

- Voitures de service,
- Passation des marchés,
- Procédures de préparation du bilan de l'Office à la date du 31 décembre 2001,
- Travaux de consolidation.

Les conclusions de ces audits sont détaillées sous le point 2.

Cinq des audits prévus dans le plan de travail 2002 n'ont pas pu être réalisés, les domaines concernés n'étant pas suffisamment stables pour que ces missions soient assurées. Ces audits ont été repris dans le plan de travail 2003/2004.

2. Conseil

La charge de travail induite par des activités de conseil a représenté deux tiers alors que celle associée à des missions d'audit équivaut à un tiers.

Les principales interventions en matière de conseil au cours de l'année 2002 ont été:

- la réalisation de l'exercice «Internal Control and Readiness Self-Assessment» (ICRSA) et plus particulièrement l'exercice d'auto-évaluation de risque;
- la préparation du Rapport d'activités annuel du directeur;
- l'analyse des circuits financiers et plus particulièrement le suivi des commandes et des factures;
- la participation à la mise en place d'une fonction d'évaluation au sein de l'Office;
- les consultations interservices (l'audit interne a été associé à 21 de ces consultations en 2002).

3. Principales conclusions des audits finalisés

Les principales conclusions des audits finalisés en 2002 sont résumées ci-dessous.

3.1. Voitures de services

L'Office devait définir les services à assurer par son parc de véhicules, identifier par la suite ses besoins en ressources et procéder, le cas échéant, au «rightsizing» des moyens actuels. La gestion du parc de véhicules et des services qui en découlent devait être améliorée, en particulier pour ce qui concerne le suivi administratif et budgétaire ainsi que le contrôle de l'utilisation des voitures.

3.2. Passation des marchés

L'ouverture de certains marchés était à développer. Il fallait consolider les équipes en charge de la gestion des appels d'offres et des contrats ainsi que les outils informatiques utilisés.

3.3. Procédures de préparation du bilan de l'Office à la date du 31 décembre 2001

Une réflexion devait être menée pour déterminer la portée et la forme du bilan et des informations hors bilan que l'Office devra présenter dans les prochaines années. Tout changement devra être fait en concertation avec la DG BUDG, avec laquelle les contacts en la matière doivent être poursuivis.

Un effort considérable devait être consacré à la mise en place de procédures d'organisation et de règles de travail ainsi qu'à la documentation et à la mise à disposition à qui de droit de ce qui existe en la matière.

La gestion du budget du Journal officiel a été nettement améliorée pendant l'année 2001. Il restait des progrès à faire, notamment en ce qui concerne la mise en place d'un nouveau plan de dossiers, l'élargissement de la comptabilisation à certaines opérations qui n'étaient pas prises en compte (par exemple, l'enregistrement des immobilisations) et l'adaptation du montant du fonds de roulement aux besoins de l'activité Journal officiel.

3.4. Travaux de consolidation

L'audit a révélé que, de l'avis de l'auditeur, les conditions qui régnaient dans le secteur de la consolidation à l'Office n'étaient pas adéquates pour assurer convenablement les missions qui lui ont été confiées au niveau de la consolidation du droit communautaire.

Dans cet audit, les dispositifs de production mis en place, les ressources humaines, les bases contractuelles, les outils informatiques ainsi que l'organisation et les procédures de travail ont été évalués comme étant insuffisants.

Le Directeur de l'Office s'est engagé à soumettre au Comité de direction un rapport sur la consolidation pour mi mars 2003.

4. Suivi des recommandations

Pour chaque audit réalisé, une réunion est organisée pour analyser les recommandations de l'audit interne, identifier le(s) service(s) responsable(s) pour la mise en œuvre des actions nécessaires pour y donner une suite appropriée et fixer les échéances endéans lesquelles ces actions doivent être finalisées.

Un système de suivi formel et régulier des suites réservées aux recommandations des audits externes et internes a été mis en place, incluant un tableau de bord détaillé qui reprend l'ensemble des mesures qui en découlent et leur état d'avancement.

Annexes

Annexe 1 – Organigramme de l'Office des publications au 31 décembre 2002

Annexe 2 – Comités et sous-comités interinstitutionnels dont le secrétariat est assuré par l'Office des publications

Annexe 3 – Tableaux et graphiques

Annexe 4 – Bilan et comptes des résultats

Annexe 5 – Rapport sur la réalisation du programme ordinaire de publication 2002 de la Commission

Annexe 6 – Conventions de service: niveau des contacts amorcés

Annexe 1 — Organigramme de l'Office des publications au 31 décembre 2002

| | |
|--|-----------------|
| Directeur général | T. L. CRANFIELD |
| Assistant du Directeur général | L. CECCARELLI |
| Conseiller (responsable du secrétariat de comités interinstitutionnels) | A. BERGER |
| Audit interne | A. CARNEIRO |
| <i>Directement rattachés au Directeur général:</i> | |
| 1. Ressources | J. DOGGEN |
| 2. Infrastructures | F. DÖLL |
| 3. Services auteurs | S. BRACK |
| Direction A — Production | |
| Directeur | J. RAYBAUT |
| 1. Journal officiel | Y. STEINITZ |
| 2. Publications | R. GOLINVAUX |
| 3. Accès au droit | P. BERTELOOT |
| 4. Multimédia | Ph. LEBAUBE |
| 5. Diffusion | M. LANGLAIS |

Annexe 2 — Comités et sous-comités interinstitutionnels dont le secrétariat est assuré par l'Office des publications

| <i>Titre complet:</i> Groupe Interinstitutionnel Lex (GIL) | |
|--|---|
| <i>Institutions participantes:</i> à titre d'observateur | — les institutions représentées au comité de direction — la BEI — la Troïka du Groupe «Informatique juridique» du Conseil |
| <i>Présidence assurée par:</i> <i>Présidence renouvelée:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Jimenez Fraile, Ramon <i>Institution:</i> Conseil de l'UE <i>Numéro de tél.:</i> (+32) (2) 285-6176 <i>Mail:</i> ramon.jimenez-fraile@consilium.eu.int annuellement |
| <i>Description succincte du mandat:</i> <cf. [GIL(1999)01 final]> | Pilotage du système d'accès aux textes juridiques ainsi que du Répertoire de la législation communautaire en vigueur |
| <i>Instance supérieure:</i> | Comité de direction de l'Office des publications |
| <i>Date de début des travaux:</i> | 23.9.1999 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | 4 à 6 fois par an |

| <i>Titre complet:</i> Sous-groupe du GIL: METHODOLOGIE | |
|--|--|
| <i>Institutions participantes:</i> | — les institutions représentées au comité de direction — la BEI (observateur) |
| <i>Présidence assurée par:</i> <i>Présidence renouvelée:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Arnold-Woertz, Brigitte <i>Institution:</i> Commission européenne, Secrétariat général <i>Numéro de tél.:</i> (+32) (2) 299-50847 <i>Mail:</i> Brigitte.Arnold-Woertz@cec.eu.int tous les 2 ans |
| <i>Description succincte du mandat:</i> <cf. [GIL(1999)01 final]> | Couverture et contenu («méthodologie») du service d'accès aux textes juridiques |
| <i>Instance supérieure:</i> | GIL |
| <i>Date de début des travaux:</i> | 30.9.1999 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | 4 à 6 fois par an (activité suspendue) |

| <i>Titre complet:</i> Comité de pilotage EUROVOC | |
|---|--|
| <i>Institutions participantes:</i> | — Parlement européen (présidence) — Office des publications (secrétariat) — Conseil de l'UE — Commission européenne — Cour de justice — Cour des comptes européenne |
| <i>Présidence assurée par:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Toornstra, Dirk <i>Institution:</i> Parlement européen <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 4300-42138 <i>Présidence renouvelée:</i> <i>Mail:</i> Dtoornstra@europarl.eu.int |
| <i>Description succincte du mandat:</i> | Définitions des priorités, des travaux à réaliser, du calendrier global, de l'utilisation des ressources, etc. |
| <i>Instance supérieure:</i> | Comité de direction de l'Office des publications |
| <i>Date de début des travaux:</i> | 12.10.1999 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | 2 fois par an |

| <i>Titre complet:</i> Comité de maintenance EUROVOC | |
|--|--|
| <i>Institutions participantes:</i> | — idem comité de pilotage EUROVOC |
| <i>Présidence assurée par:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Neto, Carlos <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 2929-42572 <i>Mail:</i> carlos.neto@cec.eu.int |
| <i>Description succincte du mandat:</i> | Mise en œuvre des travaux de maintenance (étude des propositions de mise à jour, mise en chantier des versions successives de EUROVOC) |
| <i>Instance supérieure:</i> | Comité de pilotage EUROVOC |
| <i>Date de début des travaux:</i> | 1.10.2000 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | 4 à 5 fois par an |

| | |
|---|---|
| <i>Titre complet:</i> | Comité de rédaction «Annuaire interinstitutionnel» |
| <i>Institutions participantes:</i> | Les institutions dont l'organigramme paraît dans l'annuaire (éditions électronique et papier) |
| <i>Présidence assurée par:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Weissenberger, Jean-Marie <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 2929-42226 <i>Mail:</i> jean-marie.weissenberger@cec.eu.int |
| <i>Description succincte du mandat:</i> | Définition du calendrier de parution de la version papier, définition de la formule de répartition des frais de la publication et des frais informatiques pour la version électronique (base IDEA), décisions sur les changements de contenu et les nouveaux développements |
| <i>Instance supérieure:</i> | Comité de direction de l'Office des publications |
| <i>Date de début des travaux:</i> | 1994 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | 1 à 2 fois par an, au moins une fois avant la parution de l'annuaire, version papier. Pour des questions ayant trait au contenu: communication par procédure écrite |

| | |
|---|---|
| <i>Titre complet:</i> | Groupe de travail interinstitutionnel «Échange de documents électroniques» (E-Doc) |
| <i>Institutions participantes:</i> | Toutes les institutions représentées au comité de direction de l'Office des publications |
| <i>Présidence assurée par:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Berger, Albrecht <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+32) (2) 299-57552 <i>Mail:</i> Albrecht.Berger@cec.eu.int |
| <i>Description succincte du mandat:</i> | <ul style="list-style-type: none"> — Définition des structures et des formats des documents sur support électronique et fixation de leurs modalités d'échange interinstitutionnel, en concertation avec les projets concernant l'échange de ce type de documents avec l'extérieur — Coordination interinstitutionnelle des travaux entrepris dans le secteur «Communication and management of official documents» du programme IDA <p>En cas de besoin, le Groupe peut se faire assister par des sous-groupes ad hoc.</p> |
| <i>Instance supérieure:</i> | Comité de direction de l'Office des publications |
| <i>Date de début des travaux:</i> | 1993 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | 4 à 5 fois par an |

| | |
|---|---|
| <i>Titre complet:</i> | Comité de pilotage / Steering group Code de rédaction interinstitutionnel |
| <i>Institutions participantes:</i> | Juristes-linguistes du Conseil de l'UE, de la Commission européenne et du Service de Traduction/AGL; Services de traduction du Conseil de l'UE, de la Commission européenne et du Parlement européen, Cour de justice, Cour des comptes, Comité économique et social, Comité des régions, Office des publications |
| <i>Présidence assurée par:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Lahure, Bernard <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 2929-42378 <i>Mail:</i> Bernard.Lahure@cec.eu.int |
| <i>Description succincte du mandat:</i> | Concertation interinstitutionnelle en vue de l'établissement et de la maintenance du Code de rédaction interinstitutionnel (en 11 langues) |
| <i>Instance supérieure:</i> | Comité de direction de l'Office des publications |
| <i>Date de début des travaux:</i> | février 1992 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | Communication par procédure écrite; réunions ponctuelles si nécessaire |

| | |
|-----------------------|--|
| <i>Titre complet:</i> | Sous-groupes par langue (Code de rédaction interinstitutionnel) |
| <i>groupes ad hoc</i> | |

| | |
|---|--|
| <i>Titre complet:</i> | Groupe interinstitutionnel «Consolidation» |
| <i>Institutions participantes:</i> | Commission, Conseil, Parlement, Cour de justice, Office des publications |
| <i>Présidence assurée par:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Crossland, Hans Gerald <i>Institution:</i> Commission, Service juridique <i>Numéro de tél.:</i> (+32) (2) 295-5746 <i>Présidence renouvelée:</i> <i>Mail:</i> Hans-Gerald.Crossland@cec.eu.int |
| <i>Description succincte du mandat:</i> | Finaliser le programme de travail; déterminer la nature des produits à réaliser et à diffuser; suivre les activités de consolidation et de codification |
| <i>Instance supérieure:</i> | Comité de direction de l'Office des publications |
| <i>Date de début des travaux:</i> | 1999 (-> 2000) Travaux repris en 2002 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | 4 à 5 fois par an |

| | |
|---|--|
| <i>Titre complet:</i> | Groupe interinstitutionnel «Publications Multimédia — Outils et Méthodes» |
| <i>Institutions participantes:</i> | Commission, Conseil, Parlement, Cour de justice, Cour des comptes, Comité économique et social, Comité des régions, Office des publications |
| <i>Présidence assurée par:</i> | <i>Nom, prénom:</i> Lebaube, Philippe <i>Institution:</i> Office des publications <i>Numéro de tél.:</i> (+352) 2929-42855 <i>Mail:</i> philippe.lebaube@cec.eu.int |
| <i>Description succincte du mandat:</i> | Élaboration de recommandations en matière d'outils et de méthodes pour la réalisation de publications multimédias (CD-ROM, sites Internet, vidéos, services en ligne). Coordination avec les équipes éditoriales et techniques des institutions pour l'intégration des travaux du comité. Rédaction et mise à jour du «Vade-mecum de la publication multimédia». |
| <i>Instance supérieure:</i> | Comité de direction de l'Office des publications |
| <i>Date de début des travaux:</i> | 1999 |
| <i>Fréquence des réunions:</i> | 3 à 4 fois par an |

[personne de contact: L. Ceccarelli, Assistant (tél.: +352 2929-42890)]

Annexe 3 — Tableaux et graphiques

Liste des tableaux

Chapitre III — La production

1. Journal officiel: évolution du nombre de pages par série pour la période 1993-2002
2. Journal officiel: bilan 2001 et 2002
3. Répartition par pays des avis de marché publiés en 2002
4. Publications générales: volume de production 2001 et 2002
5. Publications générales: répartition de la production par ordonnateur
6. Publications générales: ventilation par langue du nombre de pages corrigées
7. Édition électronique: répartition des produits par institution ordonnatrice
8. Édition électronique: évolution du nombre de dossiers par institution ordonnatrice
9. Édition électronique: nombre de dossiers traités
10. EUR-Lex: indicateurs de fréquentation en 2002
11. EUR-Lex: ratio d'accès aux pages du site par version linguistique en 2002
12. Archive numérique EUDOR: évolution du contenu
13. Nombre d'identifiants attribués en 2002

Chapitre IV — La diffusion

Généralités

14. Évolution des activités de diffusion et de stockage
15. Gestion des adresses et mailing listes

Politique de vente et résultats obtenus

16. Journal officiel: évolution par langue des abonnements aux séries L & C: papier, CD-ROM
17. Journal officiel: évolution par langue des abonnements à la série S: CD-ROM
18. Périodiques autres que le Journal officiel: évolution des abonnements
19. Documents: évolution des abonnements
20. Monographies: nombre de nouveaux titres inscrits au catalogue
21. Périodiques autres que le Journal officiel: nombre de titres inscrits au catalogue
22. Facturation des produits hors ligne
23. Bases de données: évolution du nombre de contrats gérés directement par l'Office
24. (a) Facturation des licences «Bases de données»
(b) Nombre de contrats de licence en vigueur au 31 décembre 2002
25. Facturation des produits électroniques en ligne
26. Recettes encaissées au cours de l'exercice 2002
27. Montant net de la facturation commerciale en 2000, en 2001 et en 2002 par type de produit
28. Montant net des recettes commerciales encaissées en 2000, en 2001 et en 2002 par type de produit

Réseaux de distribution

29. Participation directe de l'Office aux foires
30. Helpdesk: ventilation des appels par trimestre et par domaine
31. Helpdesk: les 10 types de questions le plus souvent posées
32. Helpdesk: ventilation des modes de réception des demandes d'information et d'assistance
33. Représentation de l'Office par des tiers lors des foires
34. Diffusion des catalogues

Chapitre V — Gestion financière et administrative

Gestion budgétaire

Exécution budgétaire 2002

35. Exécution des crédits d'engagement de l'exercice 2002 (situation comptable au 5 février 2003)
36. Exécution des crédits d'engagement de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2002 (situation comptable au 5 février 2003)
37. Exécution des crédits de paiement de l'exercice 2002 (situation comptable au 5 février 2003)
38. Exécution des crédits de paiement de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2002 (situation comptable au 5 février 2003)
39. Crédits de l'exercice 2002 restant à liquider (situation comptable au 5 février 2003)
40. Crédits de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2002 restant à liquider (situation comptable au 5 février 2003)
41. Facturation 2002 pro forma (ventilation globale des coûts de l'Office par institution)

Gestion du budget pour le compte des institutions

42. JO 2002: coûts des prestations imputées au fonds de roulement du Journal officiel
43. JO 2002: répartition des pages produites, par institution
44. Publications générales: répartition de la facturation entre institutions, agences et organes
45. Publications générales: répartition de la facturation par unité de production
46. Nombre et montant des ordres de recouvrement établis par l'Office en 2002, détaillés par poste/ligne budgétaire

Comptabilité commerciale

47. Bilan de l'activité commerciale au 31 décembre 2002
48. Compte d'exploitation de l'activité commerciale au 31 décembre 2002

Gestion du personnel

49. Effectifs 2001 et 2002
50. Procédures administratives

Liste des graphiques

1. Évolution de la production au Journal officiel (1986-2002)
2. Indices de fréquentation TED
3. Indices de fréquentation CELEX
4. Indices de fréquentation EUR-Lex

Chapitre III — Production

Tableau 1 — Journal officiel: évolution du nombre de pages par série pour la période 1993-2002 (toutes versions linguistiques confondues)

| Série | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------------------|
| JO L | 194 796 | 240 896 | 198 736 | 215 688 | 220 012 | 232 368 | 227 876 | 240 520 | 226 339 | 262 582 |
| JO C ⁽¹⁾ | 151 652 | 189 216 | 152 120 | 246 996 | 247 000 | 285 586 | 230 811 | 225 602 | 313 406 | 331 336 |
| <i>dont JO C E</i> | — | — | — | — | — | — | 2 500 | 38 258 | 94 941 | 166 947 |
| OCVV | — | — | 244 | 388 | 497 | 518 | 878 | 957 | 1 036 | 1 428 |
| OHMI | — | — | 680 | 1 900 | 14 286 | 60 812 | 66 768 | 71 601 | 87 928 | 68 116 |
| Autres documents budgétaires | 31 761 | 32 706 | 35 478 | 37 664 | 35 574 | 36 212 | 37 620 | 40 634 | 41 261 | 41 800 ⁽²⁾ |
| Total | 378 209 | 462 818 | 387 258 | 502 636 | 517 369 | 615 496 | 563 953 | 579 314 | 669 970 | 705 262 ⁽²⁾ |

⁽¹⁾ Ces chiffres prennent en compte, jusqu'en 1996, les numéros du Journal officiel de l'exercice dont la parution effective n'a lieu qu'au cours du premier trimestre de l'exercice suivant.

⁽²⁾ + publication en format ABB en langues allemande, anglaise et française (1 324 pages par langue).

Tableau 2 — Journal officiel: bilans 2001 et 2002

| Série | 2001 | | | 2002 | | |
|-------------------------------|------------|----------------|-----------------------------|------------|-------------------------------|-----------------------------|
| | Numéros | Pages | Pages/ numéro/ langue | Numéros | Pages | Pages/ numéro/ langue |
| JO L | 349 | 226 339 | 59 | 358 | 262 582 | 67 |
| JO C | 482 | 313 406 | 59 | 469 | 331 336 | 64 |
| <i>dont JO C E</i> | 31 | 94 941 | 278 | 56 | 166 947 | 271 |
| OHMI: | | | | | | |
| JO ⁽¹⁾ | 15 | 3 112 | 207 | 13 | 2 660 | 204 |
| Bulletin ⁽²⁾ | 112 | 84 816 | 757 | 104 | 65 456 | 629 |
| OCVV ⁽²⁾ | 7 | 1 036 | 147 | 8 | 1 428 | 179 |
| Autres documents budgétaires: | | | | | | |
| APB | 1 | 21 736 | 1 976 | 1 | 23 342 ⁽³⁾ | 2 122 |
| PB | 1 | 19 525 | 1 775 | 1 | 18 458 | 1 678 |
| Total | 967 | 669 970 | | 954 | 705 262 ⁽²⁾ | 4 943 |

⁽¹⁾ Publications multilingues (5 langues).

⁽²⁾ Publication multilingue (11 langues).

⁽³⁾ + publication en format ABB en langues allemande, anglaise et française (1 324 pages par langue).

Tableau 3 — Répartition par pays des avis de marché publiés en 2002

| | B | DK | D | EL | E | F | IRL | I | L | NL | A | P | FIN | S | UK | UE | EEE | AELE | Autres | Total |
|---|------------|------------|---------------|--------------|--------------|---------------|------------|--------------|------------|--------------|--------------|------------|--------------|--------------|--------------|---------------|------------|----------|--------|---------------|
| Institutions communautaires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Parlement européen | 19 | | 2 | | | 9 | | | 106 | | | | | | | 136 | | | | 136 |
| Conseil de l'Union européenne | 30 | | | | | | | | | | | | | | | 30 | | | | 30 |
| Commission européenne | 1 091 | 20 | 55 | 31 | 35 | 31 | 52 | 172 | 276 | 47 | 16 | 5 | 11 | 8 | 25 | 1 875 | 3 | | 16 | 1 894 |
| Cour de justice des Communautés européennes | | | | | | | | | 1 | | | | | | | 1 | | | | 1 |
| Cour des comptes européenne | | | | | | | | | 30 | | | | | | | 30 | | | | 30 |
| Comité économique et social européen | 10 | | | | | | | | | | | | | | | 10 | | | | 10 |
| Comité des régions | | | | | | | | | | | | | | | | 0 | | | | 0 |
| GEIE | 15 | | 17 | | 15 | 9 | 1 | 8 | | 1 | 7 | | | 5 | 14 | 92 | | | | 92 |
| FED | 403 | | 3 | 1 | 2 | 2 | | 4 | | | | | | | | 415 | | | 363 | 778 |
| PHARE, TACIS, PECO | 1 327 | | 3 | 3 | 2 | 14 | 1 | | 4 | 4 | 2 | | 3 | | 7 | 1 370 | | | 1 948 | 3 318 |
| BEI | 1 | | | | | | | | 16 | | | | | | | 17 | | | 298 | 315 |
| BERD | | 1 | | | | | | | | | | | | | 28 | 29 | | | 94 | 123 |
| BCE | | | 16 | | | | | | | | | | | | | 16 | | | | 16 |
| Union européenne | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Travaux:</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — préinformations | 51 | 16 | 1 490 | 56 | 101 | 2 268 | 44 | 93 | 13 | 42 | 171 | 4 | 25 | 33 | 223 | 4 630 | 52 | | | 4 682 |
| — procédure ouverte | 246 | 25 | 8 394 | 144 | 647 | 4 668 | 29 | 265 | 116 | 137 | 1 331 | 138 | 26 | 207 | 18 | 16 391 | 193 | | | 16 584 |
| — procédures restreintes | 7 | 89 | 282 | 13 | 1 | 711 | 80 | 94 | 34 | 99 | 10 | | 57 | 34 | 633 | 2 144 | 34 | | 2 | 2 180 |
| — procédures restreintes accélérées | 2 | 1 | 113 | 5 | 1 | 6 | 2 | 47 | 2 | 1 | 3 | | 5 | 3 | 65 | 256 | 3 | | 1 | 260 |
| — procédures négociées | 3 | 1 | 25 | 5 | | 390 | 10 | 6 | 3 | 6 | 8 | | 1 | 7 | 56 | 521 | 4 | | | 525 |
| — procédures négociées accélérées | 3 | | 5 | 3 | | 6 | | | | | | | | | 3 | 20 | 3 | | | 23 |
| — avis de concession | 2 | 1 | 8 | 18 | 31 | 28 | 2 | 70 | 2 | 1 | 12 | 3 | | 1 | 14 | 193 | 1 | | | 194 |
| — avis concessionnaire | | | | | 1 | 3 | | 5 | | 2 | | | | 1 | 1 | 13 | | | | 13 |
| — marchés passés | 65 | 17 | 5 059 | 51 | 417 | 3 186 | 52 | 282 | 61 | 91 | 824 | 19 | 36 | 167 | 194 | 10 521 | 37 | | 1 | 10 559 |
| — informations générales | 0 | | | | 2 | | | 21 | | | | | | | 3 | 26 | | | | 26 |
| Total travaux | 379 | 150 | 15 376 | 295 | 1 201 | 11 266 | 219 | 883 | 231 | 379 | 2 359 | 164 | 150 | 453 | 1 210 | 34 715 | 327 | | | 35 046 |
| <i>Fournitures:</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — préinformations | 59 | 34 | 198 | 55 | 132 | 2 335 | 86 | 172 | 7 | 20 | 45 | 1 | 87 | 34 | 336 | 3 601 | 16 | | | 3 617 |
| — procédures ouvertes | 636 | 265 | 2 522 | 1 259 | 1 998 | 15 912 | 305 | 1 536 | 30 | 383 | 595 | 628 | 662 | 1 228 | 1 712 | 29 671 | 591 | | 2 | 30 264 |
| — procédures restreintes | 42 | 197 | 324 | 117 | 4 | 1 169 | 47 | 628 | 9 | 243 | 6 | | 46 | 29 | 2 902 | 5 763 | 27 | 1 | 6 | 5 797 |
| — procédures restreintes accélérées | 12 | 12 | 206 | 65 | 5 | 12 | 22 | 587 | | 5 | 2 | 12 | 6 | | 289 | 1 235 | 9 | | | 1 244 |
| — procédures négociées | 10 | 3 | 100 | | 1 | 1,173 | 3 | 15 | 3 | 2 | 7 | 2 | 1 | 12 | 65 | 1 397 | 22 | | | 1 419 |
| — procédures négociées accélérées | 2 | | 105 | 2 | 4 | 26 | | 7 | | | | | | | 16 | 162 | 5 | | | 167 |
| — marchés passés | 214 | 369 | 1 763 | 262 | 1 675 | 10 546 | 181 | 1 181 | 16 | 434 | 409 | 84 | 435 | 738 | 2 685 | 20 992 | 175 | | 2 | 21 169 |
| — informations générales | | | 1 | | 2 | 54 | | 5 | | | | | | | 2 | 64 | | | 1 | 65 |
| — avis de présélection | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Total fournitures | 975 | 880 | 5 219 | 1 760 | 3 821 | 31 227 | 644 | 4 131 | 65 | 1 087 | 1 064 | 727 | 1 237 | 2 041 | 8 007 | 62 885 | 845 | 1 | | 63 742 |

Tableau 3 (suite) — Répartition par pays des avis de marché publiés en 2002

| | B | DK | D | EL | E | F | IRL | I | L | NL | A | P | FIN | S | UK | UE | EEE | AELE | Autres | Total |
|---|--------------|--------------|---------------|--------------|---------------|---------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|--------------|------------|--------------|----------------|
| <i>Services:</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — avis de concours | 5 | 33 | 132 | 4 | 22 | 1 127 | 6 | 50 | 2 | | 34 | 16 | 10 | 5 | 4 | 1 450 | 21 | | | 1 471 |
| — résultats de concours | | 8 | 41 | | 6 | 330 | 2 | 9 | 1 | | 19 | 6 | 1 | 3 | 1 | 427 | 4 | | | 431 |
| — préinformations | 119 | 27 | 201 | 55 | 196 | 3 368 | 86 | 124 | 2 | 32 | 59 | 1 | 27 | 58 | 705 | 5 060 | 31 | | | 5 091 |
| — procédures ouvertes | 754 | 227 | 1 243 | 593 | 2 123 | 13 837 | 150 | 2 060 | 16 | 340 | 339 | 406 | 279 | 1 186 | 819 | 24 372 | 461 | 60 | 3 | 24 896 |
| — procédures restreintes | 54 | 384 | 274 | 23 | 76 | 2 706 | 92 | 797 | 21 | 367 | 16 | 3 | 168 | 90 | 3 418 | 8 489 | 61 | 13 | 2 | 8 565 |
| — procédures restreintes accélérées | 17 | 13 | 130 | 27 | 25 | 34 | 17 | 841 | 1 | 6 | 3 | | 6 | 10 | 371 | 1 501 | 17 | | | 1 518 |
| — procédures négociées | 130 | 9 | 1 155 | 9 | 11 | 1 640 | 77 | 56 | 11 | 180 | 195 | 1 | 15 | 73 | 743 | 4 305 | 94 | | | 4 399 |
| — procédures négociées accélérées | 43 | 3 | 208 | 3 | 5 | 41 | 3 | 54 | 2 | 1 | 22 | 1 | 1 | 1 | 76 | 464 | 8 | | | 472 |
| — marchés passés | 380 | 392 | 1 592 | 117 | 1 703 | 9 575 | 112 | 1 703 | 5 | 823 | 256 | 45 | 250 | 971 | 2 664 | 20 588 | 182 | | | 20 770 |
| — informations générales | 4 | 1 | 17 | 2 | 6 | 14 | 4 | 39 | | 3 | 3 | | 1 | | 7 | 101 | | 42 | | 143 |
| Total services | 1 506 | 1 097 | 4 993 | 833 | 4 173 | 32 672 | 549 | 5 733 | 61 | 1 752 | 946 | 479 | 758 | 2 397 | 8 808 | 66 757 | 879 | 115 | | 67 756 |
| <i>Secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications:</i> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| — système de qualification | 41 | 133 | 123 | 1 | 37 | 127 | 21 | 136 | | 44 | 73 | 21 | | 23 | 100 | 880 | 18 | | | 898 |
| — avis de concours | | 1 | 1 | | 2 | 21 | | 3 | | | 1 | | | 1 | | 30 | 1 | | | 31 |
| — résultats de concours | | | | 1 | 1 | 24 | | 4 | | | | | | 1 | | 31 | | | | 31 |
| — avis périodiques | 109 | 35 | 416 | 58 | 169 | 783 | 55 | 259 | 48 | 14 | 98 | 10 | 7 | 73 | 191 | 2 325 | 37 | | | 2 362 |
| — procédures ouvertes | 82 | 24 | 644 | 278 | 474 | 578 | 6 | 262 | 4 | 21 | 47 | 86 | 33 | 175 | 32 | 2 746 | 31 | | | 2 777 |
| — procédures restreintes | 29 | 39 | 70 | 22 | 31 | 316 | 13 | 276 | 3 | 58 | 2 | 6 | 17 | 23 | 137 | 1 042 | 9 | | | 1 051 |
| — procédures négociées | 254 | 155 | 1 199 | 16 | 94 | 1 111 | 82 | 631 | 10 | 101 | 215 | 9 | 44 | 241 | 522 | 4 684 | 83 | | | 4 767 |
| — marchés passés | 187 | 120 | 1 045 | 112 | 630 | 1 800 | 76 | 1 114 | 42 | 111 | 176 | 15 | 54 | 226 | 611 | 6 319 | 255 | | | 6 574 |
| — informations générales | 1 | | | | | | | 18 | | 1 | | | 1 | | 1 | 22 | | | | 22 |
| Total EETT | 703 | 507 | 3 498 | 488 | 1 438 | 4 760 | 253 | 2 703 | 107 | 350 | 612 | 147 | 156 | 763 | 1 594 | 18 079 | 434 | | | 18 513 |
| Informations et avis divers | | | 15 | | | 5 | | | | | | | | | | 20 | | | 30 | 50 |
| Indications complémentaires et rectificatifs | 308 | 223 | 1 431 | 759 | 405 | 4 100 | 108 | 1 028 | 16 | 249 | 352 | 294 | 79 | 327 | 1 052 | 10 731 | 94 | 4 | 4 | 10 833 |
| Total 2002 | 6 767 | 2 878 | 30 628 | 4 170 | 11 092 | 84 095 | 1 827 | 14 662 | 913 | 3 869 | 5 358 | 1 816 | 2 394 | 5 994 | 20 745 | 197 208 | 2 582 | 120 | 2 753 | 202 683 |
| Total 2001 | 6 539 | 2 917 | 28 098 | 3 317 | 10 865 | 60 631 | 1 930 | 14 158 | 820 | 3 607 | 5 108 | 2 011 | 2 210 | 5 396 | 20 400 | 168 007 | 2 155 | 74 | 1 958 | 172 194 |
| Croissance 2001/2002 (en %) | 3,49 | -1,34 | 9,00 | 25,72 | 2,09 | 38,70 | -5,34 | 3,56 | 11,34 | 7,26 | 4,89 | -9,70 | 8,33 | 11,08 | 1,69 | 17,38 | 19,81 | | 40,60 | +17,71 |

Tableau 4 — Publications générales: volume de production 2001 et 2002

| Volume produit | 2001 | 2002 | Évolution (en %) |
|-------------------------------|---------|---------|------------------|
| Nombre de parutions | 6 724 | 6 750 | + 0,39 |
| Nombre de pages corrigées | 301 358 | 346 601 | + 15,01 |
| Nombre de pages non corrigées | 285 384 | 220 642 | - 22,69 |

Tableau 5 — Publications générales: répartition de la production par ordonnateur

| Institution/agence | Pages corrigées | | | Pages non corrigées | | |
|------------------------|-----------------|----------------|------------------|---------------------|----------------|------------------|
| | 2001 | 2002 | Évolution (en %) | 2001 | 2002 | Évolution (en %) |
| Parlement européen | 2 515 | 2 724 | + 8,31 | 21 303 | 17 002 | - 20,19 |
| Conseil | 20 136 | 4 463 | - 77,84 | 10 103 | 5 945 | - 41,16 |
| Commission | 111 584 | 117 870 | + 5,63 | 150 039 | 137 745 | - 8,19 |
| Cour de justice | 153 525 | 205 147 | + 33,62 | 83 194 | 32 288 | - 61,19 |
| Cour des comptes | 11 | 7 | - 36,36 | 32 | 0 | - 100,00 |
| CES | 0 | 0 | — | 0 | 0 | — |
| CdR | 358 | 3 324 | + 828,49 | 2 196 | 6 437 | + 193,12 |
| BEI | 136 | 92 | - 32,35 | 934 | 736 | - 21,20 |
| Agences décentralisées | 13093 | 12 974 | - 0,91 | 17 583 | 20 489 | + 16,53 |
| Total | 301 358 | 346 601 | + 15,01 | 285 384 | 220 642 | - 22,69 |

Tableau 6 — Publications générales: ventilation par langue du nombre de pages corrigées

| Langue | 2001 | 2002 | Évolution (en %) |
|----------------|----------------|----------------|------------------|
| ES | 26 463 | 31 177 | + 17,81 |
| DA | 20 826 | 31 295 | + 50,27 |
| DE | 35 004 | 39 277 | + 12,21 |
| EL | 20 831 | 23 036 | + 10,59 |
| EN | 39 490 | 43 625 | + 10,47 |
| FR | 39 715 | 37 092 | - 6,60 |
| GA | 1 132 | 1 617 | + 42,84 |
| IT | 22 855 | 28 616 | + 25,24 |
| NL | 23 644 | 24 694 | + 4,44 |
| PT | 22 228 | 29 900 | + 34,52 |
| FI | 21 232 | 27 871 | + 31,27 |
| SV | 27 738 | 25 678 | - 7,43 |
| Autres langues | 199 | 2 723 | + 1 268,34 |
| Total | 301 358 | 346 601 | + 15,01 |

Tableau 7 — Édition électronique: répartition des produits par institution ordonnatrice

| Institution | Nombre de dossiers | Nombre de livrables | Ventilation par type de livrable | | | | | | |
|-------------------------|--------------------|---------------------|----------------------------------|----------------------|------------|------------|-------------|----------------|-----------|
| | | | Études | Créations graphiques | Vidéos (1) | CD-ROM | | Sites Internet | Autres |
| | | | | | | master | duplication | | |
| Comité des régions | 1 | 1 | | | | | | 1 | |
| Commission | 88 | 418 | 6 | 7 | 11 | 9 | 321 | 49 | 15 |
| Conseil | 2 | 2 | | 1 | | | | 1 | |
| Cour de justice | 2 | 3 | | | | | | 3 | |
| Cour des comptes | 4 | 5 | | | | | | 4 | 1 |
| EMCDDA | 1 | 1 | | | | | | | 1 |
| Europol | 2 | 4 | | | | 1 | 3 | | |
| OPOCE | 4 | 144 | | | | 1 | 141 | | 2 |
| OSHA | 3 | 6 | 2 | | | | 4 | | |
| Parlement européen | 6 | 46 | | 11 | | 11 | 21 | 1 | 2 |
| Total 2002 | 113 | 630 | 8 | 19 | 11 | 22 | 490 | 59 | 21 |
| Total 2001 | 123 | 812 | 2 | 0 | 21 | 161 | 522 | 65 | 41 |
| Évolution (en %) | -8 | -22 | | | | | | | |

(1) Production de l'emballage et duplication de vidéos.

Tableau 8 — Édition électronique: évolution du nombre de dossiers par institution ordonnatrice

| Institution | Nombre de dossiers | | | | Variation 2001/2002 (en nombre de dossiers) | Variation 2001/2002 (en %) |
|--|--------------------|-----------|------------|------------|--|-------------------------------|
| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | | |
| Parlement européen | 5 | 6 | 2 | 6 | 4 | 200 |
| Conseil | 2 | 1 | 5 | 2 | -3 | -60 |
| Commission | 101 | 78 | 109 | 88 | -21 | -19 |
| Cour de justice | 0 | 3 | 0 | 2 | 2 | — |
| Cour des comptes | | | | 4 | 4 | — |
| Comité économique et social | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | — |
| Comité des régions | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | — |
| Agence européenne pour l'environnement | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | — |
| Cedefop | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | — |
| Fondation européenne de Dublin | 1 | 1 | 2 | 0 | -2 | -100 |
| EMCDDA | | | | 1 | 1 | — |
| ETF | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | — |
| EUMC | 0 | 0 | 1 | 0 | -1 | -100 |
| Europol | | | | 2 | 2 | — |
| OHMI | 0 | 0 | 1 | 0 | -1 | -100 |
| OSHA | 0 | 2 | 3 | 3 | 0 | 0 |
| OPOCE | | | | 4 | 4 | — |
| Total | 115 | 94 | 123 | 113 | -10 | -8 |

Tableau 9 — **Édition électronique: nombre de dossiers traités**

| Dossiers | En cours | | | | | Clôturés | | | | |
|--------------|------------|------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|------------|------------|------------|
| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
| 1998 | 153 | 98 | 65 | 13 | 1 | 55 | 33 | 52 | 12 | 1 |
| 1999 | | 115 | 72 | 16 | 6 | | 43 | 56 | 10 | 3 |
| 2000 | | | 94 | 56 | 16 | | | 38 | 46 | 5 |
| 2001 | | | | 123 | 91 | | | | 32 | 69 |
| 2002 | | | | | 113 | | | | | 63 |
| Total | 153 | 213 | 231 | 208 | 227 | 55 | 76 | 146 | 100 | 141 |

Tableau 10 — **EUR-Lex: indicateurs de fréquentation en 2002**

| | |
|---|--------------------------|
| Nombre d'utilisateurs se connectant par jour | Entre 30 000 et 35 000 |
| Nombre de JO et de pages sommaires consultés par jour | Entre 400 000 et 500 000 |
| Nombre de documents JO téléchargés par jour | Entre 200 000 et 240 000 |
| Ratio d'utilisation JO/Législation en vigueur/Textes consolidés/Législation en préparation | 44/18/11/2 |
| Ratio par méthode d'accès aux documents (navigation/recherche par numéro/recherche plein texte) | 77/22/1 |

Tableau 11 — **EUR-Lex: ratio d'accès aux pages du site par version linguistique en 2002**

| ES | DA | DE | EL | EN | FR | IT | NL | PT | FI | SV |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 12 | 4 | 13 | 4 | 24 | 14 | 12 | 6 | 4 | 3 | 4 |

Tableau 12 — Archive numérique EUDOR: évolution du contenu

| Collection | Cumulatif au 31 décembre 2002 | Nombre de pages chargées | |
|----------------------------------|-------------------------------|--------------------------|----------------|
| | | 2002 | 2001 |
| JO L | 5 270 743 | 303 960 | 225 692 |
| JO C | 4 213 127 | 379 385 | 315 857 |
| JO P ⁽¹⁾ | 140 886 | 694 | 0 |
| CECA | 10 000 | 273 | 0 |
| Documents COM | 2 687 284 | 310 841 | 270 370 |
| Droit dérivé | 265 582 | 51 652 | 0 |
| CONSLEG | 123 233 | 0 | 17 918 |
| MTF | 11 479 | 1 908 | 1 750 |
| Eurostat | 180 373 | 0 | 0 |
| PE-doc.A4 | 500 286 | 0 | 0 |
| PE-doc.A5 | 376 432 | 132 301 | 159 037 |
| Conseil addendum | 19 604 | 308 | 2 451 |
| Conseil relevés | 2 506 | 0 | 705 |
| Traités | 4 445 | 4 445 | 0 |
| Rapports scientifiques EUR | 87 993 | 87 993 | 0 |
| Rapports scientifiques EUR (PDF) | 356 ⁽²⁾ | 356 ⁽²⁾ | 0 |
| Publications diverses (PDF) | 1 055 ⁽²⁾ | 1 055 ⁽²⁾ | 0 |
| JO C (PDF) ⁽²⁾ | 186 119 ⁽²⁾ | 186 119 ⁽²⁾ | 0 |
| JO L (PDF) ⁽²⁾ | 50 712 ⁽²⁾ | 50 712 ⁽²⁾ | 0 |
| Jurisprudence | 1 807 577 | 1 807 577 | 0 |
| Total | 15 939 792 | 2 988 899 | 993 780 |

(1) JO publiés entre le 24 avril 1958 et le 31 décembre 1967.

(2) Documents en provenance d'EUR-Lex.

(*) Documents PDF pouvant contenir plusieurs pages par document.

Tableau 13 — Nombre d'identifiants attribués en 2002

| | EUR | ISSN | ISBN | Total |
|--------------|------------|------------|--------------|--------------|
| Janvier | 38 | 87 | 131 | 256 |
| Février | 82 | 127 | 304 | 513 |
| Mars | 32 | 38 | 320 | 390 |
| Avril | 63 | 110 | 298 | 471 |
| Mai | 55 | 65 | 149 | 269 |
| Juin | 51 | 66 | 295 | 412 |
| Juillet | 49 | 109 | 308 | 466 |
| Août | 0 | 29 | 192 | 221 |
| Septembre | 45 | 28 | 219 | 292 |
| Octobre | 2 | 35 | 242 | 279 |
| Novembre | 31 | 13 | 373 | 417 |
| Décembre | 0 | 79 | 302 | 381 |
| Total | 448 | 786 | 3 133 | 4 367 |

Chapitre IV — Diffusion

Généralités

Tableau 14 — Évolution des activités de diffusion et de stockage

(en millions d'exemplaires)

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|-------------------|------|------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Diffusion de base | 42,7 | 54,4 | 46,8 | 60,0 | 81,3 | 56,6 | 50,1 | 48,0 | 51,8 | 42,9 |
| Commandes | 1,9 | 2,4 | 2,1 ⁽¹⁾ | 3,3 ⁽¹⁾ | 5,4 ⁽¹⁾ | 8,8 ⁽¹⁾ | 3,1 ⁽¹⁾ | 7,3 ⁽¹⁾ | 7,7 ⁽¹⁾ | 9,1 ⁽¹⁾ |
| Stockage | 12,2 | 13,6 | 14,9 | 22,2 | 32,0 | 29,7 | 29,5 | 32,9 | 37,0 | 40,6 |

(¹) Ces chiffres sont à augmenter d'un nombre variable de Journaux officiels et de Recueils de la jurisprudence composant une collection, qui est comptabilisée comme un seul exemplaire.

Tableau 15 — Gestion des adresses et mailing listes

| | 2000 | 2001 | 2002 |
|--------------------------------------|-----------|------------------------|-----------|
| Nombre d'adresses au 31 décembre | 1 025 469 | 1 113 994 | 1 270 190 |
| Nombre d'abonnements au 31 décembre | 1 413 232 | 1 589 187 | 1 644 680 |
| Mailings au 31 décembre | 930 | 835 | 855 |
| Abonnements créés manuellement | 160 211 | 188 794 ⁽¹⁾ | 113 801 |
| Abonnements intégrés automatiquement | 71 575 | 211 827 ⁽²⁾ | 121 239 |
| Adresses supprimées ⁽¹⁾ | 190 019 | 211 613 | 76 721 |

(¹) Par job trimestriel.

(²) Enquête du Parlement européen sur les débats sur l'Europe.

Politique de vente et résultats obtenus

Tableau 16 — Journal officiel: évolution par langue des abonnements aux séries L & C: papier, CD-ROM

| Langue | Séries L & C Papier | | | Séries L & C CD-ROM | | |
|--------------|------------------------|--------------|--------------|------------------------|--------------|--------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2000 | 2001 | 2002 |
| ES | 1 320 | 1 115 | 945 | 222 | 268 | 230 |
| DA | 260 | 224 | 182 | 51 | 57 | 50 |
| DE | 1 654 | 1 458 | 1 283 | 328 | 403 | 402 |
| EL | 169 | 134 | 98 | 64 | 71 | 58 |
| EN | 1 682 | 1 378 | 1 168 | 387 | 466 | 431 |
| FR | 2 017 | 1 759 | 1 521 | 433 | 520 | 410 |
| IT | 1 604 | 1 352 | 1 118 | 551 | 498 | 334 |
| NL | 681 | 599 | 505 | 85 | 107 | 100 |
| PT | 419 | 368 | 302 | 179 | 222 | 205 |
| FI | 116 | 98 | 91 | 20 | 23 | 22 |
| SV | 137 | 117 | 97 | 22 | 28 | 27 |
| Total | 10 059 | 8 602 | 7 310 | 2 342 | 2 663 | 2 269 |

Tableau 17 — Journal officiel: évolution par langue des abonnements à la série S: CD-ROM

| Langue | Série S CD-ROM | | | | | |
|--------------|---|--------------|--------------|--------------|------------|------------|
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2000 | 2001 | 2002 |
| | Produit multilingue, langue d'inscription | | | | | |
| | 2 x | 2 x | 2 x | 5 x | 5 x | 5 x |
| ES | 161 | 145 | 127 | 37 | 34 | 31 |
| DA | 396 | 316 | 234 | 31 | 20 | 14 |
| DE | 2 463 | 2 277 | 2 034 | 72 | 73 | 49 |
| EL | 41 | 40 | 32 | 0 | 1 | 1 |
| EN | 1 729 | 1 539 | 1 308 | 305 | 231 | 179 |
| FR | 1 564 | 1 330 | 1 190 | 259 | 205 | 166 |
| IT | 413 | 331 | 251 | 246 | 186 | 132 |
| NL | 526 | 457 | 369 | 123 | 99 | 79 |
| PT | 81 | 73 | 73 | 4 | 1 | 1 |
| FI | 7 | 6 | 4 | 0 | 0 | 0 |
| SV | 33 | 24 | 20 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 7 414 | 6 538 | 5 642 | 1 077 | 850 | 652 |

Tableau 18 — Périodiques autres que le Journal officiel: évolution des abonnements

| Titre | 2000 | 2001 | 2002 | Évolution 2001/2002 (en %) | Remarques |
|--|-------|-------|-------|----------------------------------|---|
| Parlement européen | | | | | |
| Débats (édition CD-ROM) | 28 | 44 | 43 | -2 | nouveau depuis 2000 |
| Liste des députés | 42 | 43 | 44 | +2 | |
| Total | 70 | 87 | 87 | 0 | |
| Commission | | | | | |
| a) Publications générales | | | | | |
| — Bulletin des CE | 2 722 | 2 125 | 1 995 | -6 | dont 23 CD-ROM (qui finalement ne sera pas produit) |
| — Marchés agricoles — Prix | 25 | 35 | — | — | Supprimé fin 2001 |
| — Économie européenne et Suppléments A, B et C | 2 056 | 1 970 | 975 | -50 | Depuis 2001: revue de base (sans suppléments) en langue EN seulement (FR et DE supprimés) |
| — Europe sociale et suppléments | 463 | — | — | — | Supprimé en 2001 |
| — Terminologie et traduction | 58 | 65 | 58 | -10 | |
| Total des publications générales | 5 324 | 4 195 | 3 028 | -27 | |

| Titre | 2000 | 2001 | 2002 | Évolution 2001/2002 (en %) | Remarques |
|--|---------------|---------------|---------------|----------------------------------|-----------------------------|
| b) Publications d'Eurostat | | | | | |
| — Statistiques en bref | 813 | 614 | 426 | - 30 | |
| — Eurostatistiques | 794 | 727 | 678 | - 6 | dont 16 PDF |
| — Comptes nationaux trimestriels SEC | 138 | 146 | 132 | - 9 | dont 11 PDF |
| — Sidérurgie — Statistiques mensuelles | 135 | 134 | 123 | - 8 | dont 11 PDF |
| — Commerce extérieur — Statistiques mensuelles | 285 | 289 | 240 | - 16 | dont 14 PDF |
| — Énergie — Statistiques mensuelles | 292 | 289 | 244 | - 15 | dont 20 PDF |
| — Agriculture — Statistiques trimestrielles | 150 | 164 | 157 | - 4 | dont 7 PDF |
| — Panorama de l'industrie | 231 | — | — | — | <i>Remplacé depuis 2001</i> |
| — <i>Panorama of European business</i> | 3 | 212 | 188 | - 11 | dont 14 PDF + 10 CD |
| — <i>Economic Data Pocket Book</i> | 161 | 172 | 154 | - 10 | dont 19 PDF |
| — <i>Research in official statistics</i> | 39 | 39 | 42 | + 8 | dont 1 PDF |
| — <i>Money, Finance and the Euro</i> | 168 | 173 | 164 | - 5 | dont 9 PDF + 7 CD |
| — Panorama de l'UE | 14 | — | — | — | <i>Annulé en 2001</i> |
| — <i>Social statistics</i> | 5 | 5 | 11 | + 120 | |
| — Europroms CD-ROM | 9 | 6 | 6 | = | |
| — <i>Statistiques Euro-Méditerranéennes</i> | — | 14 | 22 | + 57 | dont 3 PDF |
| — <i>CD-ROM Eurostat Electronic Library</i> | — | 10 | 12 | + 20 | |
| Total des publications d'Eurostat | 3 237 | 2 894 | 2 599 | - 10 | |
| Total des publications de la Commission | 8 561 | 7 089 | 5 714 | - 19 | |
| Cour de justice | | | | | |
| Fonction publique | 34 | 30 | 32 | + 6 | |
| Recueil de la jurisprudence + Fonction publique | 557 | 519 | 472 | - 9 | |
| Recueil de la jurisprudence | 1 791 | 1 712 | 1 574 | - 8 | |
| Total | 2 382 | 2 261 | 2 078 | - 8 | |
| Publications des agences | | | | | |
| Cedefop — Formation professionnelle | 1 898 | 1 661 | 1 494 | - 10 | |
| Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales | 442 | 423 | 396 | - 6 | |
| Journal officiel de l'OHMI | 1 292 | 1 263 | 1 132 | - 10 | |
| Bulletin OHMI (papier) | 382 | 352 | 309 | - 12 | |
| Bulletin OHMI (CD-ROM) | 127 | 131 | 131 | = | |
| Bulletin OHMI — Base cumulative | 65 | 64 | 64 | - = | |
| Total général | 15 219 | 13 331 | 11 405 | - 14 | |

Tableau 19 — Documents: évolution des abonnements

| Titre | 2001 | 2002 | Évolution 2001/2002 (en %) |
|------------------------------------|--------------------------|------------|-------------------------------|
| Commission | | | |
| Documents COM: | | | |
| — abonnements globaux | 352 | 255 | - 27 |
| — abonnements microfiches | 160 | 119 | - 25 |
| Total | 512 | 374 | - 27 |
| Comité économique et social | | | |
| Avis: | | | |
| — abonnements globaux | 138 | 74 | - 46 |
| — abonnements microfiches | 109 | 75 | - 31 |
| Total | 247 | 149 | - 39 |
| Comité des régions | | | |
| Avis: | | | |
| — abonnements globaux | 3 | 2 | - 33 |
| Total général | 762⁽¹⁾ | 525 | - 31 |

(1) Chiffre rectifié.

Tableau 20 — Monographies: nombre de nouveaux titres inscrits au catalogue (classés par institution)

| Institution | 2001 | 2002 | Évolution (en %) |
|---|-------|-------|------------------|
| Toutes institutions | 6 | 5 | - 16,67 |
| Parlement européen | 58 | 45 | - 22,41 |
| Conseil de l'Union européenne | 11 | 5 | - 54,55 |
| Commission européenne ⁽¹⁾ | 1 041 | 1 067 | + 2,50 |
| Secrétariat général | 15 | 27 | + 80 |
| Service juridique | — | 1 | — |
| Service Presse et communication | 32 | 27 | - 16 |
| DG Affaires économiques et financières | 55 | 7 | - 87 |
| DG Entreprises | 31 | 43 | + 39 |
| DG Concurrence | 6 | 9 | + 50 |
| DG Emploi et affaires sociales | 45 | 72 | + 60 |
| DG Agriculture | 9 | 15 | + 67 |
| DG Transports et énergie | 103 | 32 | - 69 |
| DG Environnement | 76 | 41 | - 46 |
| DG Recherche | 297 | 411 | + 38 |
| CCR (Geel, Ispra, Karlsruhe, Séville, Petten, DG) | 43 | 39 | - 9 |
| DG Société de l'information | 40 | 27 | - 33 |
| DG Pêche | 4 | 8 | +100 |
| DG Marché intérieur | 36 | 27 | - 25 |
| DG Politique régionale | 13 | 4 | - 69 |
| DG Fiscalité et union douanière | 1 | — | -100 |
| DG Éducation et culture | 59 | 35 | - 41 |
| DG Santé et protection des consommateurs | 2 | 9 | +350 |
| DG Justice et affaires intérieures | 12 | 9 | - 25 |
| DG Relations extérieures | 12 | 11 | - 8 |
| DG Commerce | 5 | 2 | - 60 |
| DG Développement | 2 | 4 | +100 |

| Institution | 2001 | 2002 | Évolution (en %) |
|---|--------------|--------------|------------------|
| Office de coopération (EuropeAid) | — | 35 | — |
| Office d'aide humanitaire (Echo) | — | 5 | — |
| Eurostat | 98 | 103 | + 5 |
| DG Personnel et administration | 7 | 13 | + 86 |
| DG Budget | 2 | 1 | - 50 |
| Office européen de lutte antifraude (OLAF) | 4 | 3 | - 25 |
| Service commun «Interprétation-Conférences» | 1 | — | -100 |
| Service de traduction | 1 | — | -100 |
| Office des publications | 17 | 38 | +124 |
| Bureaux (Bangui, Bonn, Bruxelles, Luxembourg, Dublin, Londres, Lisbonne, Washington) | 13 | 9 | - 31 |
| Cour de justice | 10 | 15 | + 50,00 |
| Cour des comptes | 3 | 2 | - 33,33 |
| Comité économique et social | 1 | 16 | + 1 500,00 |
| Comité des régions | 7 | 16 | + 128,57 |
| Banque européenne d'investissement | 1 | 1 | 0,00 |
| Médiateur européen | 2 | 2 | 0,00 |
| Écoles européennes | 18 | 1 | - 94,44 |
| Institut universitaire européen (Florence) | 5 | 3 | - 40,00 |
| Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (Bilbao) | 106 | 56 | - 47,17 |
| Agence européenne pour l'environnement (Copenhague) | 35 | 30 | - 14,29 |
| Agence européenne pour l'évaluation des médicaments (Londres) | 2 | — | - 100,00 |
| Centre de traduction des organes de l'UE (Luxembourg) | 1 | 1 | 0,00 |
| Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop) (Thessalonique) | 42 | 53 | + 26,19 |
| Fondation européenne pour la formation (Turin) | 1 | 19 | + 1 800,00 |
| Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin) | 31 | 22 | + 29,03 |
| Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (Lisbonne) | 6 | 7 | + 16,67 |
| Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (Alicante) | 3 | 7 | +133,33 |
| Office européen de police (Europol) (La Haye) | 9 | 12 | +33,33 |
| Regroupement des Agences (publication conjointe) | 1 | 3 | +200,00 |
| Total | 1 400 | 1 388 | - 0,86 |

Tableau 21 — Périodiques autres que le Journal officiel: nombre de titres inscrits au catalogue (classés par institution)

| Institution | 2001 | 2002 | Évolution (en %) |
|---|------------|------------|------------------|
| Toutes institutions | 1 | 2 | + 100,00 |
| Parlement européen | 33 | 32 | - 3,03 |
| Conseil de l'Union européenne | 7 | 2 | - 71,43 |
| Commission européenne | 215 | 239 | + 11,16 |
| Secrétariat général | 5 | 12 | +140 |
| Service Presse et communication | 1 | 2 | +100 |
| DG Entreprises | 5 | 15 | +200 |
| DG Affaires économiques et financières | 9 | 5 | - 44 |
| DG Concurrence | 1 | 3 | +200 |
| DG Emploi et affaires sociales | 26 | 6 | - 77 |
| DG Agriculture | 7 | 4 | - 43 |
| DG Transports et énergie | 1 | 4 | +300 |
| DG Environnement | 4 | 10 | +150 |
| DG Recherche | 6 | 6 | 0 |
| CCR (Séville, DG) | 1 | 4 | +300 |
| DG Pêche | 1 | 1 | 0 |
| DG Société de l'information | — | 1 | — |
| DG Politique régionale | 10 | 1 | - 90 |
| DG Fiscalité et union douanière | 1 | 5 | +400 |
| DG Éducation et culture | 6 | 3 | - 50 |
| DG Santé et protection des consommateurs | 1 | — | - 100 |
| DG Relations extérieures | 1 | — | - 100 |
| DG Développement | 3 | 4 | +33 |
| Office de coopération (EuropeAid) | — | 4 | — |
| Office d'aide humanitaire (Echo) | 1 | 2 | +100 |
| Eurostat | 104 | 133 | + 28 |
| DG Budget | 4 | 3 | - 25 |
| Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) | 2 | 3 | + 50 |
| Office des publications | 14 | 8 | - 43 |
| Bureaux (Bangui, Bonn, Luxembourg) | 1 | 1 | 0 |
| Cour de justice | 4 | 6 | + 50,00 |
| Cour des comptes | — | 1 | — |
| Comité économique et social | — | 1 | — |
| Comité des régions | 4 | 1 | - 75,00 |
| Banque européenne d'investissement | 3 | 7 | + 133,33 |
| Médiateur européen | 1 | 2 | + 100,00 |
| Institut universitaire européen (Florence) | — | 3 | — |
| Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (Bilbao) | 4 | 5 | + 25,00 |
| Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop) (Thessalonique) | 5 | 6 | + 20,00 |
| Centre de traduction des organes de l'UE (Luxembourg) | — | 1 | — |
| Fondation européenne pour la formation (Turin) | 3 | 3 | 0,00 |
| Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin) | 4 | 6 | + 50,00 |
| Agence européenne pour l'environnement (Copenhague) | 6 | 15 | + 150,00 |
| Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (Lisbonne) | 4 | 6 | + 50,00 |
| Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (Vienne) | — | 1 | — |
| Office communautaire des variétés végétales (Angers) | 4 | 3 | - 25,00 |
| Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (Alicante) | 17 | 11 | - 35,29 |
| Office européen de police (Europol) (La Haye) | 4 | 6 | + 50,00 |
| Total | 319 | 359 | + 12,54 |

Tableau 22 — Facturation des produits hors ligne

| Titre | 2001 (en euros) | 2002 (en euros) | Évolution 2001/2002 (en %) |
|---|--------------------|--------------------|-------------------------------|
| CD-ROM JO S | | | |
| a) Abonnements 2 éditions par semaine | 623 696 | 836 441 | + 34,11 |
| b) Abonnements 5 éditions par semaine | 191 962 | 222 210 | + 15,76 |
| c) Ventes isolées | 207 | 8 | - 96,12 |
| Total CD-ROM JO S | 815 865 | 1 058 659 | + 29,76 |
| CD-ROM JO L & C | | | |
| a) Abonnements | 247 670 | 364 549 | + 47,19 |
| b) Ventes isolées | 59 501 | 32 511 | - 45,36 |
| Total CD-ROM JO L & C | 307 171 | 397 060 | + 29,26 |
| CD-ROM Nomenclature combinée | 2 958 | 2 673 | - 9,62 |
| CD-ROM TARIC | 1 126 | 1 024 | - 9,04 |
| OHMI | | | |
| 1. Bulletin OHMI | | | |
| — abonnements CD-ROM | 84 832 | 104 130 | + 22,75 |
| — ventes monographies Bulletin CD-ROM | — | 160 | — |
| 2. EUROM CD-ROM | | | |
| — abonnements EUROM CD-ROM | 2 250 | 27 000 | + 1 100,00 |
| 3. Bulletin + EUROM CD-ROM | | | |
| — abonnement Bulletin CD-ROM + EUROM CD | — | 70 500 | — |
| 4. Abonnements combinés | | | |
| — bulletin papier + bulletin CD-ROM | 15 520 | 18 980 | + 22,29 |
| — bulletin papier + EUROM CD-ROM | 0 | 40 500 | — |
| — bulletin papier + CD-ROM + EUROM CD-ROM | 0 | 35 625 | — |
| Total OHMI | 102 602 | 296 895 | + 189,21 |
| CD-ROM COMEXT | 385 812 | 584 423 | + 51,48 |
| CD-ROM EUROPROMS | 14 356 | 15 588 | + 8,58 |
| CD-ROM <i>Statistical Yearbook</i> | 22 865 | 1 541 | - 93,26 |
| CD-ROM Europe en chiffres | 12 786 | 513 | - 95,99 |
| CD-ROM FT EUROFILE | 37 | 74 | + 99,24 |
| CD-ROM <i>Panorama of EU industry</i> (éditions Value et Pro) | 18 492 | - 436 | - 102,36 |
| EUROVOC sur CD-ROM | 1 004 | 1 072 | + 6,77 |
| CD-ROM IUCLID | 12 956 | 7 586 | - 41,45 |
| CD-ROM Electronic Library | — | 17 000 | — |
| Autres CD-ROM et produits combinés | | | |
| — Eurostat | 22 367 | 28 476 | + 27,31 |
| — autres | 26 275 | 46 497 | + 76,96 |
| Total | 1 746 672 | 2 458 644 | + 40,76 |

Tableau 23 — Bases de données: évolution du nombre de contrats gérés directement par l'Office

| Client | 2001 | 2002 | Évolution (en nombre) |
|--|--------------|--------------|--------------------------|
| Carrefours ruraux | 96 | 99 | + 3 |
| BC-NET/BRE | 4 | 2 | - 2 |
| CDE | 445 | 460 | + 15 |
| Info-Point Europe | 132 | 136 | + 4 |
| Fournisseurs de données | 1 | 1 | — |
| EIC | 179 | 156 | - 23 |
| Gateways | 16 | 15 | - 1 |
| Autres réseaux de vente | 40 | 86 | + 46 |
| Forum urbain pour le développement durable | 17 | 17 | — |
| Clients standard + client hors UE | 166 | 154 | - 12 |
| Représentations permanentes | 12 | 13 | + 1 |
| Traducteurs free lance | 276 | 289 | + 13 |
| Universités | 59 | 47 | - 12 |
| Bibliothèques publiques | 4 | 3 | - 1 |
| Autres | 49 | 48 | - 1 |
| Flat fee CELEX | 309 | 333 | + 24 |
| Total | 1 805 | 1 859 | + 54 |

Tableau 24 — a) Facturation des licences «Bases de données»

| | 2001 (en euros) | 2002 (en euros) | Évolution (en %) |
|--|--------------------|--------------------|---------------------|
| 1. CELEX | 435 286 | 438 785 | + 0,80 |
| 2. SCAD | 620 | 0 | - 100,00 |
| 3. TED | 302 525 | 284 725 | - 5,88 |
| Sous-total Office | 738 431 | 723 510 | - 2,02 |
| 4. NEW CRONOS | 164 781 | 0 | - 100,00 |
| 5. COMEXT | 56 400 | 0 | - 100,00 |
| 6. Publications diverses | 5 000 | 0 | - 100,00 |
| 7. Royalties | 8 475 | 9 628 | + 13,60 |
| Sous-total Eurostat | 234 656 | 9 628 | - 95,90 |
| 8. RTC (DG TAXUD) | - 1 500 | 0 | - 100,00 |
| 9. Business & Consumer Survey (DG ECFIN) | 0 | 8 400 | — |
| Total | 971 587 | 741 538 | - 23,68 |

b) Nombre de contrats de licence en vigueur au 31 décembre 2002

| | 2001 | 2002 |
|----------------------------|------------|------------|
| CELEX | 33 | 30 |
| TED | 96 | 94 |
| RTC | 1 | 1 |
| Business & Consumer Survey | 1 | 1 |
| Total | 131 | 126 |

Tableau 25 — Facturation des produits électroniques en ligne

| Base | 2001 (en euros) | 2002 (en euros) | Évolution 2001/2002 (en %) |
|---------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------------|
| CELEX | | | |
| — directe | 26 115 | 33 535 | + 28,41 |
| — gateway | 193 892 | 149 802 | - 22,74 |
| — flat fee | 350 401 | 435 646 | + 24,33 |
| Total | 570 408 | 618 983 | + 8,52 |
| EUDOR — document delivery MTF | | | |
| — directe | 0 | 0 | — |
| — gateway | 10 | 0 | - 100,00 |
| Total | 10 | 0 | - 100,00 |
| EUDOR — document delivery JO | | | |
| — directe | 1 419 | - 17 | - 101,16 |
| — gateway | 6 909 | 938 | - 86,43 |
| Total | 8 328 | 921 | - 88,94 |
| EUDOR — document delivery Doc. COM | | | |
| — directe | 1 033 | - 39 | - 103,79 |
| — gateway | 4 141 | 162 | - 96,08 |
| Total | 5 174 | 123 | - 97,62 |
| EUDOR — document delivery Consleg | | | |
| — directe | 44 | 0 | - 100,00 |
| — gateway | 340 | 28 | - 91,64 |
| Total | 384 | 28 | - 92,60 |
| EUDOR — document delivery Rapports PE | | | |
| — directe | 4 | 0 | - 100,00 |
| — gateway | 14 | 0 | - 100,00 |
| Total | 18 | 0 | - 100,00 |
| Total directe | 28 615 | 33 480 | + 17,00 |
| Total gateway | 205 306 | 150 930 | - 26,49 |
| Flat fee CELEX | 350 401 | 435 646 | + 24,33 |
| Total général | 584 322 | 620 055 | + 6,12 |

Tableau 26 — Recettes encaissées au cours de l'exercice 2002

(en euros)

| Ordonnateur | Recettes encaissées au 31 décembre 2002 | | | | |
|--|---|---------------------|------------------------|---------------------|----------------------|
| | Journal officiel | Autres périodiques | Produits électroniques | Autres publications | Total |
| Parlement | 1 036 492,24 | 1 054,91 | 16 187,65 | 17 925,17 | 1 071 659,97 |
| Cour de justice | 84 733,27 | 650 886,62 | — | 15 092,99 | 750 712,88 |
| CES | 90 785,54 | 17 268,36 | — | 2 632,28 | 110 686,18 |
| CdR | 23 353,88 | 4 305,68 | — | 4 628,46 | 32 288,02 |
| Cour des comptes | 120 062,46 | — | — | 1 697,78 | 121 760,24 |
| Conseil | 545 016,77 | — | 298,44 | 24 791,07 | 570 106,28 |
| Commission ⁽¹⁾ | 2 538 457,92 | 1 070 631,78 | 780 763,10 | 2 004 712,07 | 6 394 564,87 |
| AEE | — | — | 145,58 | 8 952,41 | 9 097,99 |
| Cedefop | — | 22 606,56 | 322,60 | 21 328,15 | 44 257,31 |
| Fondation de Dublin | — | 83,93 | - 27,13 | 9 113,85 | 9 170,65 |
| OHMI | — | 144 217,18 | 151 828,07 | 2 398,67 | 298 443,92 |
| OCVV | — | 24 720,92 | — | 109,33 | 24 830,25 |
| Divers | — | — | — | 4 063,72 | 4 063,72 |
| Office des publications ⁽²⁾ | 668 199,11 | 38 617,66 | 859 056,46 | 39 315,18 | 1 605 188,41 |
| Total | 5 107 101,19 | 1 974 393,60 | 1 808 574,77 | 2 156 761,13 | 11 046 830,69 |

⁽¹⁾ Sauf Office des publications.⁽²⁾ Y compris JO S.

(en %)

| Ordonnateur | Recettes encaissées au 31 décembre 2002 | | | | |
|--|---|--------------------|------------------------|---------------------|---------------|
| | Journal officiel | Autres périodiques | Produits électroniques | Autres publications | Total |
| Parlement | 20,30 | 0,05 | 0,90 | 0,83 | 9,70 |
| Cour de justice | 1,66 | 32,97 | — | 0,70 | 6,80 |
| CES | 1,78 | 0,87 | — | 0,12 | 1,00 |
| CdR | 0,46 | 0,22 | — | 0,21 | 0,29 |
| Cour des comptes | 2,35 | — | — | 0,08 | 1,10 |
| Conseil | 10,67 | — | 0,02 | 1,15 | 5,16 |
| Commission ⁽¹⁾ | 49,70 | 54,23 | 43,17 | 92,95 | 57,89 |
| AEE | — | — | 0,01 | 0,42 | 0,08 |
| Cedefop | — | 1,14 | 0,02 | 0,99 | 0,40 |
| Fondation de Dublin | — | 0,00 | 0,00 | 0,42 | 0,08 |
| OHMI | — | 7,30 | 8,39 | 0,11 | 2,70 |
| OCVV | — | 1,25 | — | 0,01 | 0,22 |
| Divers | — | — | — | 0,19 | 0,04 |
| Office des publications ⁽²⁾ | 13,08 | 1,96 | 47,50 | 1,82 | 14,53 |
| Total | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 | 100,00 |

⁽¹⁾ Sauf Office des publications.⁽²⁾ Y compris JO S.

Tableau 27 — Montant net de la facturation commerciale en 2000, en 2001 et en 2002 par type de produit

| | 2000 | | 2001 | | 2002 | |
|----------------------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|
| | Euros | % | Euros | % | Euros | % |
| JO L, C et S | 8 530 438,14 | 54,44 | 6 619 556,41 | 53,00 | 8 061 448,71 | 52,74 |
| Autres périodiques | 2 768 210,86 | 17,67 | 1 181 448,76 | 9,46 | 2 848 278,34 | 18,63 |
| Publications électroniques | 2 063 946,12 | 13,17 | 1 796 341,94 | 14,38 | 2 226 847,79 | 14,57 |
| Autres publications | 2 305 722,93 | 14,72 | 2 891 868,61 | 23,15 | 2 149 658,47 | 14,06 |
| Total | 15 668 318,05 | 100,00 | 12 489 215,72 | 100,00 | 15 286 233,31 | 100,00 |

Tableau 28 — Montant net des recettes commerciales encaissées en 2000, en 2001 et en 2002 par type de produit

| | 2000 | | 2001 | | 2002 | |
|----------------------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|
| | Euros | % | Euros | % | Euros | % |
| JO L, C et S | 11 482 981,22 | 55,98 | 6 099 977,32 | 49,37 | 5 107 101,19 | 46,23 |
| Autres périodiques | 4 267 294,87 | 20,80 | 1 477 288,11 | 11,96 | 1 974 393,60 | 17,87 |
| Publications électroniques | 2 152 843,37 | 10,50 | 1 974 316,04 | 15,98 | 1 808 574,77 | 16,37 |
| Autres publications | 2 608 229,24 | 12,72 | 2 804 109,43 | 22,69 | 2 156 761,13 | 19,52 |
| Total | 20 511 348,71 | 100,00 | 12 355 690,90 | 100,00 | 11 046 830,69 | 100,00 |

Réseaux de distribution

Tableau 29 — Participation directe de l'Office aux foires

| Événement | Lieu | Date |
|-----------------------------|------------|----------------|
| Frankfurter Buchmesse | Francfort | 9-14 octobre |
| Journées portes ouvertes PE | Strasbourg | 23-24 novembre |
| Online Information (*) | Londres | 3-5 décembre |

(*) Événement auquel ont participé plusieurs services de la Commission européenne.

Tableau 30 — Helpdesk: ventilation des appels par trimestre et par domaine

| | 2001 | | 2002 | | | | |
|-------------------------|--------------------------|---------------|---------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| | 4 ^e trimestre | % | 1 ^{er} trimestre | 2 ^e trimestre | 3 ^e trimestre | 4 ^e trimestre | % |
| Législation | 1 229 | 23,25 | 1 331 | 1 341 | 1 184 | 1 089 | 18,45 |
| Marchés publics | 1 298 | 24,55 | 2 338 | 1 801 | 1 683 | 1 978 | 29,11 |
| Information générale | 1 971 | 37,28 | 3 163 | 2 384 | 2 318 | 2 001 | 36,81 |
| Délivrance de documents | 761 | 14,39 | 729 | 933 | 1 065 | 1 294 | 15,00 |
| Autres | 28 | 0,53 | 49 | 44 | 31 | 43 | 0,62 |
| Total | 5 287 | 100,00 | 7 610 | 6 503 | 6 281 | 6 405 | 100,00 |

NB: Législation = EUR-Lex + CELEX + CD-ROM L&C
 Marchés publics = TED + SIMAP (à partir de novembre 2002) + CD-ROM JO S
 Information générale = Recherche d'information sur les publications
 Délivrance de documents = Catdiff + Commande de documents via CELEX ou portail EUR-Lex
 Autres = IDEA + CD-ROM OHMI + autres CD-ROM

Tableau 31 — Helpdesk: les 10 types de questions le plus souvent posées

| | Type de question | Nombre de demandes |
|----|--|--------------------|
| 1 | Recherche d'un document législatif | 2 187 |
| 2 | Problème avec une commande en format TIFF dans EUR-Lex | 1 491 |
| 3 | Recherche d'un avis publié au JO S | 1 302 |
| 4 | Problème d'accès à TED | 1 113 |
| 5 | Recherche d'une publication payante | 1 047 |
| 6 | Recherche d'une publication gratuite | 1 031 |
| 7 | Demande d'information sur les institutions (offres d'emploi, historique, etc.) | 875 |
| 8 | Modification d'un abonnement (changement d'adresse, annulation, etc.) | 571 |
| 9 | Problème pour installer/lire le CD-ROM JO S | 554 |
| 10 | Envoi d'un avis pour publication au JO S | 521 |

Tableau 32 — Helpdesk: ventilation des modes de réception des demandes d'information et d'assistance

| | Mode de réception | % |
|---|-------------------|----|
| 1 | E-mail | 77 |
| 2 | Téléphone | 14 |
| 3 | Courrier | 6 |
| 4 | Télécopie | 3 |

Tableau 33 — Représentation de l'Office par des tiers lors des foires

| Événement | Lieu | Date | Représenté par |
|---------------------------|------------|---------------|----------------|
| Biblioteka 2002 | Bratislava | 7-10 novembre | SCSTI |
| Frankfurt after Frankfurt | Ljubljana | 7-12 novembre | GV Založba |

Tableau 34 — **Diffusion des catalogues**

| Publication | 2000 | 2001 | 2002 | Remarques |
|--|----------------|----------------|----------------|--|
| Catalogue des publications | 63 000 | 72 150 | 3 750 | Annuel (envoi sur demande du catalogue 2001 en 2002) |
| Publications clés de l'UE (extrait des catalogues de publications) | 165 650 | 117 300 | 111 800 | Annuel |
| Catalogue Eurostat | 4 000 | 5 400 | 16 260 | Annuel |
| Référence Statistiques d'Eurostat | — | 13 950 | 13 850 | Semestriel |
| Catalogue Cedefop | 1 400 | 610 | 350 | Envoi sur demande |
| Total | 384 460 | 222 700 | 146 010 | |

Chapitre V — Gestion financière et administrative

Gestion budgétaire

Exécution budgétaire 2002

Les tableaux 35 à 40 sont extraits tels quels des documents comptables fournis par la direction générale «Budget» de la Commission.

Tableau 35 — Exécution des crédits d'engagement de l'exercice 2002 (situation comptable au 5 février 2003)

NB: Le tableau 36 reprend le détail pour l'article A-342.

(en euros)

| Direction Générale | Intitulé | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|--|---|------------------------------|--|-----------------------------|----------------|------------------------------------|-----------------------------|----------------|----------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | 9 | 10=4-7-9 |
| Partie A - DEPENSES ADMINISTRATIVES | | | | | | | | | | | |
| Chapitre A-24: AFFRANCHISSEMENT, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE | | | | | | | | | | | |
| A-240 | Affranchissement de correspondance | 0,00 | 1.000.000,00 | 0,00 | 1.000.000,00 | 1.000.000,00 | 0,00 | 1.000.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| Total Chapitre A-24 | | 0,00 | 1.000.000,00 | 0,00 | 1.000.000,00 | 1.000.000,00 | 0,00 | 1.000.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre A-34: PUBLICATIONS | | | | | | | | | | | |
| A-342 | Office des publications | 60.730.000,00 | 12.138.619,05 | 2.994.411,60 | 75.863.030,65 | 68.945.567,96 | 2.927.892,03 | 71.873.459,99 | 94,74 % | 3.189.460,40 | 800.110,26 |
| A-343 | Codification et consolidation du droit communautaire | 11.000.000,00 | -2.500.000,00 | 0,00 | 8.500.000,00 | 8.499.999,48 | 0,00 | 8.499.999,48 | 100,00 % | 0,00 | 0,52 |
| Total Chapitre A-34 | | 71.730.000,00 | 9.638.619,05 | 2.994.411,60 | 84.363.030,65 | 77.445.567,44 | 2.927.892,03 | 80.373.459,47 | 95,27 % | 3.189.460,40 | 800.110,78 |
| Total Partie A | | 71.730.000,00 | 10.638.619,05 | 2.994.411,60 | 85.363.030,65 | 78.445.567,44 | 2.927.892,03 | 81.373.459,47 | 95,33 % | 3.189.460,40 | 800.110,78 |
| Sous-Section B5 - PROTECTION DES CONSOMMATEURS, MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE ET RÉSEAUX TRANSEUROPEÉNS | | | | | | | | | | | |
| Chapitre B5-30: ACTIONS STRATÉGIQUES DE MISE EN ŒUVRE | | | | | | | | | | | |
| B5-304 | Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services | 24.200.000,00 | 4.564.096,51 | 1.995.494,31 | 30.759.590,82 | 28.764.096,51 | 1.995.494,31 | 30.759.590,82 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| Total Chapitre B5-30 | | 24.200.000,00 | 4.564.096,51 | 1.995.494,31 | 30.759.590,82 | 28.764.096,51 | 1.995.494,31 | 30.759.590,82 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| Total Sous-Section B5 | | 24.200.000,00 | 4.564.096,51 | 1.995.494,31 | 30.759.590,82 | 28.764.096,51 | 1.995.494,31 | 30.759.590,82 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| Total DG OPOCE | | 95.930.000,00 | 15.202.715,56 | 4.989.905,91 | 116.122.621,47 | 107.209.663,95 | 4.923.386,34 | 112.133.050,29 | 96,56 % | 3.189.460,40 | 800.110,78 |

Tableau 36 — Exécution des crédits d'engagement de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2002 (situation comptable au 5 février 2003)

| Données dans les colonnes |
|--|
| Crédits votés au budget (C1), (Colonne 1) |
| Crédits d'engagement de l'exercice 2001 (colonne 2) : modifications par BRS et virements (C1), crédits AELE (C1), crédits de réemploi (C4), crédits issus des reversements d'acompte (C6,C7), recettes de tiers (R0, T0, PECO, CR) diminués des engagements reportés du même type (R0, T0,PECO, CR) |
| Crédits d'engagement reportés de l'exercice 2000 (colonne 3): crédits reportés par décision de l'autorité budgétaire ou de la Commission (C2,C3), crédits de réemploi reportés (C5) diminués des engagements reportés du même type (C5) |
| Exécution des crédits d'engagement sur les crédits de l'exercice 2001 (colonne 5): engagements effectués sur crédits votés au budget (C1), crédits de réemploi (C4), crédits issus des reversements d'acompte (C6,C7), crédits de tiers (R0, T0, PECO, CR) |
| Exécution des crédits d'engagement reportés de l'exercice 2000 (colonne 6): Engagements effectués sur crédits reportés par décision de l'autorité budgétaire ou de la Commission (C2, C3), crédits de réemploi reportés (C5) |
| Crédits reportés à l'exercice 2002 (colonne 9) : crédits non utilisés (crédits - engagements reportés- engagements de l'exercice) des recettes de tiers (R0, T0, PECO, CR), crédits de réemploi (C4) non utilisés, reports décidés par l'autorité budgétaire ou la Commission (C2,C3) pour l'exercice suivant |

(en euros)

| Poste budgétaire | Libellé poste Intitulé Libellé poste | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-------------------------------------|---------------|------------------------------------|-----------------------------|---------------|----------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | Crédits reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| Partie A | | | | | | | | | | | |
| A-1100 | Traitements de base | 24.700.000,00 | -71.000,00 | 35,81 | 24.629.035,81 | 24.529.000,00 | 0,00 | 24.529.000,00 | 99,59 % | 100.000,00 | 35,81 |
| A-1101 | Allocations familiales | 2.743.000,00 | 0,00 | 0,00 | 2.743.000,00 | 2.743.000,00 | 0,00 | 2.743.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1102 | Indemnités de dépaysement et d'expatriation (y compris article 97 du statut CECA) | 3.364.000,00 | 62.000,00 | 0,00 | 3.426.000,00 | 3.426.000,00 | 0,00 | 3.426.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1103 | Indemnités forfaitaires | 227.000,00 | 28.000,00 | 0,00 | 255.000,00 | 255.000,00 | 0,00 | 255.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1110 | Agents auxiliaires | 931.000,00 | 151.524,75 | 0,00 | 1.082.524,75 | 1.077.000,00 | 0,00 | 1.077.000,00 | 99,49 % | 5.524,75 | 0,00 |
| A-1112 | Agents locaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1120 | Perfectionnement professionnel, recyclage et information du personnel | 92.000,00 | 4.000,00 | 0,00 | 96.000,00 | 96.000,00 | 0,00 | 96.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1130 | Couverture des risques de maladie | 829.000,00 | 18.000,00 | 0,00 | 847.000,00 | 847.000,00 | 0,00 | 847.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1131 | Couverture des risques d'accident et de maladie professionnelle | 189.600,00 | 28.000,00 | 0,00 | 217.600,00 | 217.600,00 | 0,00 | 217.600,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1132 | Couverture du risque de chômage des agents temporaires | 6.000,00 | 2.000,00 | 0,00 | 8.000,00 | 8.000,00 | 0,00 | 8.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1133 | Constitution ou maintien de droits à pension pour les agents temporaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Libellé poste | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-------------------------------------|--------------|------------------------------------|-----------------------------|--------------|----------|------------------------------------|-----------------|
| | Intitulé | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | Crédits reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | Libellé poste | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-1140 | Allocations à la naissance et en cas de décès | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 1.000,00 | 1.000,00 | 0,00 | 1.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1141 | Frais de voyages annuels du lieu d'affectation au lieu d'origine | 430.000,00 | 0,00 | 0,00 | 430.000,00 | 430.000,00 | 0,00 | 430.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1142 | Indemnités de logement et de transport | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1143 | Indemnités forfaitaires de fonctions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1144 | Indemnités forfaitaires de déplacement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1145 | Indemnité spéciale pour les comptables et régisseurs d'avances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1147 | Indemnités pour service continu ou par tours ou pour astreinte sur le site et/ou à domicile | 50.000,00 | 4.000,00 | 0,00 | 54.000,00 | 54.000,00 | 0,00 | 54.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1149 | Autres indemnités et remboursements | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1150 | Heures supplémentaires | 48.000,00 | -4.000,00 | 0,00 | 44.000,00 | 44.000,00 | 0,00 | 44.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1174 | Prestations d'appoint dans le domaine de la correction des textes | 1.500.000,00 | -130.000,00 | 0,00 | 1.370.000,00 | 1.370.000,00 | 0,00 | 1.370.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1175 | Autres prestations d'appoint | 105.000,00 | 180.000,00 | 0,00 | 285.000,00 | 285.000,00 | 0,00 | 285.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1181 | Frais de voyage (y compris ceux des membres de la famille) | 20.000,00 | 0,00 | 0,00 | 20.000,00 | 20.000,00 | 0,00 | 20.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1182 | Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation | 65.000,00 | 0,00 | 0,00 | 65.000,00 | 65.000,00 | 0,00 | 65.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Libellé poste | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-------------------------------------|------------|------------------------------------|-----------------------------|------------|----------|------------------------------------|-----------------|
| | Intitulé | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | Crédits reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | Libellé poste | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-1183 | Frais de déménagement | 60.000,00 | 20.000,00 | 0,00 | 80.000,00 | 80.000,00 | 0,00 | 80.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1184 | Indemnités journalières temporaires | 150.000,00 | 0,00 | 0,00 | 150.000,00 | 150.000,00 | 0,00 | 150.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1190 | Coefficients correcteurs | 445.000,00 | 59.000,00 | 0,00 | 504.000,00 | 504.000,00 | 0,00 | 504.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1191 | Crédit provisionnel | 410.000,00 | -246.000,00 | 0,00 | 164.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 164.000,00 |
| A-1291 | Crédit provisionnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1300 | Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires | 345.000,00 | 1.403,63 | 845,51 | 347.249,14 | 345.000,00 | 0,00 | 345.000,00 | 99,59 % | 1.403,63 | 845,51 |
| A-1400 | Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines | 8.400,00 | 0,00 | 0,00 | 8.400,00 | 4.400,00 | 0,00 | 4.400,00 | 52,38 % | 0,00 | 4.000,00 |
| A-1401 | Frais de transformation courante et de renouvellement courant des installations des restaurants et cantines | 11.200,00 | 0,00 | 0,00 | 11.200,00 | 3.200,00 | 0,00 | 3.200,00 | 28,57 % | 0,00 | 8.000,00 |
| A-1402 | Frais de transformation exceptionnelle et de renouvellement exceptionnel des installations des restaurants et cantines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1520 | Fonctionnaires nationaux, internationaux et agents du secteur privé affectés temporairement dans les services de l'institution | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 1.000,00 |
| A-1521 | Fonctionnaires de l'institution affectés temporairement dans des administrations nationales, des organisations internationales ou dans des institutions ou entreprises publiques ou privées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1600 | Secours extraordinaires | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 500,00 |
| A-1610 | Relations sociales entre les membres du personnel | 32.000,00 | 0,00 | 0,00 | 32.000,00 | 32.000,00 | 0,00 | 32.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Libellé poste | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-------------------------------------|--------------|------------------------------------|-----------------------------|--------------|----------|------------------------------------|-----------------|
| | Intitulé | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | Crédits reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | Libellé poste | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-1620 | Autres interventions sociales | 9.000,00 | 0,00 | 0,00 | 9.000,00 | 1.800,00 | 0,00 | 1.800,00 | 20,00 % | 0,00 | 7.200,00 |
| A-1630 | Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies | 290.000,00 | 0,00 | 0,00 | 290.000,00 | 290.000,00 | 0,00 | 290.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1640 | Aide complémentaire aux handicapés | 5.000,00 | 0,00 | 0,00 | 5.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 5.000,00 |
| A-1701 | Frais de réception et de représentation des membres du personnel | 4.800,00 | 0,00 | 0,00 | 4.800,00 | 4.800,00 | 0,00 | 4.800,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2000 | Loyers | 4.291.000,00 | 702.212,28 | 439.668,12 | 5.432.880,40 | 4.875.578,31 | 439.424,20 | 5.315.002,51 | 97,83 % | 81.549,51 | 36.328,38 |
| A-2010 | Assurances | 10.000,00 | 0,00 | 0,00 | 10.000,00 | 9.040,14 | 0,00 | 9.040,14 | 90,40 % | 0,00 | 959,86 |
| A-2020 | Eau, gaz, électricité et chauffage | 671.000,00 | 91.000,00 | 0,00 | 762.000,00 | 762.000,00 | 0,00 | 762.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2030 | Nettoyage et entretien | 505.000,00 | -75.000,00 | 0,00 | 430.000,00 | 417.665,47 | 0,00 | 417.665,47 | 97,13 % | 0,00 | 12.334,53 |
| A-2040 | Aménagement des locaux | 85.000,00 | 0,00 | 0,00 | 85.000,00 | 77.029,88 | 0,00 | 77.029,88 | 90,62 % | 0,00 | 7.970,12 |
| A-2050 | Sécurité et surveillance des immeubles | 778.000,00 | 85.000,00 | 0,00 | 863.000,00 | 815.102,39 | 0,00 | 815.102,39 | 94,45 % | 0,00 | 47.897,61 |
| A-2060 | Acquisition de biens immobiliers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2070 | Construction d'immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2080 | Autres dépenses préliminaires à l'acquisition de biens immobiliers ou à la construction d'immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Libellé poste Intitulé Libellé poste | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|--|------------------------------|--|-------------------------------------|--------------|------------------------------------|-----------------------------|--------------|----------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | Crédits reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-2090 | Autres dépenses afférentes aux immeubles | 99.000,00 | 0,00 | 0,00 | 99.000,00 | 86.000,00 | 0,00 | 86.000,00 | 86,87 % | 0,00 | 13.000,00 |
| A-2100 | Exploitation au centre informatique | 2.570.000,00 | 580.000,00 | 0,00 | 3.150.000,00 | 3.077.215,65 | 0,00 | 3.077.215,65 | 97,69 % | 0,00 | 72.784,35 |
| A-2120 | Prestations de personnel d'exploitation informatique | 3.527.000,00 | -508.471,14 | 146.676,47 | 3.165.205,33 | 2.639.927,85 | 146.676,47 | 2.786.604,32 | 88,04 % | 202.528,86 | 176.072,15 |
| A-2200 | Premier équipement en matériel et installations techniques | 201.500,00 | 419.000,00 | 665.000,00 | 1.285.500,00 | 598.208,52 | 664.351,00 | 1.262.559,52 | 98,27 % | 0,00 | 22.940,48 |
| A-2202 | Location de matériel et installations techniques | 554.000,00 | -384.000,00 | 0,00 | 170.000,00 | 131.440,42 | 0,00 | 131.440,42 | 77,32 % | 0,00 | 38.559,58 |
| A-2203 | Entretien, utilisation et réparation de matériel et installations techniques | 250.000,00 | 110.000,00 | 0,00 | 360.000,00 | 321.008,81 | 0,00 | 321.008,81 | 89,17 % | 0,00 | 38.991,19 |
| A-2204 | Matériel bureautique | 3.000,00 | 0,00 | 0,00 | 3.000,00 | 3.000,00 | 0,00 | 3.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2210 | Premier équipement en mobilier | 231.000,00 | 65.000,00 | 0,00 | 296.000,00 | 277.076,40 | 0,00 | 277.076,40 | 93,61 % | 0,00 | 18.923,60 |
| A-2212 | Location de mobilier | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2213 | Entretien, utilisation et réparation de mobilier | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2230 | Premier équipement en matériel de transport | 20.000,00 | -2.012,29 | 0,00 | 17.987,71 | 15.050,20 | 0,00 | 15.050,20 | 83,67 % | 2.937,51 | 0,00 |
| A-2232 | Location de matériel de transport | 38.000,00 | 14.000,00 | 0,00 | 52.000,00 | 51.110,11 | 0,00 | 51.110,11 | 98,29 % | 0,00 | 889,89 |
| A-2233 | Entretien, exploitation et réparation de matériel de transport | 24.000,00 | 2.450,49 | 179,43 | 26.629,92 | 22.000,00 | 0,00 | 22.000,00 | 83,17 % | 2.450,49 | 2.179,43 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Libellé poste | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-------------------------------------|------------|------------------------------------|-----------------------------|------------|----------|------------------------------------|-----------------|
| | Intitulé | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | Crédits reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | Libellé poste | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-2250 | Fonds de bibliothèque, achats de livres | 14.200,00 | -1.000,00 | 0,00 | 13.200,00 | 13.200,00 | 0,00 | 13.200,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2251 | Matériels spéciaux de bibliothèque, de documentation et de reproduction | 1.500,00 | 0,00 | 0,00 | 1.500,00 | 1.500,00 | 0,00 | 1.500,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2252 | Abonnements aux journaux et périodiques | 4.600,00 | 1.000,00 | 0,00 | 5.600,00 | 5.600,00 | 0,00 | 5.600,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2253 | Abonnements aux agences de presse | 1.500,00 | 0,00 | 0,00 | 1.500,00 | 1.125,00 | 0,00 | 1.125,00 | 75,00 % | 0,00 | 375,00 |
| A-2254 | Frais de reliure et de conservation des ouvrages de bibliothèque | 11.000,00 | 0,00 | 0,00 | 11.000,00 | 10.360,00 | 0,00 | 10.360,00 | 94,18 % | 0,00 | 640,00 |
| A-2255 | Abonnements aux services d'information rapide sur écran | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2300 | Papeterie et fournitures de bureau | 995.000,00 | -360.358,00 | 101.587,00 | 736.229,00 | 540.161,53 | 101.587,00 | 641.748,53 | 87,17 % | 90.543,32 | 3.937,15 |
| A-2320 | Frais bancaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2329 | Autres frais financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2330 | Frais de contentieux | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 1.000,00 |
| A-2340 | Domages et intérêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2350 | Assurances diverses | 3.000,00 | 0,00 | 0,00 | 3.000,00 | 1.800,00 | 0,00 | 1.800,00 | 60,00 % | 0,00 | 1.200,00 |
| A-2351 | Tenues de service et vêtements de travail | 20.000,00 | 0,00 | 0,00 | 20.000,00 | 16.141,00 | 0,00 | 16.141,00 | 80,71 % | 0,00 | 3.859,00 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Libellé poste | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-------------------------------------|---------------|------------------------------------|-----------------------------|---------------|----------|------------------------------------|-----------------|
| | Intitulé | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | Crédits reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | Libellé poste | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-2352 | Frais divers de réunions internes | 4.200,00 | 3.000,00 | 0,00 | 7.200,00 | 7.200,00 | 0,00 | 7.200,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2353 | Travaux de manutention et déménagement de services | 35.000,00 | 3.000,00 | 0,00 | 38.000,00 | 37.934,78 | 0,00 | 37.934,78 | 99,83 % | 0,00 | 65,22 |
| A-2359 | Autres dépenses de fonctionnement | 1.500,00 | 0,00 | 0,00 | 1.500,00 | 1.000,00 | 0,00 | 1.000,00 | 66,67 % | 0,00 | 500,00 |
| A-2392 | Prestations de la Commission (service de traduction à moyen et à long terme) en faveur de l'Office des publications | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2400 | Affranchissement de correspondance et frais de port | 6.324.000,00 | 10.329.614,58 | 1.237.979,03 | 17.891.593,61 | 14.263.132,72 | 1.237.979,03 | 15.501.111,75 | 86,64 % | 2.390.481,86 | 0,00 |
| A-2410 | Téléphone, télégraphe, télex, télévision | 320.000,00 | 232.535,59 | 336,84 | 552.872,43 | 511.902,00 | 336,84 | 512.238,84 | 92,65 % | 13.535,59 | 27.098,00 |
| A-2500 | Réunions et convocations en général | 80.000,00 | -25.000,00 | 0,00 | 55.000,00 | 43.120,00 | 0,00 | 43.120,00 | 78,40 % | 0,00 | 11.880,00 |
| A-2600 | Consultations, études et enquêtes de caractère limité | 15.000,00 | 25.000,00 | 0,00 | 40.000,00 | 39.495,60 | 0,00 | 39.495,60 | 98,74 % | 0,00 | 504,40 |
| A-3410 | Publications de caractère général | 10.000,00 | 63.020,94 | 152.383,22 | 225.404,16 | 6.200,00 | 90.998,03 | 97.198,03 | 59,26 % | 63.020,94 | 65.185,19 |
| A-3412 | Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications | 283.000,00 | 0,00 | 8.968,16 | 291.968,16 | 273.170,79 | 8.968,16 | 282.138,95 | 96,63 % | 9.829,21 | 0,00 |
| A-3430 | Diffusion de bases de données | 30.000,00 | 162.561,37 | 184.745,66 | 377.307,03 | 189.625,49 | 181.564,95 | 371.190,44 | 99,22 % | 2.935,88 | 3.180,71 |
| A-3431 | Celex | 1.065.000,00 | 489.136,85 | 56.006,35 | 1.610.143,20 | 1.331.417,29 | 56.006,35 | 1.387.423,64 | 86,17 % | 222.718,85 | 0,71 |
| A-3432 | Production des bases de données | 105.000,00 | 0,00 | 0,00 | 105.000,00 | 105.000,00 | 0,00 | 105.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Libellé poste Intitulé Libellé poste | Crédits d'engagement | | | | Exécution des crédits d'engagement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|-------------------------------|--|---------------------------------|---|--|---------------|------------------------------------|--------------------------------|---------------|----------|---------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | Crédits reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 = 1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-3434 | Outils communs pour des réalisations multimédias | 285.000,00 | 0,00 | 0,00 | 285.000,00 | 284.727,61 | 0,00 | 284.727,61 | 99,90 % | 0,00 | 272,39 |
| A-3435 | Assistance aux utilisateurs des produits et services électroniques | 190.000,00 | 10.000,00 | 0,00 | 200.000,00 | 200.000,00 | 0,00 | 200.000,00 | 100,00 % | 0,00 | 0,00 |
| Total Partie A | | 60.730.000,00 | 12.138.619,05 | 2.994.411,60 | 75.863.030,65 | 68.945.567,96 | 2.927.892,03 | 71.873.459,99 | 94,82 % | 3.189.460,40 | 800.110,26 |
| Total DG OPOCE (ligne A-3420) | | 60.730.000,00 | 12.138.619,05 | 2.994.411,60 | 75.863.030,65 | 68.945.567,96 | 2.927.892,03 | 71.873.459,99 | 94,82 % | 3.189.460,40 | 800.110,26 |

Tableau 37 — Exécution des crédits de paiement de l'exercice 2002 (situation comptable au 5 février 2003)

NB: Le tableau 38 reprend le détail pour l'article A-342.

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Crédits de paiement | | | | Exécution des crédits de paiement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|---|---|------------------------------|--|-----------------------------|----------------|-----------------------------------|-----------------------------|----------------|---------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4=1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| Partie A - DEPENSES ADMINISTRATIVES | | | | | | | | | | | |
| Chapitre : AFFRANCHISSEMENT, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE | | | | | | | | | | | |
| A-240 | Affranchissement de correspondance | 0,00 | 1.000.000,00 | 0,00 | 1.000.000,00 | 948.239,49 | 0,00 | 948.239,49 | 94,82 % | 51.760,51 | 0,00 |
| Total Chapitre A-24 | | 0,00 | 1.000.000,00 | 0,00 | 1.000.000,00 | 948.239,49 | 0,00 | 948.239,49 | 94,82 % | 51.760,51 | 0,00 |
| Chapitre : PUBLICATIONS | | | | | | | | | | | |
| A-342 | Office des publications | 60.730.000,00 | 12.138.619,05 | 13.263.546,57 | 86.132.165,62 | 54.313.941,51 | 12.823.172,22 | 67.137.113,73 | 77,95 % | 17.821.086,85 | 1.173.965,04 |
| A-343 | Codification et consolidation du droit communautaire | 11.000.000,00 | -2.500.000,00 | 3.677.104,17 | 12.177.104,17 | 2.871.919,23 | 3.407.030,18 | 6.278.949,41 | 51,56 % | 5.628.080,25 | 270.074,51 |
| Total Chapitre A-34 | | 71.730.000,00 | 9.638.619,05 | 16.940.650,74 | 98.309.269,79 | 57.185.860,74 | 16.230.202,40 | 73.416.063,14 | 74,68 % | 23.449.167,10 | 1.444.039,55 |
| Total Partie A | | 71.730.000,00 | 10.638.619,05 | 16.940.650,74 | 99.309.269,79 | 58.134.100,23 | 16.230.202,40 | 74.364.302,63 | 74,88 % | 23.500.927,61 | 1.444.039,55 |
| Sous-Section B5 - PROTECTION DES CONSOMMATEURS, MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE ET RÉSEAUX TRANSEUROPEÛENS | | | | | | | | | | | |
| Chapitre : ACTIONS STRATÉGIQUES DE MISE EN ŒUVRE | | | | | | | | | | | |
| B5-304 | Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services | 24.480.000,00 | 6.364.096,51 | 1.995.494,31 | 32.839.590,82 | 30.538.967,22 | 1.995.494,31 | 32.534.461,53 | 99,07 % | 304.620,20 | 509,09 |
| Total Chapitre B5-30 | | 24.480.000,00 | 6.364.096,51 | 1.995.494,31 | 32.839.590,82 | 30.538.967,22 | 1.995.494,31 | 32.534.461,53 | 99,07 % | 304.620,20 | 509,09 |
| Total Sous-Section B5 | | 24.480.000,00 | 6.364.096,51 | 1.995.494,31 | 32.839.590,82 | 30.538.967,22 | 1.995.494,31 | 32.534.461,53 | 99,07 % | 304.620,20 | 509,09 |
| Total DG OPOCE | | 96.210.000,00 | 17.002.715,56 | 18.936.145,05 | 132.148.860,61 | 88.673.067,45 | 18.225.696,71 | 106.898.764,16 | 80,89 % | 23.805.547,81 | 1.444.548,64 |

Tableau 38 — Exécution des crédits de paiement de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2002 (situation comptable au 5 février 2003)

| Données contenues dans les colonnes |
|---|
| Crédits votés au budget (C1), (Colonne 1) |
| Crédits de paiement disponibles de l'exercice 2001 (colonne 2): modifications par BRS et virements (C1), crédits AELE (C1), crédits de réemploi (C4), crédits issus des reversements d'acompte (C6), crédits de tiers (R0, T0, PECO, CR) |
| Crédits de paiement disponibles reportés de l'exercice 2000 (colonne 3): crédits reportés par décision de l'autorité budgétaire ou de la Commission (C2), crédits de paiement reportés de droit pour crédits non-dissociés (C8), crédits de réemploi reportés (C5) |
| Exécution des crédits de paiement sur les crédits de l'exercice 2001 (colonne 5): paiements effectués sur crédits votés au budget (C1), crédits de réemploi (C4), crédits issus des reversements d'acompte (C6), crédits de tiers (R0, T0, PECO, CR) |
| Exécution des crédits de paiements sur les crédits reportés de l'exercice 2000 (colonne 6): paiements effectués sur crédits reportés par décision de l'autorité budgétaire ou de la Commission (C2), paiements sur crédits non-dissociés reportés de droit (C8), crédits de réemploi reportés (C5) |
| Crédits reportés à l'exercice 2002 (colonne 9): crédits non-utilisés (crédits - paiements) des recettes de tiers (R0, T0, PECO, CR), crédits non-utilisés (crédits - paiements) des crédits de réemploi (C4), reports de droit des crédits non-dissociés (C1), sauf annulations du titre A-1, reports décidés par l'autorité budgétaire ou la Commission (C2) pour l'exercice suivant |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Crédits de paiement | | | | Exécution des crédits de paiement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|--|---|------------------------------|--|-----------------------------|---------------|-----------------------------------|-----------------------------|---------------|---------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4=1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| Partie A - DEPENSES ADMINISTRATIVES | | | | | | | | | | | |
| A-1100 | Traitements de base | 24.700.000,00 | -71.000,00 | 967,07 | 24.629.967,07 | 24.504.757,50 | 0,00 | 24.504.757,50 | 99,49 % | 124.242,50 | 967,07 |
| A-1101 | Allocations familiales | 2.743.000,00 | 0,00 | 0,00 | 2.743.000,00 | 2.737.624,36 | 0,00 | 2.737.624,36 | 99,80 % | 5.375,64 | 0,00 |
| A-1102 | Indemnités de dépaysement et d'expatriation (y compris article 97 du statut CECA) | 3.364.000,00 | 62.000,00 | 0,00 | 3.426.000,00 | 3.422.845,14 | 0,00 | 3.422.845,14 | 99,91 % | 3.154,86 | 0,00 |
| A-1103 | Indemnités forfaitaires | 227.000,00 | 28.000,00 | 0,00 | 255.000,00 | 252.628,86 | 0,00 | 252.628,86 | 99,07 % | 2.371,14 | 0,00 |
| A-1110 | Agents auxiliaires | 931.000,00 | 151.524,75 | 0,00 | 1.082.524,75 | 1.057.587,41 | 0,00 | 1.057.587,41 | 97,70 % | 24.937,34 | 0,00 |
| A-1112 | Agents locaux | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-112 | Perfectionnement professionnel, recyclage et information du personnel | 92.000,00 | 4.000,00 | 50.899,46 | 146.899,46 | 62.309,88 | 48.480,79 | 110.790,67 | 75,42 % | 33.690,12 | 2.418,67 |
| A-1130 | Couverture des risques de maladie | 829.000,00 | 18.000,00 | 0,00 | 847.000,00 | 845.045,67 | 0,00 | 845.045,67 | 99,77 % | 1.954,33 | 0,00 |
| A-1131 | Couverture des risques d'accident et de maladie professionnelle | 189.600,00 | 28.000,00 | 0,00 | 217.600,00 | 215.854,98 | 0,00 | 215.854,98 | 99,20 % | 1.745,02 | 0,00 |
| A-1132 | Couverture du risque de chômage des agents temporaires | 6.000,00 | 2.000,00 | 0,00 | 8.000,00 | 7.959,03 | 0,00 | 7.959,03 | 99,49 % | 40,97 | 0,00 |
| A-1133 | Constitution ou maintien de droits à pension pour les agents temporaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1140 | Allocations à la naissance et en cas de décès | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 1.000,00 | 198,31 | 0,00 | 198,31 | 19,83 % | 801,69 | 0,00 |
| A-1141 | Frais de voyages annuels du lieu d'affectation au lieu d'origine | 430.000,00 | 0,00 | 0,00 | 430.000,00 | 414.022,13 | 0,00 | 414.022,13 | 96,28 % | 15.977,87 | 0,00 |
| A-1142 | Indemnités de logement et de transport | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Crédits de paiement | | | | Exécution des crédits de paiement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-----------------------------|--------------|-----------------------------------|-----------------------------|--------------|---------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4=1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-1143 | Indemnités forfaitaires de fonctions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1144 | Indemnités forfaitaires de déplacement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1145 | Indemnité spéciale pour les comptables et régisseurs d'avances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1147 | Indemnités pour service continu ou par tours ou pour astreinte sur le site et/ou à domicile | 50.000,00 | 4.000,00 | 0,00 | 54.000,00 | 53.427,66 | 0,00 | 53.427,66 | 98,94 % | 572,34 | 0,00 |
| A-1149 | Autres indemnités et remboursements | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-115 | Heures supplémentaires | 48.000,00 | -4.000,00 | 0,00 | 44.000,00 | 37.629,55 | 0,00 | 37.629,55 | 85,52 % | 6.370,45 | 0,00 |
| A-1174 | Prestations d'appoint dans le domaine de la correction des textes | 1.500.000,00 | -130.000,00 | 281.597,87 | 1.651.597,87 | 1.140.611,08 | 275.832,91 | 1.416.443,99 | 85,76 % | 229.388,92 | 5.764,96 |
| A-1175 | Autres prestations d'appoint | 105.000,00 | 180.000,00 | 51.128,37 | 336.128,37 | 224.477,23 | 38.006,89 | 262.484,12 | 78,09 % | 60.522,77 | 13.121,48 |
| A-1181 | Frais de voyage (y compris ceux des membres de la famille) | 20.000,00 | 0,00 | 3.695,62 | 23.695,62 | 4.338,86 | 0,00 | 4.338,86 | 18,31 % | 15.661,14 | 3.695,62 |
| A-1182 | Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation | 65.000,00 | 0,00 | 6.758,64 | 71.758,64 | 56.716,29 | 0,00 | 56.716,29 | 79,04 % | 8.283,71 | 6.758,64 |
| A-1183 | Frais de déménagement | 60.000,00 | 20.000,00 | 21.418,42 | 101.418,42 | 63.608,90 | 3.388,70 | 66.997,60 | 66,06 % | 16.391,10 | 18.029,72 |
| A-1184 | Indemnités journalières temporaires | 150.000,00 | 0,00 | 25,65 | 150.025,65 | 112.487,04 | 0,00 | 112.487,04 | 74,98 % | 37.512,96 | 25,65 |
| A-1190 | Coefficients correcteurs | 445.000,00 | 59.000,00 | 0,00 | 504.000,00 | 454.013,44 | 0,00 | 454.013,44 | 90,08 % | 49.986,56 | 0,00 |
| A-1191 | Crédit provisionnel | 410.000,00 | -246.000,00 | 0,00 | 164.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 164.000,00 |
| A-1291 | Crédit provisionnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-130 | Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires | 345.000,00 | 1.403,63 | 99.147,00 | 445.550,63 | 211.982,67 | 42.497,05 | 254.479,72 | 57,12 % | 134.420,96 | 56.649,95 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Crédits de paiement | | | | Exécution des crédits de paiement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-----------------------------|--------------|-----------------------------------|-----------------------------|--------------|---------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4=1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-1400 | Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines | 8.400,00 | 0,00 | 3.063,98 | 11.463,98 | 1.417,91 | 0,00 | 1.417,91 | 12,37 % | 2.982,09 | 7.063,98 |
| A-1401 | Frais de transformation courante et de renouvellement courant des installations des restaurants et cantines | 11.200,00 | 0,00 | 9.023,17 | 20.223,17 | 1.278,02 | 5.854,19 | 7.132,21 | 35,27 % | 1.921,98 | 11.168,98 |
| A-1402 | Frais de transformation exceptionnelle et de renouvellement exceptionnel des installations des restaurants et cantines | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-1520 | Fonctionnaires nationaux, internationaux et agents du secteur privé affectés temporairement dans les services de l'institution | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 1.000,00 |
| A-1521 | Fonctionnaires de l'institution affectés temporairement dans des administrations nationales, des organisations internationales ou dans des institutions ou entreprises publiques ou privées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-160 | Secours extraordinaires | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 500,00 |
| A-161 | Relations sociales entre les membres du personnel | 32.000,00 | 0,00 | 9.339,72 | 41.339,72 | 23.708,44 | 7.246,76 | 30.955,20 | 74,88 % | 8.291,56 | 2.092,96 |
| A-162 | Autres interventions sociales | 9.000,00 | 0,00 | 560,89 | 9.560,89 | 1.135,00 | 0,00 | 1.135,00 | 11,87 % | 665,00 | 7.760,89 |
| A-163 | Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies | 290.000,00 | 0,00 | 122.735,71 | 412.735,71 | 163.527,72 | 112.504,35 | 276.032,07 | 66,88 % | 126.472,28 | 10.231,36 |
| A-164 | Aide complémentaire aux handicapés | 5.000,00 | 0,00 | 0,00 | 5.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 5.000,00 |
| A-1701 | Frais de réception et de représentation des membres du personnel | 4.800,00 | 0,00 | 2.943,65 | 7.743,65 | 2.276,02 | 129,87 | 2.405,89 | 31,07 % | 2.523,98 | 2.813,78 |
| A-200 | Loyers | 4.291.000,00 | 702.212,28 | 621.333,21 | 5.614.545,49 | 4.304.493,60 | 621.089,29 | 4.925.582,89 | 87,73 % | 652.634,22 | 36.328,38 |
| A-201 | Assurances | 10.000,00 | 0,00 | 200,00 | 10.200,00 | 0,00 | 200,00 | 200,00 | 1,96 % | 9.040,14 | 959,86 |
| A-202 | Eau, gaz, électricité et chauffage | 671.000,00 | 91.000,00 | 125.595,46 | 887.595,46 | 582.792,38 | 125.595,46 | 708.387,84 | 79,81 % | 179.207,62 | 0,00 |
| A-203 | Nettoyage et entretien | 505.000,00 | -75.000,00 | 76.465,28 | 506.465,28 | 282.024,34 | 73.240,45 | 355.264,79 | 70,15 % | 135.641,13 | 15.559,36 |
| A-204 | Aménagement des locaux | 85.000,00 | 0,00 | 20.796,86 | 105.796,86 | 14.310,20 | 14.173,86 | 28.484,06 | 26,92 % | 62.719,68 | 14.593,12 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Crédits de paiement | | | | Exécution des crédits de paiement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-----------------------------|--------------|-----------------------------------|-----------------------------|--------------|---------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4=1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-205 | Sécurité et surveillance des immeubles | 778.000,00 | 85.000,00 | 146.146,18 | 1.009.146,18 | 629.170,76 | 143.430,33 | 772.601,09 | 76,56 % | 185.931,63 | 50.613,46 |
| A-206 | Acquisition de biens immobiliers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-207 | Construction d'immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-208 | Autres dépenses préliminaires à l'acquisition de biens immobiliers ou à la construction d'immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-209 | Autres dépenses afférentes aux immeubles | 99.000,00 | 0,00 | 29.384,71 | 128.384,71 | 43.291,40 | 26.412,71 | 69.704,11 | 54,29 % | 42.708,60 | 15.972,00 |
| A-210 | Exploitation au centre informatique | 2.570.000,00 | 580.000,00 | 1.005.303,27 | 4.155.303,27 | 1.923.702,73 | 978.487,89 | 2.902.190,62 | 69,84 % | 1.153.512,92 | 99.599,73 |
| A-212 | Prestations de personnel d'exploitation informatique | 3.527.000,00 | -508.471,14 | 1.281.409,49 | 4.299.938,35 | 1.715.317,24 | 1.195.039,07 | 2.910.356,31 | 67,68 % | 1.127.139,47 | 262.442,57 |
| A-2200 | Premier équipement en matériel et installations techniques | 201.500,00 | 419.000,00 | 679.919,04 | 1.300.419,04 | 354.251,95 | 674.993,34 | 1.029.245,29 | 79,15 % | 243.956,57 | 27.217,18 |
| A-2202 | Location de matériel et installations techniques | 554.000,00 | -384.000,00 | 107.136,11 | 277.136,11 | 92.668,91 | 106.616,15 | 199.285,06 | 71,91 % | 38.771,51 | 39.079,54 |
| A-2203 | Entretien, utilisation et réparation de matériel et installations techniques | 250.000,00 | 110.000,00 | 68.602,09 | 428.602,09 | 166.662,64 | 46.715,34 | 213.377,98 | 49,78 % | 154.346,17 | 60.877,94 |
| A-2204 | Matériel bureautique | 3.000,00 | 0,00 | 2.939,04 | 5.939,04 | 634,90 | 0,00 | 634,90 | 10,69 % | 2.365,10 | 2.939,04 |
| A-2210 | Premier équipement en mobilier | 231.000,00 | 65.000,00 | 14.312,75 | 310.312,75 | 195.238,42 | 13.513,68 | 208.752,10 | 67,27 % | 81.837,98 | 19.722,67 |
| A-2212 | Location de mobilier | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2213 | Entretien, utilisation et réparation de mobilier | 500,00 | 0,00 | 500,00 | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 500,00 | 500,00 |
| A-2230 | Premier équipement en matériel de transport | 20.000,00 | -2.012,29 | 17.070,05 | 35.057,76 | 0,00 | 17.070,05 | 17.070,05 | 48,69 % | 17.987,71 | 0,00 |
| A-2232 | Location de matériel de transport | 38.000,00 | 14.000,00 | 3.783,95 | 55.783,95 | 44.984,27 | 3.416,56 | 48.400,83 | 86,76 % | 6.125,84 | 1.257,28 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Crédits de paiement | | | | Exécution des crédits de paiement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|------------------|---|------------------------------|--|-----------------------------|--------------|-----------------------------------|-----------------------------|------------|---------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4=1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-2233 | Entretien, exploitation et réparation de matériel de transport | 24.000,00 | 2.450,49 | 7.441,93 | 33.892,42 | 13.932,63 | 6.364,39 | 20.297,02 | 59,89 % | 10.517,86 | 3.077,54 |
| A-2250 | Fonds de bibliothèque, achats de livres | 14.200,00 | -1.000,00 | 2.127,88 | 15.327,88 | 3.378,00 | 315,69 | 3.693,69 | 24,10 % | 9.822,00 | 1.812,19 |
| A-2251 | Matériels spéciaux de bibliothèque, de documentation et de reproduction | 1.500,00 | 0,00 | 1.368,58 | 2.868,58 | 791,68 | 1.368,58 | 2.160,26 | 75,31 % | 708,32 | 0,00 |
| A-2252 | Abonnements aux journaux et périodiques | 4.600,00 | 1.000,00 | 267,32 | 5.867,32 | 5.318,18 | 0,00 | 5.318,18 | 90,64 % | 281,82 | 267,32 |
| A-2253 | Abonnements aux agences de presse | 1.500,00 | 0,00 | 622,46 | 2.122,46 | 212,00 | 0,00 | 212,00 | 9,99 % | 913,00 | 997,46 |
| A-2254 | Frais de reliure et de conservation des ouvrages de bibliothèque | 11.000,00 | 0,00 | 9.990,00 | 20.990,00 | 0,00 | 9.990,00 | 9.990,00 | 47,59 % | 10.360,00 | 640,00 |
| A-2255 | Abonnements aux services d'information rapide sur écran | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-230 | Papeterie et fournitures de bureau | 995.000,00 | -360.358,00 | 522.593,13 | 1.157.235,13 | 329.535,75 | 473.902,45 | 803.438,20 | 69,43 % | 301.169,10 | 52.627,83 |
| A-2320 | Frais bancaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2329 | Autres frais financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-233 | Frais de contentieux | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 1.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 1.000,00 |
| A-234 | Dommmages et intérêts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-2350 | Assurances diverses | 3.000,00 | 0,00 | 2.346,13 | 5.346,13 | 350,47 | 46,05 | 396,52 | 7,42 % | 1.449,53 | 3.500,08 |
| A-2351 | Tenues de service et vêtements de travail | 20.000,00 | 0,00 | 2.255,24 | 22.255,24 | 976,41 | 2.255,24 | 3.231,65 | 14,52 % | 15.164,59 | 3.859,00 |
| A-2352 | Frais divers de réunions internes | 4.200,00 | 3.000,00 | 901,24 | 8.101,24 | 4.750,99 | 748,89 | 5.499,88 | 67,89 % | 2.449,01 | 152,35 |
| A-2353 | Travaux de manutention et déménagement de services | 35.000,00 | 3.000,00 | 54.632,72 | 92.632,72 | 26.199,61 | 54.632,72 | 80.832,33 | 87,26 % | 11.735,17 | 65,22 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Crédits de paiement | | | | Exécution des crédits de paiement | | | | Crédits reportés à l'exercice 2003 | Crédits annulés |
|--------------------------------|---|------------------------------|--|-----------------------------|---------------|-----------------------------------|-----------------------------|---------------|---------|------------------------------------|-----------------|
| | | Crédits votés au budget 2002 | Modifications du budget et autres crédits de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | de l'exercice 2002 | reportés de l'exercice 2001 | Total | % | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4=1+2+3 | 5 | 6 | 7=5+6 | 8=7/4 | | |
| A-2359 | Autres dépenses de fonctionnement | 1.500,00 | 0,00 | 387,48 | 1.887,48 | 292,55 | 59,49 | 352,04 | 18,65 % | 707,45 | 827,99 |
| A-2392 | Prestations de la Commission (service de traduction à moyen et à long terme) en faveur de l'Office des publications | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 % | 0,00 | 0,00 |
| A-240 | Affranchissement de correspondance et frais de port | 6.324.000,00 | 10.329.614,58 | 5.959.076,79 | 22.612.691,37 | 6.266.221,78 | 5.947.315,79 | 12.213.537,57 | 54,01 % | 10.387.392,80 | 11.761,00 |
| A-241 | Téléphone, télégraphe, télex, télévision | 320.000,00 | 232.535,59 | 213.994,39 | 766.529,98 | 209.352,05 | 212.282,68 | 421.634,73 | 55,01 % | 316.085,54 | 28.809,71 |
| A-250 | Réunions et convocations en général | 80.000,00 | -25.000,00 | 432,90 | 55.432,90 | 23.854,34 | 0,00 | 23.854,34 | 43,03 % | 19.265,66 | 12.312,90 |
| A-260 | Consultations, études et enquêtes de caractère limité | 15.000,00 | 25.000,00 | 0,00 | 40.000,00 | 6.147,80 | 0,00 | 6.147,80 | 15,37 % | 33.347,80 | 504,40 |
| A-3410 | Publications de caractère général | 10.000,00 | 63.020,94 | 157.738,68 | 230.759,62 | 1.200,00 | 96.353,49 | 97.553,49 | 42,27 % | 68.020,94 | 65.185,19 |
| A-3412 | Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications | 283.000,00 | 0,00 | 186.254,47 | 469.254,47 | 124.415,29 | 186.254,27 | 310.669,56 | 66,20 % | 158.584,71 | 0,20 |
| A-3430 | Diffusion de bases de données | 30.000,00 | 162.561,37 | 195.321,62 | 387.882,99 | 45.623,43 | 192.140,90 | 237.764,33 | 61,30 % | 146.937,94 | 3.180,72 |
| A-3431 | Celex | 1.065.000,00 | 489.136,85 | 810.724,89 | 2.364.861,74 | 506.168,06 | 810.724,89 | 1.316.892,95 | 55,69 % | 1.047.968,08 | 0,71 |
| A-3432 | Production des bases de données | 105.000,00 | 0,00 | 78.287,75 | 183.287,75 | 550,04 | 66.990,25 | 67.540,29 | 36,85 % | 104.449,96 | 11.297,50 |
| A-3434 | Outils communs pour des réalisations multimédias | 285.000,00 | 0,00 | 163.340,26 | 448.340,26 | 175.467,61 | 158.252,76 | 333.720,37 | 74,43 % | 109.260,00 | 5.359,89 |
| A-3435 | Assistance aux utilisateurs des produits et services électroniques | 190.000,00 | 10.000,00 | 29.238,00 | 229.238,00 | 146.190,00 | 29.238,00 | 175.428,00 | 76,53 % | 53.810,00 | 0,00 |
| Total Partie A | | 60.730.000,00 | 12.138.619,05 | 13.263.546,57 | 86.132.165,62 | 54.313.941,51 | 12.823.172,22 | 67.137.113,73 | 77,95 % | 17.821.086,85 | 1.173.965,04 |
| Total DG OPOCE (ligne A-3420) | | 60.730.000,00 | 12.138.619,05 | 13.263.546,57 | 86.132.165,62 | 54.313.941,51 | 12.823.172,22 | 67.137.113,73 | 77,95 % | 17.821.086,85 | 1.173.965,04 |

Tableau 39 — Crédits de l'exercice 2002 restant à liquider (situation comptable au 5 février 2003)

NB: Le tableau 40 reprend le détail pour l'article A-342.

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Engagements contractés au cours de l'exercice 2002 | Paiements effectués au cours de l'exercice 2002 | Annulation des engagements non-reportables (crédits non-dissociés) | Engagements de l'exercice 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider | Dégagements/Réévaluations | Paiements effectués | Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés) | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Taux de liquidation du reste à liquider | Total des engagements estant à liquider à la clôture de l'exercice 2002 |
|--|---|--|---|--|--|--|---------------------------|---------------------|---|---|---|---|
| | Intitulé | 1 | 2 | 3 | 4=1-2-3 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9=5-6-7-8 | 10=(9-5)/5 | 11=4+9 |
| Partie A - DEPENSES ADMINISTRATIVES | | | | | | | | | | | | |
| Chapitre A-24: AFFRANCHISSEMENT, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE | | | | | | | | | | | | |
| A-240 | Affranchissement de correspondance | 1.000.000,00 | 948.239,49 | | 51.760,51 | | | | | | 0,00 % | 51.760,51 |
| Total Chapitre A-24 | | 1.000.000,00 | 948.239,49 | | 51.760,51 | | | | | | 0,00 % | 51.760,51 |
| Chapitre A-34: PUBLICATIONS | | | | | | | | | | | | |
| A-342 | Office des publications | 71.873.459,99 | 57.207.838,84 | | 14.665.621,15 | 10.833.252,66 | 564.117,69 | 9.929.274,89 | 333.842,92 | 6.017,16 | 99,94 % | 14.671.638,31 |
| A-343 | Codification et consolidation du droit communautaire | 8.499.999,48 | 2.871.919,23 | | 5.628.080,25 | 3.677.104,17 | | 3.407.030,18 | 270.073,99 | | 100,00 % | 5.628.080,25 |
| Total Chapitre A-34 | | 80.373.459,47 | 60.079.758,07 | | 20.293.701,40 | 14.510.356,83 | 564.117,69 | 13.336.305,07 | 603.916,91 | 6.017,16 | 99,96 % | 20.299.718,56 |
| Total Partie A | | 81.373.459,47 | 61.027.997,56 | | 20.345.461,91 | 14.510.356,83 | 564.117,69 | 13.336.305,07 | 603.916,91 | 6.017,16 | 99,96 % | 20.351.479,07 |
| Sous-Section B5 - PROTECTION DES CONSOMMATEURS, MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE ET RÉSEAUX TRANSEUROPEËNS | | | | | | | | | | | | |
| Chapitre B5-30: ACTIONS STRATÉGIQUES DE MISE EN ŒUVRE | | | | | | | | | | | | |
| B5-304 | Procédures de passation et de publication des marchés publics de fournitures, de travaux et de services | 30.759.590,82 | 27.900.933,06 | | 2.858.657,76 | 4.644.648,93 | | 4.633.528,47 | | 11.120,46 | 99,76 % | 2.869.778,22 |
| Total Chapitre B5-30 | | 30.759.590,82 | 27.900.933,06 | | 2.858.657,76 | 4.644.648,93 | | 4.633.528,47 | | 11.120,46 | 99,76 % | 2.869.778,22 |
| Total Sous-Section B5 | | 30.759.590,82 | 27.900.933,06 | | 2.858.657,76 | 4.644.648,93 | | 4.633.528,47 | | 11.120,46 | 99,76 % | 2.869.778,22 |
| Total DG OPOCE | | 112.133.050,29 | 88.928.930,62 | | 23.204.119,67 | 19.155.005,76 | 564.117,69 | 17.969.833,54 | 603.916,91 | 17.137,62 | 99,91 % | 23.221.257,29 |

Tableau 40 — Crédits de l'article A-342 (Office des publications) de l'exercice 2002 restant à liquider (situation comptable au 5 février 2003)

| Contenu des colonnes |
|---|
| Engagements contractés au cours de l'exercice 2001 (colonne 1): engagements de l'exercice sur crédits de type budget (C1), crédits de réemploi (C4, C5), recettes issues des versements d'acompte (C6,C7) crédits reportés (C2,C3) recettes de tiers (R0, T0, PECO, CR) |
| Paiements effectués: au cours de l'exercice 2001 (colonne 2) paiements effectués sur engagements de l'exercice visés à la colonne 1 |
| Engagements des exercices antérieurs restant à liquider au 01.01.2001 (colonne 3): montant de la reprise au 1er janvier des engagements restant liquider (C8, R0, T0, PECO, CR, C5) |
| Dégagements/Réévaluations (Colonne 5): modification(s) de la cellule précédente par des dégagements (annulations) et/ou réévaluation des montants en devise |
| Annulation des engagements non liquidés (Colonne 7): annulation automatique des engagements reportés de l'exercice précédent (C8) non liquidés pour les crédits non-dissociés (Partie A, B1) |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Engagements contractés au cours de l'exercice 2002 | Paiements effectués au cours de l'exercice 2002 | Engagements de l'exercice 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider | Dégagements/ Réévaluations | Paiements effectués | Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés) | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Taux de liquidation du reste à liquider | Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2002 |
|------------------|---|--|---|--|--|----------------------------|---------------------|---|---|---|--|
| | | 1 | 2 | 3=1-2 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8=4-5-6-7 | 9=(8-4)/4 | 10=3+8 |
| A- | | | | | | | | | | | |
| A-1100 | Traitements de base | 24.529.000,00 | 24.504.757,50 | 24.242,50 | 931,26 | | | | 931,26 | 0,00 % | 25.173,76 |
| A-1101 | Allocations familiales | 2.743.000,00 | 2.737.624,36 | 5.375,64 | | | | | | 0,00 % | 5.375,64 |
| A-1102 | Indemnités de dépaysement et d'expatriation (y compris article 97 du statut CECA) | 3.426.000,00 | 3.422.845,14 | 3.154,86 | | | | | | 0,00 % | 3.154,86 |
| A-1103 | Indemnités forfaitaires | 255.000,00 | 252.628,86 | 2.371,14 | | | | | | 0,00 % | 2.371,14 |
| A-1110 | Agents auxiliaires | 1.077.000,00 | 1.057.587,41 | 19.412,59 | | | | | | 0,00 % | 19.412,59 |
| A-1112 | Agents locaux | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-112 | Perfectionnement professionnel, recyclage et information du personnel | 96.000,00 | 62.309,88 | 33.690,12 | 52.528,61 | 1.629,15 | 48.480,79 | 2.418,67 | | 100,00 % | 33.690,12 |
| A-1130 | Couverture des risques de maladie | 847.000,00 | 845.045,67 | 1.954,33 | | | | | | 0,00 % | 1.954,33 |
| A-1131 | Couverture des risques d'accident et de maladie professionnelle | 217.600,00 | 215.854,98 | 1.745,02 | | | | | | 0,00 % | 1.745,02 |
| A-1132 | Couverture du risque de chômage des agents temporaires | 8.000,00 | 7.959,03 | 40,97 | | | | | | 0,00 % | 40,97 |
| A-1133 | Constitution ou maintien de droits à pension pour les agents temporaires | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-1140 | Allocations à la naissance et en cas de décès | 1.000,00 | 198,31 | 801,69 | | | | | | 0,00 % | 801,69 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Engagements contractés au cours de l'exercice 2002 | Paiements effectués au cours de l'exercice 2002 | Engagements de l'exercice 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider | Dégagements/Réévaluations | Paiements effectués | Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés) | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Taux de liquidation du reste à liquider | Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2002 |
|------------------|---|--|---|--|--|---------------------------|---------------------|---|---|---|--|
| | | 1 | 2 | 3=1-2 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8=4-5-6-7 | 9=(8-4)/4 | 10=3+8 |
| A-1141 | Frais de voyages annuels du lieu d'affectation au lieu d'origine | 430.000,00 | 414.022,13 | 15.977,87 | | | | | | 0,00 % | 15.977,87 |
| A-1142 | Indemnités de logement et de transport | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-1143 | Indemnités forfaitaires de fonctions | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-1144 | Indemnités forfaitaires de déplacement | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-1145 | Indemnité spéciale pour les comptables et régisseurs d'avances | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-1147 | Indemnités pour service continu ou par tours ou pour astreinte sur le site et/ou à domicile | 54.000,00 | 53.427,66 | 572,34 | | | | | | 0,00 % | 572,34 |
| A-1149 | Autres indemnités et remboursements | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-115 | Heures supplémentaires | 44.000,00 | 37.629,55 | 6.370,45 | | | | | | 0,00 % | 6.370,45 |
| A-1174 | Prestations d'appoint dans le domaine de la correction des textes | 1.370.000,00 | 1.140.611,08 | 229.388,92 | 281.597,87 | | 275.832,91 | 5.764,96 | | 100,00 % | 229.388,92 |
| A-1175 | Autres prestations d'appoint | 285.000,00 | 224.477,23 | 60.522,77 | 51.128,37 | | 38.006,89 | 13.121,48 | | 100,00 % | 60.522,77 |
| A-1181 | Frais de voyage (y compris ceux des membres de la famille) | 20.000,00 | 4.338,86 | 15.661,14 | 3.695,62 | | | 3.695,62 | | 100,00 % | 15.661,14 |
| A-1182 | Indemnités d'installation, de réinstallation et de mutation | 65.000,00 | 56.716,29 | 8.283,71 | 6.758,64 | | | 6.758,64 | | 100,00 % | 8.283,71 |
| A-1183 | Frais de déménagement | 80.000,00 | 63.608,90 | 16.391,10 | 21.418,42 | | 3.388,70 | 18.029,72 | | 100,00 % | 16.391,10 |
| A-1184 | Indemnités journalières temporaires | 150.000,00 | 112.487,04 | 37.512,96 | 25,65 | | | 25,65 | | 100,00 % | 37.512,96 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Engagements contractés au cours de l'exercice 2002 | Paiements effectués au cours de l'exercice 2002 | Engagements de l'exercice 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider | Dégagements/ Réévaluations | Paiements effectués | Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés) | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Taux de liquidation du reste à liquider | Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2002 |
|------------------|---|--|---|--|--|----------------------------|---------------------|---|---|---|--|
| | | 1 | 2 | 3=1-2 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8=4-5-6-7 | 9=(8-4)/4 | 10=3+8 |
| A-1190 | Coefficients correcteurs | 504.000,00 | 454.013,44 | 49.986,56 | | | | | | 0,00 % | 49.986,56 |
| A-1191 | Crédit provisionnel | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-1291 | Crédit provisionnel | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-130 | Frais de missions, de déplacements et autres dépenses accessoires | 345.000,00 | 211.982,67 | 133.017,33 | 98.301,49 | | 42.497,05 | 55.804,44 | | 100,00 % | 133.017,33 |
| A-1400 | Frais de fonctionnement courant des restaurants et cantines | 4.400,00 | 1.417,91 | 2.982,09 | 3.063,98 | | | 3.063,98 | | 100,00 % | 2.982,09 |
| A-1401 | Frais de transformation courante et de renouvellement courant des installations des restaurants et cantines | 3.200,00 | 1.278,02 | 1.921,98 | 9.023,17 | | 5.854,19 | 3.168,98 | | 100,00 % | 1.921,98 |
| A-1402 | Frais de transformation exceptionnelle et de renouvellement exceptionnel des installations des restaurants et cantines | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-1520 | Fonctionnaires nationaux, internationaux et agents du secteur privé affectés temporairement dans les services de l'institution | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-1521 | Fonctionnaires de l'institution affectés temporairement dans des administrations nationales, des organisations internationales ou dans des institutions ou entreprises publiques ou privées | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-160 | Secours extraordinaires | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-161 | Relations sociales entre les membres du personnel | 32.000,00 | 23.708,44 | 8.291,56 | 9.339,72 | | 7.246,76 | 2.092,96 | | 100,00 % | 8.291,56 |
| A-162 | Autres interventions sociales | 1.800,00 | 1.135,00 | 665,00 | 560,89 | | | 560,89 | | 100,00 % | 665,00 |
| A-163 | Centre de la petite enfance et autres crèches et garderies | 290.000,00 | 163.527,72 | 126.472,28 | 122.735,71 | | 112.504,35 | 10.231,36 | | 100,00 % | 126.472,28 |
| A-164 | Aide complémentaire aux handicapés | | | | | | | | | 0,00 % | |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Engagements contractés au cours de l'exercice 2002 | Paiements effectués au cours de l'exercice 2002 | Engagements de l'exercice 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider | Dégagements/ Réévaluations | Paiements effectués | Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés) | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Taux de liquidation du reste à liquider | Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2002 |
|------------------|---|--|---|--|--|----------------------------|---------------------|---|---|---|--|
| | | 1 | 2 | 3=1-2 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8=4-5-6-7 | 9=(8-4)/4 | 10=3+8 |
| A-1701 | Frais de réception et de représentation des membres du personnel | 4.800,00 | 2.276,02 | 2.523,98 | 2.943,65 | | 129,87 | 2.813,78 | | 100,00 % | 2.523,98 |
| A-200 | Loyers | 5.315.002,51 | 4.743.917,80 | 571.084,71 | 181.665,09 | | 181.665,09 | | | 100,00 % | 571.084,71 |
| A-201 | Assurances | 9.040,14 | | 9.040,14 | 474,31 | 274,31 | 200,00 | | | 100,00 % | 9.040,14 |
| A-202 | Eau, gaz, électricité et chauffage | 762.000,00 | 582.792,38 | 179.207,62 | 156.910,89 | 31.315,43 | 125.595,46 | | | 100,00 % | 179.207,62 |
| A-203 | Nettoyage et entretien | 417.665,47 | 282.024,34 | 135.641,13 | 79.937,79 | 3.472,51 | 73.240,45 | 3.224,83 | | 100,00 % | 135.641,13 |
| A-204 | Aménagement des locaux | 77.029,88 | 14.310,20 | 62.719,68 | 25.879,14 | 5.082,28 | 14.173,86 | 6.623,00 | | 100,00 % | 62.719,68 |
| A-205 | Sécurité et surveillance des immeubles | 815.102,39 | 629.170,76 | 185.931,63 | 168.266,30 | 22.120,12 | 143.430,33 | 2.715,85 | | 100,00 % | 185.931,63 |
| A-206 | Acquisition de biens immobiliers | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-207 | Construction d'immeubles | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-208 | Autres dépenses préliminaires à l'acquisition de biens immobiliers ou à la construction d'immeubles | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-209 | Autres dépenses afférentes aux immeubles | 86.000,00 | 43.291,40 | 42.708,60 | 33.226,74 | 3.842,03 | 26.412,71 | 2.972,00 | | 100,00 % | 42.708,60 |
| A-210 | Exploitation au centre informatique | 3.077.215,65 | 1.923.702,73 | 1.153.512,92 | 1.018.658,56 | 13.355,29 | 978.487,89 | 26.815,38 | | 100,00 % | 1.153.512,92 |
| A-212 | Prestations de personnel d'exploitation informatique | 2.786.604,32 | 1.827.999,01 | 958.605,31 | 1.429.261,12 | 294.528,10 | 1.082.357,30 | 52.375,72 | | 100,00 % | 958.605,31 |
| A-2200 | Premier équipement en matériel et installations techniques | 1.262.559,52 | 1.018.602,95 | 243.956,57 | 14.919,04 | | 10.642,34 | 4.276,70 | | 100,00 % | 243.956,57 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Engagements contractés au cours de l'exercice 2002 | Paiements effectués au cours de l'exercice 2002 | Engagements de l'exercice 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider | Dégagements/ Réévaluations | Paiements effectués | Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés) | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Taux de liquidation du reste à liquider | Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2002 |
|------------------|--|--|---|--|--|----------------------------|---------------------|---|---|---|--|
| | | 1 | 2 | 3=1-2 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8=4-5-6-7 | 9=(8-4)/4 | 10=3+8 |
| A-2202 | Location de matériel et installations techniques | 131.440,42 | 92.668,91 | 38.771,51 | 114.756,80 | 7.620,69 | 106.616,15 | 519,96 | | 100,00 % | 38.771,51 |
| A-2203 | Entretien, utilisation et réparation de matériel et installations techniques | 321.008,81 | 166.662,64 | 154.346,17 | 90.722,90 | 22.120,81 | 46.715,34 | 21.886,75 | | 100,00 % | 154.346,17 |
| A-2204 | Matériel bureautique | 3.000,00 | 634,90 | 2.365,10 | 2.939,04 | | | 2.939,04 | | 100,00 % | 2.365,10 |
| A-2210 | Premier équipement en mobilier | 277.076,40 | 195.238,42 | 81.837,98 | 14.312,75 | | 13.513,68 | 799,07 | | 100,00 % | 81.837,98 |
| A-2212 | Location de mobilier | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-2213 | Entretien, utilisation et réparation de mobilier | 500,00 | | 500,00 | 500,00 | | | 500,00 | | 100,00 % | 500,00 |
| A-2230 | Premier équipement en matériel de transport | 15.050,20 | | 15.050,20 | 17.070,05 | | 17.070,05 | | | 100,00 % | 15.050,20 |
| A-2232 | Location de matériel de transport | 51.110,11 | 44.984,27 | 6.125,84 | 4.848,67 | 1.064,72 | 3.416,56 | 367,39 | | 100,00 % | 6.125,84 |
| A-2233 | Entretien, exploitation et réparation de matériel de transport | 22.000,00 | 13.932,63 | 8.067,37 | 15.521,91 | 8.259,41 | 6.364,39 | 898,11 | | 100,00 % | 8.067,37 |
| A-2250 | Fonds de bibliothèque, achats de livres | 13.200,00 | 3.378,00 | 9.822,00 | 2.127,88 | | 315,69 | 1.812,19 | | 100,00 % | 9.822,00 |
| A-2251 | Matériels spéciaux de bibliothèque, de documentation et de reproduction | 1.500,00 | 791,68 | 708,32 | 1.368,72 | 0,14 | 1.368,58 | | | 100,00 % | 708,32 |
| A-2252 | Abonnements aux journaux et périodiques | 5.600,00 | 5.318,18 | 281,82 | 267,32 | | | 267,32 | | 100,00 % | 281,82 |
| A-2253 | Abonnements aux agences de presse | 1.125,00 | 212,00 | 913,00 | 622,46 | | | 622,46 | | 100,00 % | 913,00 |
| A-2254 | Frais de reliure et de conservation des ouvrages de bibliothèque | 10.360,00 | | 10.360,00 | 9.990,00 | | 9.990,00 | | | 100,00 % | 10.360,00 |

(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Engagements contractés au cours de l'exercice 2002 | Paiements effectués au cours de l'exercice 2002 | Engagements de l'exercice 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider | Dégagements/ Réévaluations | Paiements effectués | Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés) | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Taux de liquidation du reste à liquider | Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2002 |
|------------------|---|--|---|--|--|----------------------------|---------------------|---|---|---|--|
| | | 1 | 2 | 3=1-2 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8=4-5-6-7 | 9=(8-4)/4 | 10=3+8 |
| A-2255 | Abonnements aux services d'information rapide sur écran | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-230 | Papeterie et fournitures de bureau | 641.748,53 | 431.122,75 | 210.625,78 | 428.113,14 | 7.107,01 | 372.315,45 | 48.690,68 | | 100,00 % | 210.625,78 |
| A-2320 | Frais bancaires | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-2329 | Autres frais financiers | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-233 | Frais de contentieux | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-234 | Dommages et intérêts | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-2350 | Assurances diverses | 1.800,00 | 350,47 | 1.449,53 | 2.346,13 | | 46,05 | 2.300,08 | | 100,00 % | 1.449,53 |
| A-2351 | Tenues de service et vêtements de travail | 16.141,00 | 976,41 | 15.164,59 | 3.552,41 | 1.297,17 | 2.255,24 | | | 100,00 % | 15.164,59 |
| A-2352 | Frais divers de réunions internes | 7.200,00 | 4.750,99 | 2.449,01 | 901,24 | | 748,89 | 152,35 | | 100,00 % | 2.449,01 |
| A-2353 | Travaux de manutention et déménagement de services | 37.934,78 | 26.199,61 | 11.735,17 | 54.640,32 | 7,60 | 54.632,72 | | | 100,00 % | 11.735,17 |
| A-2359 | Autres dépenses de fonctionnement | 1.000,00 | 292,55 | 707,45 | 387,48 | | 59,49 | 327,99 | | 100,00 % | 707,45 |
| A-2392 | Prestations de la Commission (service de traduction à moyen et à long terme) en faveur de l'Office des publications | | | | | | | | | 0,00 % | |
| A-240 | Affranchissement de correspondance et frais de port | 15.501.111,75 | 7.504.200,81 | 7.996.910,94 | 4.754.373,90 | 33.276,14 | 4.709.336,76 | 7.464,16 | 4.296,84 | 99,91 % | 8.001.207,78 |
| A-241 | Téléphone, télégraphe, télex, télévision | 512.238,84 | 209.688,89 | 302.549,95 | 238.336,22 | 24.678,67 | 211.945,84 | 922,85 | 788,86 | 99,67 % | 303.338,81 |

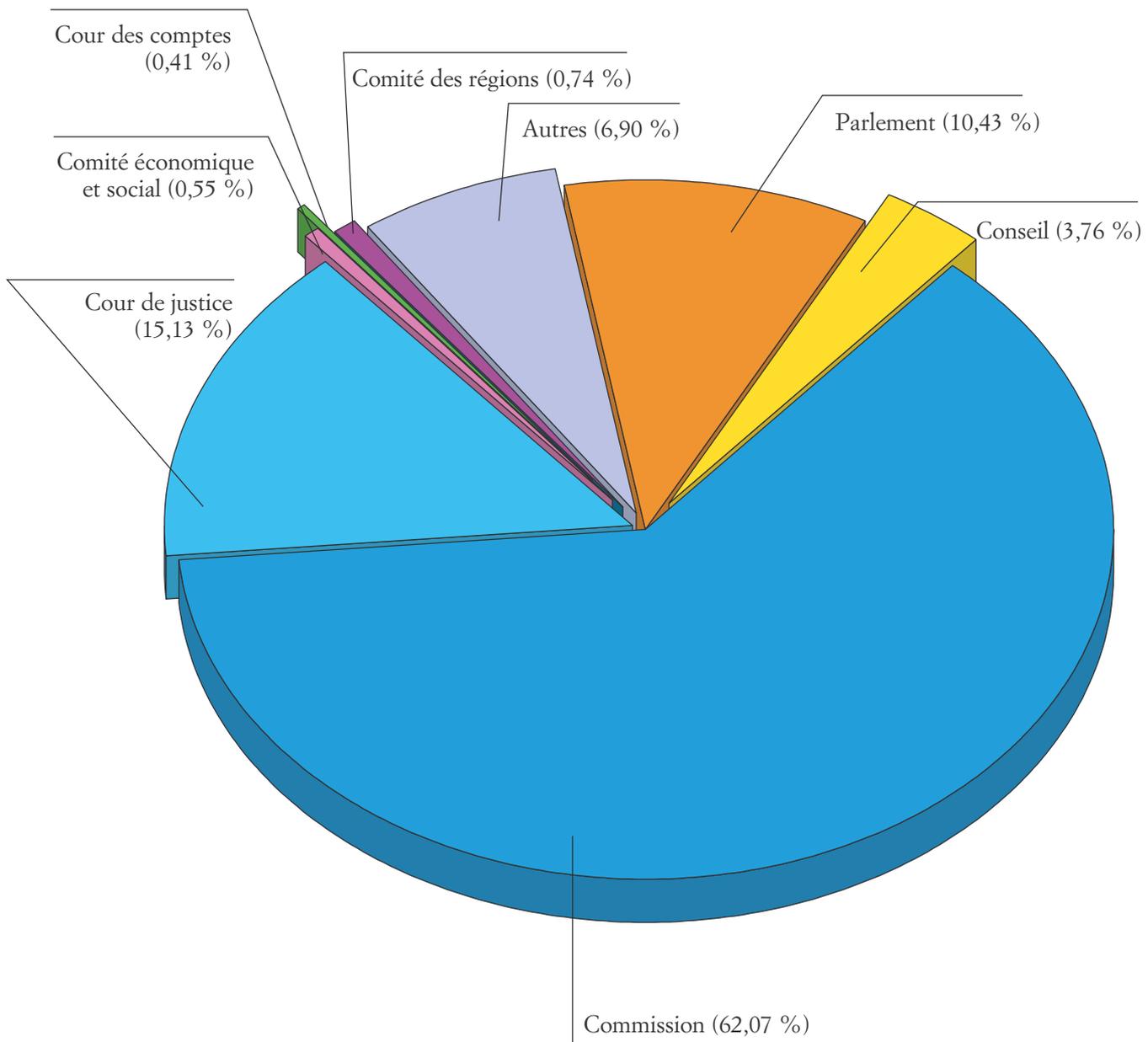
(en euros)

| Poste budgétaire | Intitulé | Engagements contractés au cours de l'exercice 2002 | Paiements effectués au cours de l'exercice 2002 | Engagements de l'exercice 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider | Dégagements/ Réévaluations | Paiements effectués | Annulation des engagements non liquidés (crédits non dissociés) | Engagements des exercices antérieurs à 2002 restant à liquider à la clôture de l'exercice | Taux de liquidation du reste à liquider | Total des engagements restant à liquider à la clôture de l'exercice 2002 |
|-------------------------------|--|--|---|--|--|----------------------------|---------------------|---|---|---|--|
| | | 1 | 2 | 3=1-2 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8=4-5-6-7 | 9=(8-4)/4 | 10=3+8 |
| A-250 | Réunions et convocations en général | 43.120,00 | 23.854,34 | 19.265,66 | 5.505,25 | 5.072,35 | | 432,90 | | 100,00 % | 19.265,66 |
| A-260 | Consultations, études et enquêtes de caractère limité | 39.495,60 | 6.147,80 | 33.347,80 | | | | | | 0,00 % | 33.347,80 |
| A-3410 | Publications de caractère général | 97.198,03 | 92.198,03 | 5.000,00 | 5.840,00 | 484,54 | 5.355,46 | | | 100,00 % | 5.000,00 |
| A-3412 | Dépenses de vulgarisation et de promotion des publications | 282.138,95 | 133.383,45 | 148.755,50 | 189.014,05 | 11.727,74 | 177.286,11 | | 0,20 | 100,00 % | 148.755,70 |
| A-3430 | Diffusion de bases de données | 371.190,44 | 227.188,38 | 144.002,06 | 11.485,33 | 909,37 | 10.575,95 | 0,01 | | 100,00 % | 144.002,06 |
| A-3431 | Celex | 1.387.423,64 | 562.174,41 | 825.249,23 | 804.856,85 | 50.138,31 | 754.718,54 | | | 100,00 % | 825.249,23 |
| A-3432 | Production des bases de données | 105.000,00 | 550,04 | 104.449,96 | 78.287,75 | | 66.990,25 | 11.297,50 | | 100,00 % | 104.449,96 |
| A-3434 | Outils communs pour des réalisations multimédias | 284.727,61 | 175.467,61 | 109.260,00 | 173.366,06 | 10.025,80 | 158.252,76 | 5.087,50 | | 100,00 % | 109.260,00 |
| A-3435 | Assistance aux utilisateurs des produits et services électroniques | 200.000,00 | 146.190,00 | 53.810,00 | 33.946,00 | 4.708,00 | 29.238,00 | | | 100,00 % | 53.810,00 |
| Total Partie A | | 71.873.459,99 | 57.207.838,84 | 14.665.621,15 | 10.833.252,66 | 564.117,69 | 9.929.274,89 | 333.842,92 | 6.017,16 | 99,94 % | 14.671.638,31 |
| Total DG OPOCE (ligne A-3420) | | 71.873.459,99 | 57.207.838,84 | 14.665.621,15 | 10.833.252,66 | 564.117,69 | 9.929.274,89 | 333.842,92 | 6.017,16 | 99,94 % | 14.671.638,31 |

Tableau 41 — Facturation 2002 pro forma (ventilation globale des coûts de l'Office par institution)

| Institution | Journal officiel | | Publications | | | | | | Multimédia | | Accès au droit | | Diffusion | | Exécution (coût, en euros) | % |
|-----------------------------|------------------|-------------------|-----------------|----------------|-------------------|-------------------------------|-----------------------------|------------------|--|------------------|-----------------------|------------------|-----------------------|-------------------|----------------------------------|---------------|
| | Pages produites | | Publications | | | Ateliers-imprimerie | | | Dossiers (activités pondérées) (en %) | Coût | Prestations (en %) | Coût | Prestations (en %) | Coût | | |
| | Nombre | Coût | Pages produites | | | Ateliers (heures, en %) | Matières (coût, en %) | Coût | | | | | | | | |
| | | | Corrigées | Fabriquées | Coût | | | | | | | | | | | |
| Parlement | 130 396 | 2 693 625 | 2 724 | 19 726 | 360 870 | 1,98 | 1,58 | 98 696 | 6,86 | 324 515 | 32,84 | 1 947 836 | 6,49 | 1 578 838 | 7 004 380 | 10,43 |
| Conseil | 93 704 | 1 935 669 | 4 463 | 10 408 | 239 042 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,19 | 8 988 | 5,29 | 313 854 | 0,11 | 26 331 | 2 523 884 | 3,76 |
| Commission | 326 752 | 6 749 804 | 117 870 | 255 615 | 6 003 535 | 82,50 | 85,12 | 4 299 904 | 66,99 | 3 168 987 | 41,07 | 2 436 097 | 78,12 | 19 010 329 | 41 668 657 | 62,07 |
| Cour de justice | 11 790 | 243 549 | 205 147 | 237 435 | 7 114 225 | 2,73 | 3,86 | 152 435 | 0,00 | 0 | 14,61 | 866 518 | 7,33 | 1 783 065 | 10 159 792 | 15,13 |
| Comité économique et social | 10 605 | 219 070 | 0 | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | 0 | 1,95 | 92 245 | 1,02 | 60 536 | 0,00 | 292 | 372 144 | 0,55 |
| Cour des comptes | 8 174 | 168 853 | 7 | 7 | 225 | 0,09 | 0,04 | 4 177 | 1,83 | 86 569 | 0,24 | 14 259 | 0,01 | 2 653 | 276 735 | 0,41 |
| Comité des régions | 3 180 | 65 690 | 3 324 | 9 761 | 210 333 | 0,00 | 0,00 | 0 | 0,71 | 33 587 | 0,14 | 8 541 | 0,73 | 178 844 | 496 996 | 0,74 |
| Autres | 9 317 | 192 464 | 13 066 | 34 291 | 761 234 | 12,70 | 9,40 | 625 907 | 21,47 | 1 015 647 | 4,78 | 283 758 | 7,21 | 1 755 517 | 4 634 526 | 6,90 |
| Total | 593 918 | 12 268 724 | 346 601 | 567 243 | 14 689 463 | 100,00 | 100,00 | 5 181 119 | 100,00 | 4 730 538 | 100,00 | 5 931 400 | 100,00 | 24 335 869 | 67 137 113 | 100,00 |

Ventilation globale des coûts de l'Office des publications par institution



Gestion du budget pour le compte des institutions

Tableau 42 — JO 2002: coûts des prestations imputées au fonds de roulement du Journal officiel

NB: Ce tableau reprend les coûts comptabilisés relatifs à l'exercice 2002.

| | Commission | | Parlement | Conseil | Comité économique et social | Cour de justice | Cour des comptes | Comité des régions | Autres | Total |
|--|----------------------|-------------------|---------------------|---------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-------------------|----------------------|
| | A-3400 | B-5304 | | | | | | | | |
| Préparation des documents et publication électronique et papier | | | | | | | | | | |
| Edition papier série JO L | 12 031 560,11 | 0,00 | 927 158,21 | 3 528 447,00 | 9 713,58 | 8 888,37 | 7 459,86 | 1 069,62 | 127 134,10 | 16 641 430,5 |
| Edition papier série JO C | 4 718 902,24 | 0,00 | 136 544,73 | 346 627,50 | 325 097,03 | 412 748,87 | 460 272,73 | 111 594,89 | 170,855,27 | 6 682 643,26 |
| Edition électronique JO C | 1 248 155,60 | 0,00 | 1 648 555,73 | 684 081,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 580 792,68 |
| Supports magnétiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Traités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| EUR-Lex | 61 668,31 | 0,00 | 19 105,46 | 16 530,24 | 2 257,00 | 2 401,47 | 3 199,14 | 723,38 | 0,00 | 105 885,00 |
| CD-ROM JO L & C | 591 863,55 | 24 750,00 | 196 585,17 | 138 100,63 | 26 881,11 | 23 069,19 | 34 831,83 | 6 204,53 | 0,00 | 1 042 286,01 |
| Archivage numérique (EUDOR) | 648 428,33 | 0,00 | 279 212,04 | 141 794,55 | 26 976,36 | 23 410,99 | 35 108,96 | 6 339,87 | 0,00 | 1 161 271,10 |
| Autres documents budgétaires | 628 880,33 | 0,00 | 92 744,24 | 555 173,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 276 797,82 |
| Autres travaux de préparation et correction | 2 990,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 990,34 |
| Retirages | 8 726,28 | 0,00 | 4 294,81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 021,09 |
| Validation Formex | 1 265 167,45 | 0,00 | 993 694,01 | 306 224,33 | 57 300,36 | 50 289,89 | 74 907,37 | 13 711,63 | 0,00 | 2 761 295,04 |
| Préparation avis de marché JO-S | 0,00 | 127 154,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 127 154,26 |
| Documents de référence | | | | | | | | | | |
| Tables | 309 097,47 | 0,00 | 10 011,84 | 56 905,85 | 0,00 | 85 724,55 | 0,00 | 37,45 | 0,00 | 461 777,16 |
| Répertoires | 521 818,37 | 0,00 | 0,00 | 223 636,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 745 454,82 |
| Infrastructure et logistique | | | | | | | | | | |
| Transport/conditionnement/expédition | 459 568,97 | 0,00 | 157 714,92 | 108 044,68 | 21 880,46 | 18 366,81 | 28 109,22 | 4 871,21 | 0,00 | 798 556,27 |
| EUROVOC | 40 888,11 | 0,00 | 1 308,65 | 7 092,84 | 0,00 | 11 234,09 | 0,00 | 1,31 | 0,00 | 60 525,00 |
| Système d'indexation | 129 763,87 | 0,00 | 4 169,91 | 22 972,78 | 0,00 | 35 765,42 | 0,00 | 8,02 | 0,00 | 192 680,00 |
| Systèmes informatiques de production (SEI) | 772 721,46 | 0,00 | 861 556,29 | 38 524,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 672 802,69 |
| Produits informatiques divers | 1 376 804,41 | 66 249,12 | 753 650,76 | 319 727,52 | 64 987,28 | 51 765,09 | 76 209,45 | 14 276,59 | 0,00 | 2 723 670,22 |
| Développements informatiques | 742 571,28 | 0,00 | 242 701,16 | 171 164,20 | 28 531,39 | 46 278,14 | 37 585,56 | 7 045,75 | 0,00 | 1 275 877,48 |
| Actes Périodiques Agricoles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Produits divers | | | | | | | | | | |
| Hausses contractuelles | 32 983,19 | 0,00 | 14 227,07 | 6 762,89 | 2 409,76 | 2 286,87 | 3 258,91 | 655,72 | 0,00 | 62 584,41 |
| Prestations diverses | 0,00 | 0,00 | 57 548,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 220 441,12 | 0,00 | 0,00 | 277 989,52 |
| Total général | 25 592 559,67 | 218 153,38 | 6 400 783,40 | 6 671 811,00 | 566 034,33 | 772 229,75 | 981 384,15 | 166 539,97 | 297 989,37 | 41 667 485,02 |
| Crédits 2001 | 1 673 542,31 | 218 153,38 | 469 485,85 | 690 603,37 | 12 157,42 | 68 790,77 | 483 794,35 | 6 692,52 | 15 973,27 | 3 639 193,24 |
| Crédits 2002 | 23 919 017,36 | 0,00 | 5 931 297,55 | 5 981 207,63 | 553 876,91 | 703 438,98 | 497 589,80 | 159 847,45 | 282 016,10 | 38 028 291,78 |

Tableau 43 — JO 2002: répartition des pages produites, par institution

Séries L et C (827 éditions)

| Institution | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total 2002 | Rappel 2001 | Évolution | Évolution relative (en %) |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|---------------------------|
| Parlement | 25 135 | 16 459 | 11 130 | 9 598 | 7 696 | 17 288 | 9 880 | 4 257 | 3 708 | 714 | 13 845 | 10 686 | 130 396 | 136 757 | - 6 361 | - 4,65 |
| Conseil | 6 227 | 6 856 | 3 605 | 4 262 | 5 896 | 4 143 | 6 650 | 2 812 | 4 306 | 4 253 | 10 056 | 34 638 | 93 704 | 58 562 | + 35 142 | + 60,01 |
| Commission | 21 385 | 22 661 | 21 996 | 65 212 | 28 638 | 16 976 | 19 994 | 20 225 | 27 770 | 35 486 | 19 902 | 26 507 | 326 752 | 294 551 | + 32 201 | + 10,93 |
| Cour de justice | 880 | 572 | 561 | 1 144 | 1 302 | 1 684 | 1 378 | 913 | 792 | 606 | 1 001 | 957 | 11 790 | 9 956 | + 1 834 | + 18,42 |
| Comité économique et social | 0 | 3 168 | 0 | 1 496 | 1 353 | 968 | 11 | 0 | 1 320 | 2 277 | 0 | 12 | 10 605 | 11 839 | - 1 234 | - 10,42 |
| Cour des comptes | 176 | 0 | 0 | 143 | 297 | 683 | 286 | 77 | 22 | 869 | 4 499 | 1 122 | 8 174 | 15 249 | - 7 075 | - 46,40 |
| Comité des régions | 396 | 0 | 0 | 0 | 1 298 | 0 | 11 | 737 | 23 | 0 | 715 | 0 | 3 180 | 2 640 | + 540 | + 20,45 |
| Autres | 396 | 209 | 33 | 308 | 313 | 185 | 6 716 | 198 | 10 | 242 | 352 | 355 | 9 317 | 10 191 | - 874 | - 8,58 |
| Total | 54 595 | 49 925 | 37 325 | 82 163 | 46 793 | 41 927 | 44 926 | 29 219 | 37 951 | 44 447 | 50 370 | 74 277 | 593 918 | 539 745 | + 54 173 | + 10,04 |

Série L (358 éditions)

| Institution | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total 2002 | Rappel 2001 | Évolution | Évolution relative (en %) |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|---------------------------|
| Parlement | 19 910 | 1 430 | 823 | 479 | 369 | 952 | 618 | 1 254 | 298 | 711 | 484 | 4 115 | 31 443 | 26 928 | + 4 515 | + 16,77 |
| Conseil | 4 676 | 4 543 | 2 489 | 3 965 | 3 476 | 2 119 | 4 736 | 2 262 | 3 646 | 3 631 | 2 723 | 26 695 | 64 961 | 46 221 | + 18 740 | + 40,54 |
| Commission | 11 704 | 13 182 | 9 833 | 14 095 | 19 627 | 9 088 | 10 096 | 12 513 | 16 195 | 20 972 | 10 559 | 10 212 | 158 076 | 145 815 | + 12 261 | + 8,41 |
| Cour de justice | 0 | 0 | 0 | 44 | 0 | 12 | 11 | 0 | 0 | 12 | 0 | 0 | 79 | 48 | + 31 | + 64,58 |
| Comité économique et social | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 165 | 0 | 1 | 177 | 0 | + 177 | |
| Cour des comptes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 77 | 0 | 0 | 0 | 0 | 88 | 0 | + 88 | |
| Comité des régions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | + 11 | |
| Autres | 286 | 165 | 33 | 22 | 16 | 20 | 6 644 | 176 | 0 | 33 | 22 | 330 | 7 747 | 7 327 | + 420 | + 5,73 |
| Total | 36 576 | 19 320 | 13 178 | 18 605 | 23 488 | 12 191 | 22 138 | 16 282 | 20 139 | 25 524 | 13 788 | 41 353 | 262 582 | 226 339 | + 36 243 | + 16,01 |

Tableau 43 (suite) — JO 2002: répartition des pages produites, par institution

Série C (469 éditions y inclus C E et C A)

| Institution | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total 2002 | Rappel 2001 | Évolution | Évolution relative (en %) |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|-----------------|---------------------------|
| Parlement | 5 225 | 15 029 | 10 307 | 9 119 | 7 327 | 16 336 | 9 262 | 3 003 | 3 410 | 3 | 13 361 | 6 571 | 98 953 | 109 829 | - 10 876 | - 9,90 |
| Conseil | 1 551 | 2 313 | 1 116 | 297 | 2 420 | 2 024 | 1 914 | 550 | 660 | 622 | 7 333 | 7 943 | 28 743 | 12 341 | + 16 402 | + 132,91 |
| Commission | 9 681 | 9 479 | 12 163 | 51 117 | 9 011 | 7 888 | 9 898 | 7 712 | 11 575 | 14 514 | 9 343 | 16 295 | 168 676 | 148 736 | + 19 940 | + 13,41 |
| Cour de justice | 880 | 572 | 561 | 1 100 | 1 302 | 1 672 | 1 367 | 913 | 792 | 594 | 1 001 | 957 | 11 711 | 9 908 | + 1 803 | + 18,20 |
| Comité économique et social | 0 | 3 168 | 0 | 1 496 | 1 353 | 968 | 0 | 0 | 1 320 | 2 112 | 0 | 11 | 10 428 | 11 839 | - 1 411 | - 11,92 |
| Cour des comptes | 176 | 0 | 0 | 143 | 297 | 683 | 275 | 0 | 22 | 869 | 4 499 | 1 122 | 8 086 | 15 249 | - 7 163 | - 46,97 |
| Comité des régions | 396 | 0 | 0 | 0 | 1 298 | 0 | 0 | 737 | 23 | 0 | 715 | 0 | 3 169 | 2 640 | + 529 | + 20,04 |
| Autres | 110 | 44 | 0 | 286 | 297 | 165 | 72 | 22 | 10 | 209 | 330 | 25 | 1 570 | 2 864 | - 1 294 | - 45,18 |
| Total | 18 019 | 30 605 | 24 147 | 63 558 | 23 305 | 29 736 | 22 788 | 12 937 | 17 812 | 18 923 | 36 582 | 32 924 | 331 336 | 313 406 | + 17 930 | + 5,72 |

Série C électronique (56 éditions)

| Institution | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Total 2002 | Rappel 2001 | Évolution | Évolution relative (en %) |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|---------------|---------------|----------------|---------------|-----------------|---------------------------|
| Parlement | 5 203 | 14 938 | 10 252 | 8 162 | 7 084 | 16 302 | 9 229 | 2 992 | 2 563 | 0 | 13 255 | 5 786 | 95 766 | 52 261 | + 43 505 | + 83,25 |
| Conseil | 0 | 1 859 | 737 | 198 | 2 178 | 1 364 | 1 166 | 385 | 462 | 385 | 7 227 | 495 | 16 456 | 0 | | |
| Commission | 5 940 | 4 378 | 5 126 | 4 125 | 4 433 | 3 388 | 3 542 | 3 443 | 6 402 | 6 303 | 3 454 | 4 191 | 54 725 | 42 680 | + 12 045 | + 28,22 |
| Total | 11 143 | 21 175 | 16 115 | 12 485 | 13 695 | 21 054 | 13 937 | 6 820 | 9 427 | 6 688 | 23 936 | 10 472 | 166 947 | 94 941 | + 72 006 | + 75,84 |

Tableau 44 — Publications générales: répartition de la facturation entre institutions, agences et autres organes

| Institution, agence ou organe | Montant (en euros) | % |
|---|-----------------------|---------------|
| <i>Institutions</i> | | |
| Commission | 10 780 339 | 62,98 |
| Parlement européen | 949 015 | 5,54 |
| Conseil | 231 458 | 1,35 |
| Cour de justice | 1 484 830 | 8,69 |
| Cour des comptes | 375 | 0,00 |
| Comité économique et social | 42 724 | 0,25 |
| Comité des régions | 66 420 | 0,39 |
| Sous-total | <i>13 555 161</i> | <i>79,20</i> |
| <i>Agences et autres organes</i> | | |
| OHMI | 1 814 973 | 10,60 |
| Cedefop | 438 679 | 2,56 |
| Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail | 301 015 | 1,76 |
| Agence européenne pour l'environnement | 23 633 | 0,14 |
| Écoles européennes | 82 294 | 0,48 |
| OEDT | 120 506 | 0,71 |
| OCVV | 48 624 | 0,29 |
| Europol | 33 069 | 0,19 |
| EMEA | 0 | 0,00 |
| OLAF | 75 419 | 0,44 |
| OPRX | 24 600 | 0,14 |
| OPOCE | 87 774 | 0,51 |
| Divers | 509 959 | 2,98 |
| Sous-total | <i>3 560 545</i> | <i>20,80</i> |
| Total | 17 115 706 | 100,00 |

Tableau 45 — Publications générales: répartition de la facturation par unité de production

| Unité | Montant (en euros) | % |
|------------------|--------------------------|---------------|
| Publications | 13 637 029 | 79,68 |
| Multimédia | 1 464 225 | 8,55 |
| Journal officiel | 2 014 452 ⁽¹⁾ | 11,77 |
| Total | 17 115 706 | 100,00 |

⁽¹⁾ Hors dépenses imputées au fonds de roulement du Journal officiel.

Tableau 46 — Nombre et montant des ordres de recouvrement établis par l'Office en 2002, détaillés par poste/ligne budgétaire
(détail du montant de 11,99 millions d'euros mentionné à la page 55)

| Poste/ligne bénéficiaire | Ordres de recouvrement | |
|---|------------------------|--------------------|
| | Nombre | Montant (en euros) |
| 1100 — Traitements de base | 1 | 100 000 |
| 2000 — Loyers | 159 | 498 539 |
| 2120 — Prestations de personnel d'exploitation informatique | 22 | 147 530 |
| 2230 — Premier équipement en matériel de transport | 6 | 111 987 |
| 2233 — Entretien/exploitation/réparation matériel de transport | 1 | 683 |
| 2300 — Papeterie et fournitures de bureau | 54 | 103 649 |
| 2400 — Affranchissement de correspondance et frais de port | 175 | 9 189 556 |
| 2410 — Téléphone, télégraphe, télex, télévision | 1 | 139 |
| 3410 — Publications de caractère général | 3 | 87 693 |
| 3430 — Diffusion de bases de données | 3 | 157 379 |
| 3431 — Celex | 3 | 632 273 |
| Total A-342 | 428 | 10 929 428 |
| B5-304 — Procédures de passation et de publication de marchés publics | 3 | 1 064 097 |
| Total B5 | 3 | 1 064 097 |
| Autres ⁽¹⁾ | 1 | 176 |
| Grand total | 432 | 11 993 701 |

⁽¹⁾ Fonds de roulement du contrat 1152.

Comptabilité commerciale

Tableau 47 — Bilan de l'activité commerciale au 31 décembre 2002

(en euros)

| Actif | | | Passif | | |
|------------------------|----------------------|----------------------|---|----------------------|----------------------|
| Intitulé | 2001 | 2002 | Intitulé | 2001 | 2002 |
| Créances commerciales: | | | Dettes à court terme: | | |
| — réseau de vente | 3 666 829,34 | 7 688 056,92 | Recettes à encaisser pour le compte des institutions au 31.12 | 3 959 724,34 | 8 028 473,68 |
| — clients directs | 292 895,00 | 340 416,76 | | | |
| — créances douteuses | (⁽¹⁾) | (⁽²⁾) | | | |
| | 3 959 724,34 | 8 028 473,68 | Clients: recettes encaissées à imputer | 499 596,00 | 3 203 872,95 |
| Comptes à vue: | | | | | |
| — en euros | 7 347 291,30 | 8 253 091,90 | | | |
| — en devises | 1 263 366,57 | | | | |
| | 8 610 657,87 | 8 253 091,90 | Résultats des ventes à verser aux institutions | 8 111 061,87 | 5 049 218,95 |
| Total | 12 570 382,21 | 16 281 565,58 | Total | 12 570 382,21 | 16 281 565,58 |

(⁽¹⁾) Dans le bilan 2001, les créances douteuses ont été actées sous forme d'une réduction de valeur d'un montant global de 292 424,73 euros.

(⁽²⁾) Dans le bilan 2002, les créances douteuses ont été actées sous forme d'une réduction de valeur d'un montant global de 597 815,97 euros (un renforcement de 305 391,24 euros par rapport à l'année précédente).

Tableau 48 — Compte d'exploitation de l'activité commerciale pour l'exercice 2002

(en euros)

| Charges | | | Produits | | |
|--|----------------------|----------------------|---|----------------------|----------------------|
| Intitulé | 2001 | 2002 | Intitulé | 2001 | 2002 |
| Remises accordées | 4 153 939,03 | 3 077 292,50 | Ventes brutes facturées | 13 836 029,99 | 18 221 089,32 |
| Frais et avances remboursées | | | Frais d'envoi facturés | 2 700 814,00 | 50 292,68 |
| Clients insolvable | 175,04 | | Frais BD facturés | 106 310,76 | 92 143,82 |
| Provision pour créances douteuses | 292 424,73 | 305 391,24 | Recettes diverses | 1 665,00 | 2 538,15 |
| Pertes diverses | | 0,26 | Frais récupérés | 194,85 | 1 011,00 |
| Pertes de change | 56 259,73 | 37 951,63 | Bénéfices de change | 38 819,02 | 10 700,44 |
| Réajustement comptes bancaires | 17,02 | 48 478,12 | Réajustement comptes bancaires | 20 277,33 | 130,38 |
| Intérêts passifs | 0,72 | 1,12 | Intérêts actifs | 205 444,88 | 223 179,30 |
| Frais bancaires | 16 372,98 | 16 390,19 | | | |
| Recettes restant à encaisser au 31.12 pour le compte des institutions | 3 959 724,34 | 8 028 473,68 | | | |
| Recettes encaissées au cours de l'exercice pour le compte des institutions | 12 355 690,90 | 11 046 830,69 | Recettes restant à encaisser au 31.12 pour le compte des institutions | 3 925 048,66 | 3 959 724,34 |
| Total | 20 834 604,49 | 22 560 809,43 | Total | 20 834 604,49 | 22 560 809,43 |

Gestion du personnel

Tableau 49 — Effectifs 2001 et 2002

| Catégorie et grade | Emplois permanents | |
|----------------------|--------------------------|--------------------------|
| | 2001 | 2002 |
| A 1 | 1 | 1 |
| A 2 | 1 | 1 |
| A 3 | 4 | 8 |
| A 4 | 6 | 4 |
| A 5 | 7 | 8 |
| A 6 | 10 | 10 |
| A 7 | 16 | 19 |
| A 8 | — | — |
| Total | 45 | 51 |
| B 1 | 43 | 43 |
| B 2 | 43 | 43 |
| B 3 | 74 | 70 |
| B 4 | 58 | 58 |
| B 5 | 29 | 29 |
| Total | 247 | 243 |
| C 1 | 40 | 39 |
| C 2 | 29 | 34 |
| C 3 | 35 | 35 |
| C 4 | 41 | 41 |
| C 5 | 32 | 28 |
| Total | 177 | 177 |
| D 1 | 26 | 31 |
| D 2 | 19 | 11 |
| D 3 | 8 | 7 |
| D 4 | — | — |
| Total | 53 | 49 |
| Total général | 522⁽¹⁾ | 520⁽¹⁾ |

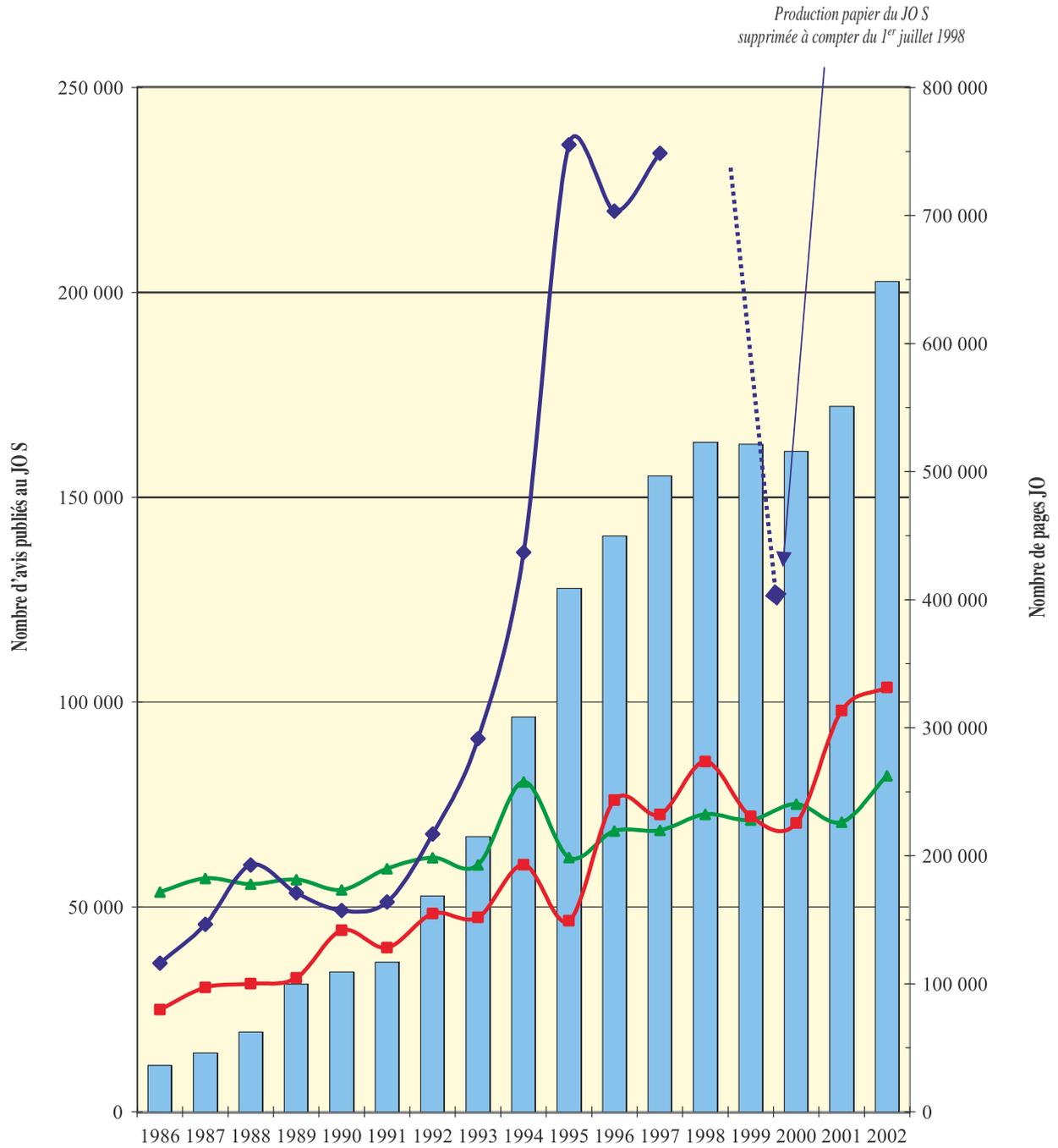
⁽¹⁾ L'occupation à mi-temps de certains emplois peut être compensée par l'engagement d'autres agents dans la limite du solde d'emplois ainsi libérés par catégorie.

Tableau 50 — Procédures administratives

| Personnel | Nombre |
|--|--------|
| Fonctionnaires | |
| <i>A. Arrivées</i> | |
| 1. Nomination de fonctionnaires stagiaires: | |
| — par voie de concours général | 11 |
| — par voie de concours interne | 0 |
| 2. Mutation vers l'Office | 17 |
| 3. Transfert vers l'Office | 5 |
| 4. Mise à la disposition de l'Office | 1 |
| 5. Détachement à l'Office | 0 |
| 6. Réintégration: | |
| — après mise en disponibilité | 0 |
| — après congé de convenance personnelle | 5 |
| — après service militaire | 0 |
| — après détachement au CLP | 0 |
| — après détachement | 0 |
| <i>B. Départs</i> | |
| 1. Mutation vers une autre DG | 32 |
| 2. Transfert vers une autre institution | 2 |
| 3. Congé de convenance personnelle: | |
| — octroi | 6 |
| — prorogation de l'exercice 2001 sur l'exercice 2002 | 4 |
| 4. Congé pour service militaire: | |
| — octroi | 0 |
| — prorogation de l'exercice 2001 sur l'exercice 2002 | 0 |
| 5. Mise à la disposition d'une autre DG: | |
| — octroi | 0 |
| — prorogation de l'exercice 2001 sur l'exercice 2002 | 0 |
| 6. Détachement de l'Office | 0 |
| 7. Mise en disponibilité | 0 |
| 8. Invalidité | 4 |
| 9. Dégagement | 0 |
| 10. Mise à la retraite | 6 |
| 11. Démission | 0 |
| 12. Retrait d'emploi dans l'intérêt du service | 0 |
| 13. Licenciement pour insuffisance professionnelle | 0 |
| 14. Décès | 1 |
| <i>C. Divers</i> | |
| 1. Promotions: | |
| — dans la carrière | 26 |
| — hors carrière | 28 |
| — vers une autre catégorie: | |
| ● par voie de concours interne | 0 |
| ● par voie de concours externe | 1 |
| 2. Nomination | 1 |
| 3. Intérim: | |
| — octroi | 0 |
| — prorogation de l'exercice 2001 sur l'exercice 2002 | 0 |

| Personnel | Nombre |
|--|--------|
| 4. Mi-temps et temps partiel: | |
| — octroi | 15 |
| — prorogation de l'exercice 2001 sur l'exercice 2002 | 23 |
| 5. Mobilité au sein de l'Office | 27 |
| Agents temporaires | |
| <i>A. Arrivées</i> | |
| 1. Engagement à durée déterminée: | |
| — nouvel engagement | 28 |
| — renouvellement | 13 |
| 2. Engagement à durée indéterminée: | |
| — nouvel engagement | 0 |
| — renouvellement | 0 |
| <i>B. Départs</i> | |
| 1. Fin de contrat | 6 |
| 2. Titularisation, lauréats de concours | 0 |
| 3. Démission | 0 |
| 4. Décès | 0 |
| Agents auxiliaires | |
| <i>A. Arrivées</i> | |
| 1. Engagement à durée déterminée: | |
| — nouvel engagement | 42 |
| — renouvellement | 6 |
| 2. Engagement à durée indéterminée: | |
| — nouvel engagement | 0 |
| — renouvellement | 0 |
| <i>B. Départs</i> | |
| 1. Fin de contrat | 26 |
| 2. Titularisation, lauréats de concours | 0 |
| 3. Démission | 0 |
| 4. Décès | 0 |

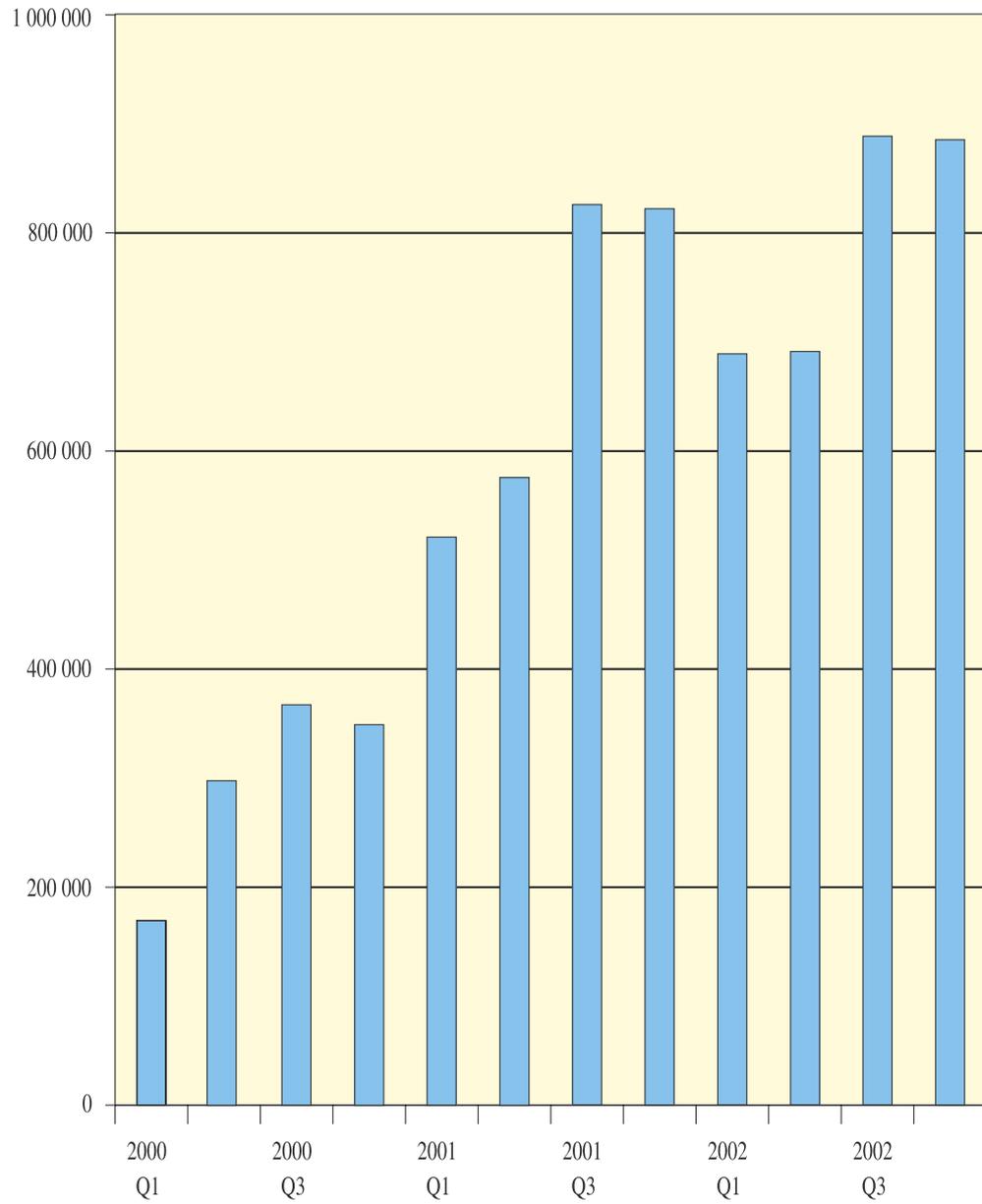
**Graphique 1 —
Évolution de la production au Journal officiel (1986-2002)**



- Nombre d'avis
- Pages JO L
- Pages JO C
- Pages JO S

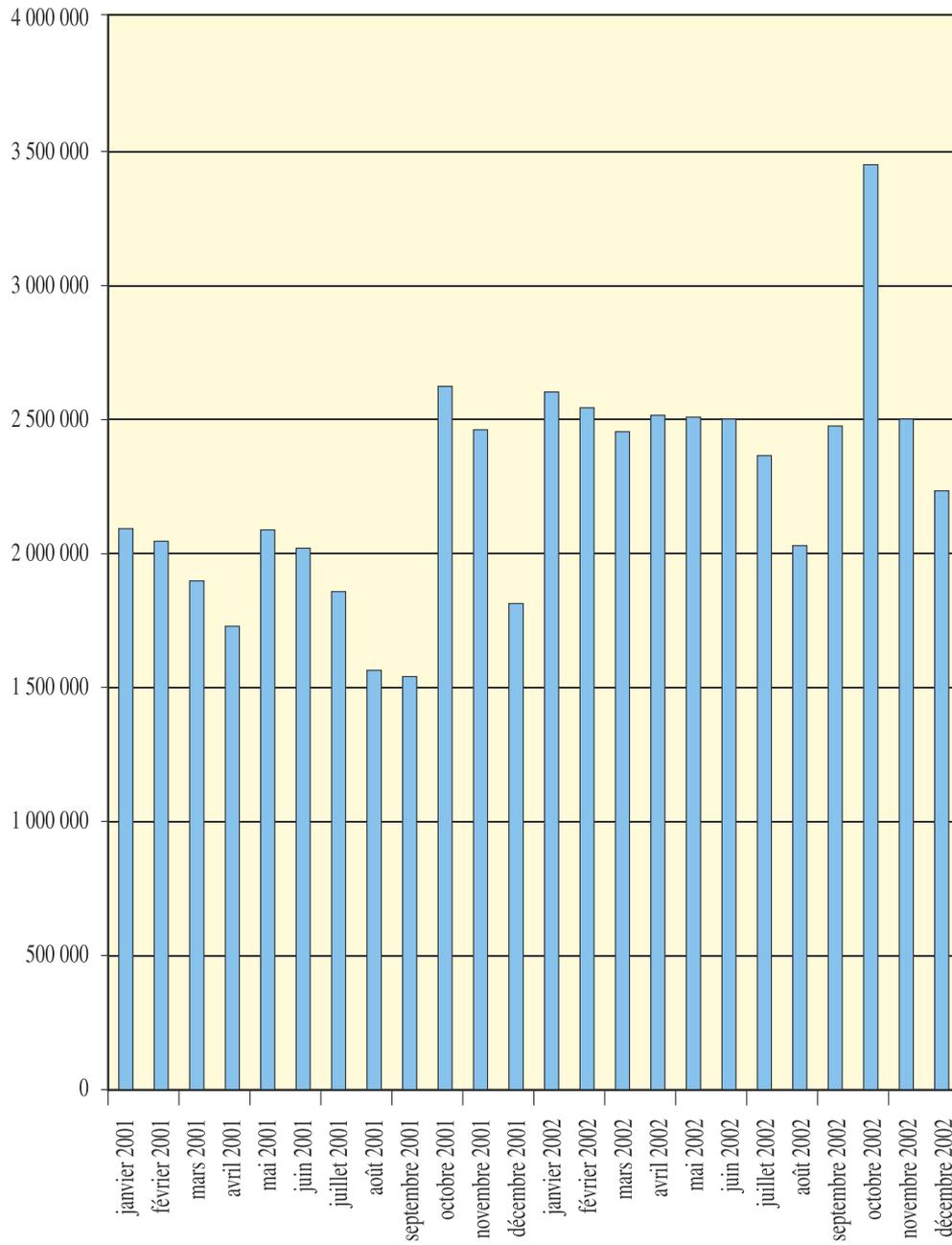
Graphique 2 — Indices de fréquentation TED

TED: documents visualisés par mois (moyenne mensuelle)



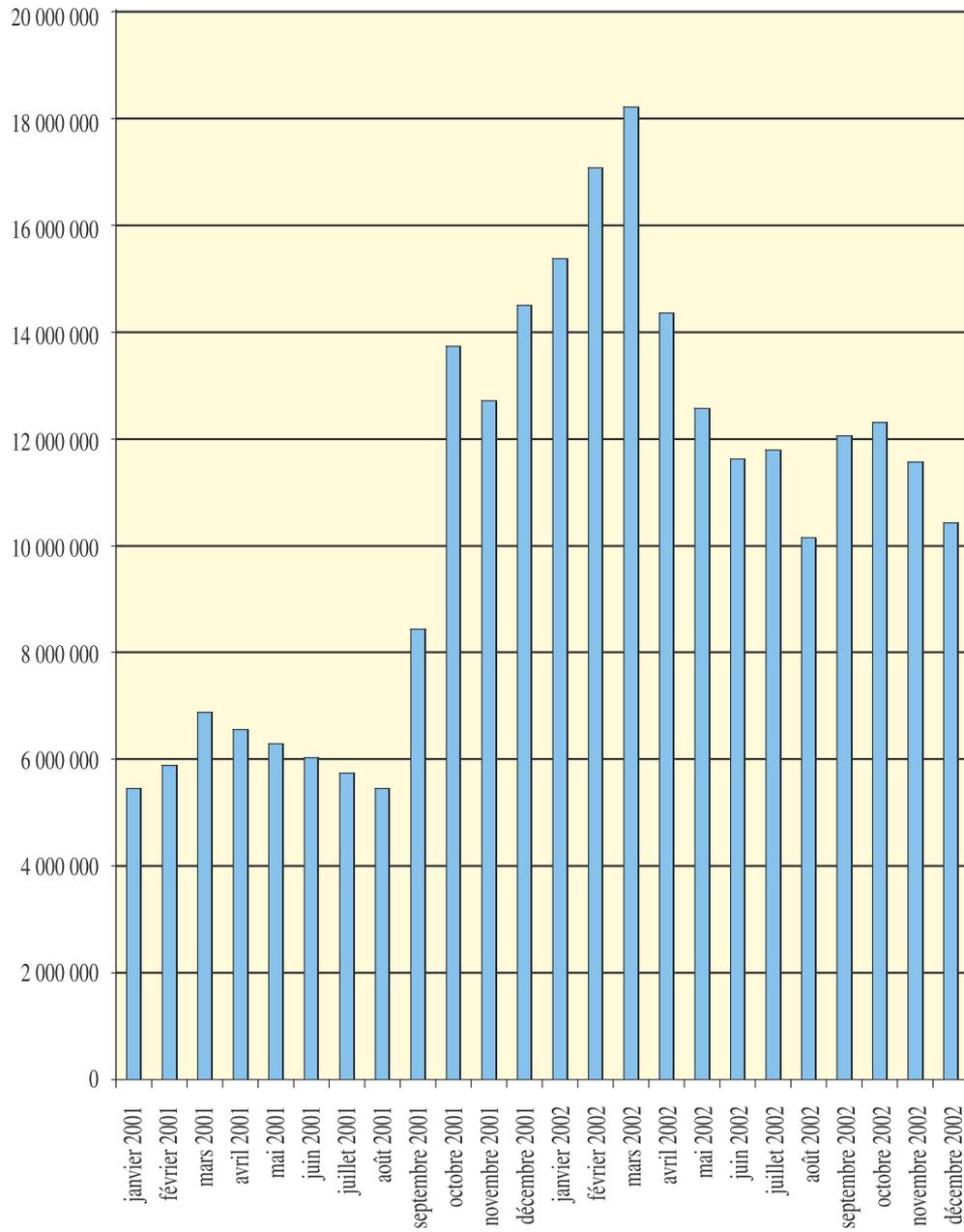
Graphique 3 — Indices de fréquentation CELEX

Évolution du nombre de documents visualisés par mois



Graphique 4 — Indices de fréquentation EUR-Lex

Évolution du nombre de documents visualisés par mois



Annexe 4 — Bilan et comptes des résultats

Note d'accompagnement au bilan

Le bilan de l'Office des publications recouvre:

- l'activité de vente du Journal officiel et des autres publications ou services;
- le fonds de roulement du Journal officiel;
- les immobilisations incorporelles et corporelles, les stocks de fournitures et de publications de l'Office ou gérés par l'Office pour le compte des institutions.

Les immobilisations et les stocks gérés par l'Office pour le compte des institutions sont repris dans le compte «capital» à partir de l'exercice 2002. Auparavant, la valeur nette de ses actifs figurait comme «dette aux institutions».

Les données chiffrées de l'année 2001 reprises dans ce bilan pour l'exercice 2002 ont été adaptées en suivant le même principe.

Bilan de l'Office des publications**Actif***(en euros)*

| | | 31 décembre 2002 | 31 décembre 2001 |
|------|---|----------------------|----------------------|
| I | Frais d'établissement | | |
| II | Immobilisations incorporelles | 396 009,84 | 388 688,07 |
| III | Immobilisations corporelles | 3 427 566,33 | 2 686 672,68 |
| A | Terrains et constructions | | |
| B | Installations, machines et outillages | 237 247,78 | 163 748,51 |
| C | Mobilier et parc automobile | 1 612 864,58 | 1 011 710,42 |
| D | Matériel informatique | 1 577 453,97 | 1 205 798,40 |
| E | Location financement et droits similaires | 0,00 | 305 415,35 |
| F | Autres immobilisations corporelles | | |
| G | Immobilisations en cours et acomptes versés | | |
| IV | Immobilisations financières | 0,00 | 0,00 |
| A | Investissements dans des organismes liés | | |
| | 1. Participations | | |
| | 2. Créances | | |
| B | Autres immobilisations financières | | |
| | 1. Participations | | |
| | 2. Créances | | |
| | 3. Garanties et avances octroyées | | |
| | 4. Autres | | |
| V | Créances à long terme | 0,00 | 0,00 |
| A | Prêts sur crédits budgétaires | | |
| B | Prêts sur fonds empruntés | | |
| C | Autres créances à long terme | | |
| VI | Stocks | 471 606,64 | 620 980,17 |
| A | Fournitures de bureau et autres biens | 471 606,64 | 597 166,61 |
| B | Matériel scientifique | | |
| C | Stocks de l'Office des publications | 0,00 | 23 813,56 |
| VII | Créances à court terme | 18 848 932,56 | 23 526 476,55 |
| A | Créances à long terme échéant dans l'année | | |
| | 1. Prêts sur crédits budgétaires | | |
| | 2. Prêts sur fonds empruntés | | |
| | 3. Autres créances à plus d'un an échéant dans l'année | | |
| B | Créances courantes | 18 848 932,56 | 23 526 476,55 |
| | 1. Avances aux États membres | | |
| | 2. Créances sur États membres | | |
| | a) FEOGA | | |
| | b) TVA payée et à récupérer auprès des États membres | | |
| | c) Autres créances sur États membres | | |
| | 3. Créances sur institutions et organismes communautaires | 10 820 458,88 | 19 566 752,21 |
| | 4. Débiteurs divers | 8 028 473,68 | 3 959,724,34 |
| C | Créances diverses | | |
| | 1. Créances sur le personnel | | |
| | 2. Autres | | |
| VIII | Placements de trésorerie | 15 322 946,85 | |
| IX | Valeurs disponibles | 13 842 517,52 | 29 333 393,09 |
| X | Comptes transitoires | 29 102,51 | |
| | Total | 52 338 682,25 | 56 556 210,56 |

Passif*(en euros)*

| | | 31 décembre 2002 | 31 décembre 2001 |
|--------------|--|----------------------|----------------------|
| I | Capitaux propres | 4 295 182,81 | 3 696 340,92 |
| A | Résultat économique de l'exercice | 598 841,89 | - 5 637 465,97 |
| | 1. Résultat de l'exécution du budget | | |
| | 2. Résultat des ajustements de l'actif-OPOCE | 711 418,16 | - 5 063 916,72 |
| | 3. Résultat des activités emprunts-prêts | | |
| | 4. Résultat des ajustements de l'actif-JO | - 112 576,27 | - 573 549,25 |
| B | Résultats reportés des exercices antérieurs | 3 696 340,92 | 9 333 806,89 |
| | 1. Résultats reportés des ajustements de l'actif-OPOCE | 3 064 494,66 | 8 128 411,38 |
| | 2. Résultats reportés des ajustements de l'actif-JO | 631 846,26 | 1 205 395,51 |
| C | Réserves | | |
| | 1. Réserve de réévaluation | | |
| | 2. Réserve des activités emprunt-prêt | | |
| II | Provisions pour risques et charges | 0,00 | 0,00 |
| A | Provisions pour grosses réparations et gros entretien | | |
| B | Autres provisions pour risques et charges | | |
| III | Dettes à long terme | 0,00 | 0,00 |
| A | Dettes financières | | |
| B | Autres dettes à long terme | | |
| IV | Dettes à court terme | 47 446 838,58 | 51 527 429,37 |
| A | Dettes à long terme échéant dans l'année | | |
| B | Autres dettes financières à court terme | | |
| C | Dettes courantes | 47 446 838,58 | 51 107 225,84 |
| | 1. États membres et pays AELE créditeurs | | |
| | 2. Institutions et organismes communautaires | 35 637 889,81 | 37 343 147,42 |
| | 3. Crédits à reporter | | |
| | 4. Crédoeurs divers | 11 808 948,77 | 13 764 078,42 |
| D | Autres dettes | 0,00 | 420 203,53 |
| V | Comptes transitoires | 596 660,86 | 1 332 440,27 |
| Total | | 52 338 682,25 | 56 556 210,56 |

Actif*(en euros)***I. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES 396 009,84**

Le montant inscrit au bilan représente le coût d'acquisition de logiciels spécifiques.

| | |
|--------------|-------------------|
| Budget OPOCE | 134 200,25 |
| Budget JO | <u>261 809,59</u> |
| | <u>396 009,84</u> |

Le tableau I détaille les variations des immobilisations incorporelles au cours de l'exercice 2002.

II. IMMOBILISATIONS CORPORELLES 3 427 566,33*B. Installations, machines et outillages 237 247,78*

Il s'agit du matériel de télécommunication et d'outillage.

| | | |
|--------------|-----------------|-------------------|
| Budget OPOCE | 206 940,84 | |
| | Audio-visuel | 20 453,27 |
| Budget JO | <u>9 853,67</u> | |
| | | <u>237 247,78</u> |

C. Mobilier et parc automobile 1 612 864,58

| | |
|-----------|---------------------|
| Mobilier | 1 612 864,58 |
| Transport | <u>0,00</u> |
| | <u>1 612 864,58</u> |

D. Matériel informatique 1 577 453,97

| | |
|--------------|---------------------|
| Budget OPOCE | 1 329 847,24 |
| Budget JO | <u>247 606,73</u> |
| | <u>1 577 453,97</u> |

Le tableau II détaille les variations des immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2002.

VI. STOCKS 471 606,64*A. Fournitures de bureau et publications*

| | |
|---|-------------------|
| Fournitures de bureau | 21 307,47 |
| Composants informatiques | 30 434,00 |
| Atelier d'imprimerie | 209 995,58 |
| Papier, cartons, boîtes, pièces de rechange | <u>209 869,59</u> |
| | <u>471 606,64</u> |

C. Stock de l'Office des publications

| | |
|--|-------------|
| Publications détenues par l'OPOCE pour le compte des institutions | <u>0,00</u> |
| | <u>0,00</u> |

VII. CRÉANCES À COURT TERME **18 848 932,56**

B. Créances courantes 18 848 932,56

3. Créances sur institutions, agences et organismes communautaires 10 820 458,88

Cette rubrique met en évidence:

a) les créances de l'OPOCE sur les institutions, agences et organismes pour les opérations du Journal officiel:

| | |
|--|----------------------------|
| Parlement | 747 590,38 |
| Conseil | 1 057 530,48 |
| Commission | 738 507,21 |
| Commission (JO S) | 0,00 |
| Cour de justice | 72 537,48 |
| Comité économique et social | 94 748,49 |
| Comité des régions | 25 368,60 |
| Cour des comptes | 15 277,98 |
| Sous-total institutions: | <u>2 751 560,62</u> |
| Dublin | 11 827,86 |
| Fondation pour la formation | 2 056,90 |
| Agence européenne pour l'environnement | 17 332,81 |
| Sous-total agences et organismes: | <u>31 217,57</u> |
| | <u>2 782 778,19</u> |

b) dépenses du Journal officiel à refacturer aux institutions: **8 037 680,69**
10 820 458,88

4. Débiteurs divers 8 028 473,68

Cette rubrique reprend le montant net des recettes de l'activité commerciale restant à encaisser par l'OPOCE pour le compte des institutions.

| | |
|---|---------------------|
| — Clientèle directe | 340 416,76 |
| — Bureaux de vente, <i>gateways</i> ... | <u>7 688 056,92</u> |
| | <u>8 028 473,68</u> |

Ce montant net tient compte d'une réduction de valeur de 597 825,97 euros pour couvrir les soldes de recouvrement douteux.

VIII. PLACEMENTS DE TRÉSORERIE **15 322 946,85**

— Journal officiel Compte de placement 15 322 946,85

IX. VALEURS DISPONIBLES **13 842 517,52**

Dans cette rubrique sont inscrits les soldes des comptes courants bancaires utilisés pour les opérations liées au Journal officiel et à la vente de publications.

| | |
|-------------------------|----------------------|
| — Journal officiel | 5 589 425,62 |
| — Vente de publications | <u>8 253 091,90</u> |
| | <u>13 842 517,52</u> |

X. COMPTES DE RÉGULARISATION **29 102,51**

Intérêts à encaisser sur compte dépôt JO 29 102,51

Passif*(en euros)***I. CAPITAL****4 295 182,81***A. Capital net résultant des ajustements économiques au bilan*

Détail de la composition du capital:

| | |
|---|---------------------|
| — les immobilisations incorporelles (progiciels) | |
| • les logiciels spécifiques (centre autonome OPOCE) | 134 200,25 |
| • les logiciels spécifiques acquis «JO» | 261 809,59 |
| — les immobilisations corporelles: | |
| • biens inventoriés (centre autonome) | 3 170 105,93 |
| • le matériel informatique et télécom «JO» | 257 460,40 |
| — les stocks: | |
| • fournitures | 471 606,64 |
| • stock publications «OPOCE» | <u>nil</u> |
| | <u>4 295 182,81</u> |

Le solde de ce compte correspond à:

| | |
|---|---------------------|
| — résultat économique de l'exercice | 598 841,91 |
| — résultats reportés des exercices antérieurs | <u>3 696 340,92</u> |
| | <u>4 295 182,81</u> |

Comme mentionné précédemment, les immobilisations et les stocks gérés par l'Office pour le compte des institutions sont dorénavant repris dans le compte «capital» du bilan. Le bilan au 31 décembre 2001 a été adapté suivant le même principe.

L'augmentation du capital (et la réduction du montant des dettes aux institutions qui s'ensuit) au 31 décembre 2001 et 2002 se détaille comme suit:

| | 31.12.2001 | 31.12.2002 |
|----------------------------------|------------------|-------------|
| Immobilisations incorporelles JO | 216 675,44 | 261 809,59 |
| Immobilisations corporelles JO | 415 170,82 | 257 460,40 |
| Stock de publications | <u>23 813,56</u> | <u>0,00</u> |
| Total | 655 659,82 | 519 269,99 |

IV. DETTES À COURT TERME **47 446 838,58**

C. *Dettes courantes* 47 446 838,58

2. Institutions et organismes

Cette rubrique du passif représente:

| | |
|--|----------------------|
| — le fonds de roulement du Journal officiel | 22 425 027,48 |
| — les intérêts créditeurs provenant du compte «JO» à reverser aux institutions | 731 830,56 |
| — le solde du produit des ventes <i>encaissées</i> à reverser aux institutions au cours de 2002 | 4 875 453,29 |
| — les ventes <i>restant à encaisser</i> au 31 décembre 2002 pour le compte des institutions | <u>7 605 578,48</u> |
| | <u>35 637 889,81</u> |

4. Créditeurs divers

Sont inscrits dans cette rubrique:

| | |
|---|----------------------|
| — les acomptes, paiements inconnus et paiements en attente d'imputation provenant de la clientèle commerciale | 3 203 872,95 |
| — des factures à payer liées à la production du JO | 8 037 680,69 |
| — des factures dont le paiement a été demandé auprès de la banque et est en cours d'exécution au 31 décembre 2002 | <u>567 395,13</u> |
| | <u>11 808 948,77</u> |

V. COMPTES DE RÉGULARISATION **596 660,86**

Le montant inscrit dans cette rubrique correspond
au solde:

| | |
|---|-------------------|
| — des recettes de vente <i>encaissées</i> au 31 décembre 2002, dont l'OPOCE est bénéficiaire | 173 765,66 |
| — des recettes de vente <i>à encaisser</i> dont l'Office est l'institution bénéficiaire | <u>422 895,20</u> |
| | <u>596 660,86</u> |

Les engagements hors bilan sont détaillés dans le tableau V.

Tableau I: Immobilisations incorporelles*(en euros)*

| | Logiciels informatiques |
|---|-------------------------|
| A. Valeur d'acquisition | |
| Au terme de l'exercice précédent | 2 247 556,01 |
| <i>Variations de l'exercice:</i> | |
| Acquisitions de l'exercice | 395 204,03 |
| Cessions et désaffectations | |
| Variations dues au changement de seuil | |
| Transferts d'une rubrique à une autre | |
| Autres ajustements | - 11 399,01 |
| <i>Au terme de l'exercice</i> | 2 631 361,03 |
| B. Amortissements et réductions de valeur | |
| Au terme de l'exercice précédent | 1 858 867,94 |
| <i>Variations de l'exercice:</i> | |
| Actées | 437 191,28 |
| Annulations à la suite de cessions et désaffectations | |
| Variations dues au changement de seuil | |
| Transferts d'une rubrique à une autre | |
| Autres ajustements | - 60 708,03 |
| <i>Au terme de l'exercice</i> | 2 235 351,19 |
| Valeur comptable nette (A - B) | 396 009,84 |

Tableau II: Immobilisations corporelles
(en euros)

| | Terrains et constructions | Installations, machines et outillages | Mobilier et parc automobile | Matériel informatique | Location-financement et droits similaires | Autres immobilisations corporelles | Immobilisations en cours et acomptes |
|---|------------------------------|--|--------------------------------|--------------------------|--|---------------------------------------|---|
| A. Valeur d'acquisition | | | | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | | 677 633,63 | 5 162 396,33 | 8 637 266,35 | 814 441,00 | | |
| Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent | | 1 284,58 | 13 525,05 | 15 201,11 | | | |
| <i>Variations de l'exercice</i> | | | | | | | |
| Acquisitions | | 139 417,51 | 968 304,95 | 1 354 303,93 | | | |
| Cessions et désaffectations | | - 113 048,95 | - 32 062,31 | - 360 803,00 | | | |
| Variations dues au changement de seuil | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre | | 239 216,27 | - 239 216,27 | 0,00 | | | |
| Autres ajustements | | | | | | | |
| <i>Au terme de l'exercice</i> | 0,00 | 944 503,04 | 5 872 947,75 | 9 645 968,39 | 814 441,00 | 0,00 | 0,00 |
| B. Plus-values de réévaluation | | | | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | | | | | | | |
| <i>Variations de l'exercice</i> | | | | | | | |
| Actées | | | | | | | |
| Annulations | | | | | | | |
| Autres ajustements | | | | | | | |
| <i>Au terme de l'exercice</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C. Amortissements et corrections de valeur | | | | | | | |
| Au terme de l'exercice précédent | | 513 885,12 | 4 150 685,91 | 7 431 467,95 | 509 025,65 | | |
| Ajustements aux chiffres de l'exercice précédent | | - 138,26 | 4 076,27 | 3 800,28 | 0,00 | | |
| <i>Variations de l'exercice</i> | | | | | | | |
| Actées | | 96 813,16 | 344 407,33 | 994 049,19 | 305 415,35 | | |
| Annulations suite aux cessions et désaffectations | | - 113 048,94 | - 29 342,16 | - 360 803,00 | | | |
| Variations dues au changement de seuil | | | | | | | |
| Transferts d'une rubrique à une autre | | 209 744,18 | - 209 744,18 | 0,00 | | | |
| Autres ajustements | | | | | | | |
| <i>Au terme de l'exercice</i> | 0,00 | 707 255,26 | 4 260 083,17 | 8 068 514,42 | 814 441,00 | 0,00 | 0,00 |
| Valeur comptable nette (A+B-C) | 0,00 | 237 247,78 | 1 612 864,58 | 1 577 453,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Tableau III: Stocks*(en euros)*

| Description | Valeur d'acquisition | Réduction de valeur | Valeur comptable nette |
|--|----------------------|---------------------|------------------------|
| A. Fournitures de bureau et autres biens consommables | | | |
| Fournitures de bureau | 21 307,47 | | 21 307,47 |
| Autres biens consommables | 673 469,89 | 223 170,72 | 450 299,17 |
| Matériel entretien immeubles | | | 0,00 |
| Sous-total | 694 777,36 | 223 170,72 | 471 606,64 |
| B. Matériel scientifique | | | |
| Sous-total | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| C. Stock publications | | | |
| Sous-total | 4 273 772,87 | 4 273 772,87 | 0,00 |
| Total | 4 968 550,23 | 4 496 943,59 | 471 606,64 |

Tableau IV: Résultat économique de l'exercice*(en euros)*

| Description | 31 décembre 2002 | 31 décembre 2001 |
|--|-------------------|-----------------------|
| Résultat de l'exécution budgétaire | | |
| Résultat des ajustements (détaillé ci-dessous) | 59 841,89 | - 5 637 465,97 |
| Résultat des activités emprunts-prêts | | |
| Résultat économique de l'exercice | 598 841,89 | - 5 637 465,97 |

Résultat des ajustements*(en euros)*

| | 31 décembre 2002 | 31 décembre 2001 |
|---|---------------------|-----------------------|
| Ajustements positifs | | |
| 1. Diminution de charges: augmentation de l'actif | 2 887 241,16 | 2 253 088,56 |
| a) Frais d'établissement | | |
| b) Immobilisations incorporelles | 395 204,03 | 549 746,06 |
| c) Immobilisations corporelles | 2 492 037,13 | 1 703 342,50 |
| d) Immobilisations financières | | |
| e) Prêts sur crédits budgétaires | | |
| f) Stocks | | |
| g) Autres dépenses | | |
| 2. Reprises d'amortissements | 563 902,13 | |
| 3. Reprises de réductions de valeur | | 1 410 206,25 |
| 4. Reprises de provisions | | |
| 5. Produits suite aux droits budgétaires acquis au cours de l'exercice et non recouvrés | 30 010,74 | |
| Sous-total | 3 451 143,29 | 3 663 294,81 |
| Ajustements négatifs | | |
| 1. Diminution de produits: diminution de l'actif | 666 686,80 | 6 431 785,34 |
| a) Frais d'établissement | | |
| b) Immobilisations incorporelles | 11 399,01 | |
| c) Immobilisations corporelles | 505 914,26 | 1 539 408,13 |
| d) Immobilisations financières | | |
| e) Prêts sur crédits budgétaires | | |
| f) Stocks | 149 373,53 | 4 490 429,26 |
| g) Encaissements des droits constatés au cours des exercices précédents | | |
| h) Correction créances hors budget portées antérieurement en capitaux propres | | 401 947,95 |
| 2. Dotations aux amortissements | 2 185 614,60 | 2 868 975,44 |
| 3. Dotations aux réductions de valeur | | |
| 4. Dotations aux amortissements et réductions de valeur exceptionnelles | | |
| 5. Dotations aux provisions | | |
| 6. Dépenses à régulariser | | |
| Correction résultat des ajustements pour les années antérieures | | |
| Sous-total | 2 852 301,40 | 9 300 760,78 |
| Résultat des ajustements de l'exercice (A-B) | 598 841,89 | - 5 637 465,97 |

Tableau V: Redevances restant à payer suite aux contrats de location**Biens à inclure dans les engagements hors-bilan ⁽¹⁾***(en euros)*

| Poste du bilan | Redevances payées | | Redevances restant à payer | | | Valeur totale (A + B) |
|--------------------------------------|---------------------|----------------------|----------------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|
| | de l'exercice | cumulées (A) | jusqu'à 1 an | plus d'1 an | total (B) | |
| Terrains et constructions | 3 846 641,42 | 19 829 652,88 | 5 280 479,64 | 68 801 920,14 | 74 082 399,78 | 93 912 052,66 |
| Installations, machines et outillage | | | | | | |
| Mobilier et parc automobile | 10 579,43 | 10 579,43 | 16 913,58 | 36 475,63 | 53 389,21 | 63 968,64 |
| Matériel informatique | 753 963,70 | 4 203 263,42 | 426 840,58 | 0,00 | 426 840,58 | 4 630 104,00 |
| Immobilisations en cours | | | | | | |
| Total | 4 611 184,55 | 24 043 495,73 | 5 724 233,80 | 68 838 395,77 | 74 562 629,57 | 98 606 125,30 |

⁽¹⁾ Une partie des données incluses dans ce tableau repose sur des estimations (sous réserve de revalorisation ultérieure).

Annexe 5 — Rapport sur la réalisation du programme ordinaire de publication 2002 de la Commission

| DG/service-auteur | Nombre de publications | | % traitées/planifiées | Montant total des devis (en euros) | Montant du budget estimé (en euros) |
|-------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------------------|-------------------------------------|
| | planifiées | traitées par l'Office | | | |
| ADMIN | 4 | 2 | 50,00 | 6 399,77 | 55 000,00 |
| AGRI | 50 | 16 | 32,00 | 107 270,00 | 1 406 617,74 |
| AIDCO | 19 | 19 | 100,00 | 69 849,11 | 754 800,00 |
| BUDG | 6 | 3 | 50,00 | 10 359,00 | 327 600,00 |
| COMP | 15 | 4 | 26,67 | 176 811,70 | 507 400,00 |
| DEV | 7 | 6 | 85,71 | 679 866,00 | 2 491 866,00 |
| EAC | 77 | 18 | 23,38 | 287 421,00 | 2 075 779,00 |
| ECFIN | 14 | 10 | 71,43 | 125 427,00 | 471 000,00 |
| ECHO | 4 | 4 | 100,00 | 9 276,79 | 65 500,00 |
| EMPL | 67 | 35 | 52,24 | 560 095,92 | 1 553 370,00 |
| ENTR | 95 | 33 | 34,74 | 1 134 464,62 | 2 477 240,00 |
| ENV | 128 | 35 | 27,34 | 523 356,25 | 1 453 850,00 |
| ESTAT | 164 | 116 | 70,73 | 174 604,84 | 1 089 400,00 |
| FISH | 6 | 4 | 66,67 | 19 791,23 | 452 582,00 |
| GOPA | 8 | 2 | 25,00 | (¹) | 24 500,00 |
| INFSO | 106 | 22 | 20,75 | 151 682,10 | 1 080 525,00 |
| JAI | 11 | 6 | 54,55 | 21 258,23 | 87 954,38 |
| JRC | 68 | 14 | 20,59 | 84 827,67 | 100,00 |
| MARKT | 11 | 3 | 27,27 | 59 704,00 | 1 959 000,00 |
| OLAF | 5 | 0 | 0,00 | — | 157 205,00 |
| PRESS | 9 | 7 | 77,78 | 737 630,10 | 796 000,00 |
| REGIO | 25 | 8 | 32,00 | 19 842,00 | 952 534,30 |
| RELEX | 17 | 7 | 41,18 | 100 829,31 | 285 500,00 |
| RTD | 402 | 110 | 27,36 | 1 158 456,62 | 2 416 597,00 |
| SANCO | 8 | 3 | 37,50 | 54 642,61 | 114 000,00 |
| SCIC | 3 | 0 | 0,00 | — | 9 550,00 |
| SDT | 1 | 1 | 100,00 | (¹) | 10 000,00 |
| SG | 14 | 4 | 28,57 | 248 313,00 | 1 258 000,00 |
| SJ | 1 | 1 | 100,00 | 53 617,82 | 35 000,00 |
| TAXUD | 7 | 0 | 0,00 | — | 33 000,00 |
| TRADE | 6 | 2 | 33,33 | 1 774,17 | 55 320,00 |
| TREN | 44 | 26 | 59,09 | 245 267,77 | 1 288 196,07 |
| Total | 1 402 | 521 | 37,16 | 6 822 838,63 | 25 744 986,49 |

(¹) Information non disponible.

Annexe 6 — Conventions de service: niveau des contacts amorcés

| Institution/DG/Agence | CA | Contacts | | | |
|----------------------------|----|------------------------|-----------|-------------------|----------------------|
| | | Entretien téléphonique | Visite | Convention signée | Négociation en cours |
| CES | HV | x | x | x | |
| ESTAT | HV | x | x | x | |
| AIDCO | BK | x | x | | x |
| PE | BK | x | x | | x |
| EUROPOL | BK | x | x | | x |
| CdT | JY | x | x | | x |
| SG | JY | x | x | | |
| PRESS | MM | x | x | | |
| MARKT | HV | x | | | |
| TREN | HV | x | | | |
| TRADE | BK | x | | | |
| JAI | BK | x | | | |
| TAXUD | HV | x | | | |
| SdT | JY | x | | | |
| OLAF | JY | x | | | |
| SJ | JY | x | | | |
| SANCO | MM | x | | | |
| EMEA | MM | x | | | |
| COMP | HV | x | x | | |
| BUDG | JY | x | x | | |
| EMPL | MM | x | x | | x |
| CONSEIL | BK | x | x | | |
| CJ | BK | x | x | | |
| OCCV (Angers) | MM | x | x | | |
| BEI | HV | x | x | | |
| ENV | MM | x | | | |
| ENTR | HV | x | | | |
| CEDEFOP | HV | x | x | | |
| RELEX | BK | x | x | | |
| FISH | MM | x | x | | |
| AGRI | MM | x | x | | |
| EASHW | MM | x | x | | |
| CC | BK | | | | |
| CCR | HV | x | x | | x |
| RTD | HV | x | x | | |
| ECFIN | HV | x | x | | |
| FE (Dublin) | MM | x | | | |
| OE (Vienne) | BK | x | | | |
| AEE (Copenhague) | MM | x | | | |
| Ombudsman | BK | x | x | | x |
| Total au 31.12.2002 | | 39 | 24 | 2 | 7 |

Correspondants auteurs (CA): John YOUNG (JY), Ben KLOPPENBORG (BK), Marco MARCOS RODRIGUEZ (MM), Harry VENTOURAS (HV).

Commission européenne

Rapport annuel de gestion 2002 de l'Office des publications officielles des Communautés européennes

Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes

2003 — 157 p. — 21 x 29,7 cm

ISBN 92-78-40133-1